



#LA FORMATION FAIT TOUTE  
LA DIFFÉRENCE



# Profil de l'entreprise

CAE est un chef de file mondial en prestation de formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et au savoir-faire de nos 8 000 employés, de nos technologies de simulation de renommée mondiale et de notre réputation en matière de service et d'innovation technologique s'échelonnant sur sept décennies. Notre présence mondiale est la plus vaste de l'industrie, avec 160 établissements et centres de formation situés dans 35 pays, y compris les activités de nos coentreprises, et le plus important parc de simulateurs de vol au monde. Chaque année, nous formons plus de 120 000 membres d'équipage civils et militaires, ainsi que des milliers de professionnels de la santé.

[www.cae.com](http://www.cae.com)

 Suivez-nous sur Twitter @CAE\_Inc

02 Présence mondiale CAE

04 Message du président du conseil d'administration

05 Message aux actionnaires

08

#La définition de la formation



10

#Chef de file de l'innovation



12

#Savoir-faire de renommée mondiale



14

#Technologie de renommée mondiale



16

#Partenaire de choix en formation



18

# La RSE nous tient à cœur



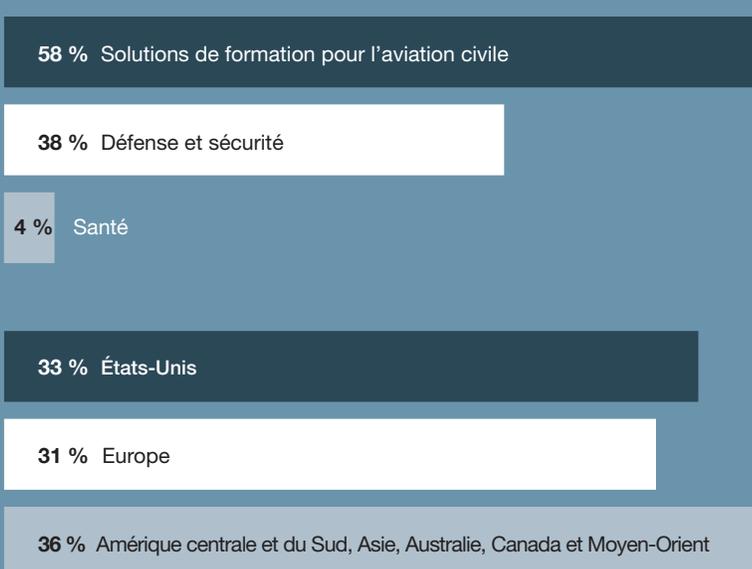
20 Revue financière

# Points saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2015	2014
<b>Résultat opérationnel</b>		
Produits des activités ordinaires	2 246,3	2 077,9
Résultat net	204,7	191,1
Carnet de commandes	5 357,2	5 004,8
<b>Situation financière</b>		
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	268,6	275,9
Dépenses d'investissement en immobilisations	144,2	157,0
Total de l'actif	4 656,9	4 236,7
Total de la dette à long terme, déduction faite de l'encaisse	949,6	856,2
<b>Par action</b>		
Résultat des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,76	0,72
Dividendes	0,27	0,22
Capitaux propres	6,28	5,67

## Répartition des revenus – Exercice 2015



A man in a military uniform is smiling and hugging a young boy and a young girl. They are standing in front of a military aircraft. The aircraft has the number '472' visible on its side. The scene is set on an airfield.

## #La formation fait toute la différence

À CAE, nos solutions de formation contribuent à rendre le transport aérien plus sécuritaire, permettent aux forces armées d'être mieux préparées et de rentrer à la maison en toute sécurité, et aident les autorités publiques à intervenir plus efficacement en cas d'urgence. Elles aident aussi le personnel médical à fournir de meilleurs soins aux patients.

La formation fait toute la différence, et nous nous efforçons d'être les meilleurs dans ce que nous faisons. Nous avons contribué à définir la formation pendant près de 70 ans. Maintenant et pour les années à venir, notre vision consiste à être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation de nos clients.



● MEDELLÍN  
● BOGOTA

● LIMA

● BELO HORIZONTE

● SÃO PAULO

● SANTIAGO



8 000 employés

160 établissements 35 pays

CAE possède la plus vaste présence mondiale en matière de formation et de services.



KARAGANDA ●

NEW DELHI ●

RAE BARELI ●

GONDIA ●

BENGALURU ●

BEIJING ●

SEOUL ●

TOKYO ●

SHANGHAI ●

KADENA ●

HONG KONG ●

ZHUHAI ●

MANILLE ●

KUALA LUMPUR ●

SINGAPOUR ●

RIMBA ●

JAKARTA ●

TOWNSVILLE ●

OAKEY ● ● BRISBANE  
AMBERLEY ●

PERTH ●

ADELAIDE ●

RICHMOND ● ● SYDNEY  
CANBERRA ● ● NOWRA

MELBOURNE ● ● SALE

AUCKLAND ●

PALMERSTON NORTH ●



**CAE a obtenu des résultats financiers solides à l'exercice 2015 et demeure en bonne position pour continuer à connaître du succès.**

Le conseil d'administration est heureux des progrès de l'entreprise et est confiant pour l'avenir. Afin de refléter ces perspectives positives, le conseil d'administration a approuvé en mai 2014 une quatrième hausse du dividende en quatre ans.

**Base solide**

CAE repose sur une base solide en ce qui a trait à la création de valeur pour les actionnaires. Les solutions de formation de l'entreprise sont reconnues mondialement, ses revenus sont bien diversifiés et sa situation financière est solide. À la fin de l'exercice 2015, le carnet de commandes s'élevait à 5,4 milliards \$, constitué essentiellement de contrats à long terme et de revenus périodiques.

Nous surveillons continuellement les pratiques de gouvernance et nous mettons en œuvre des changements qui, selon nous, sont des pratiques exemplaires. Le conseil d'administration et l'équipe de la direction sont fiers de savoir que CAE maintient les normes de gouvernance les plus élevées aujourd'hui, comme elle l'a toujours fait.

**Responsabilité sociale d'entreprise**

Une conduite exemplaire en matière de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) est essentielle pour exercer ses activités dans le monde actuel. Pour un nombre croissant d'actionnaires, il s'agit également d'une caractéristique essentielle que doit posséder l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Au-delà des chiffres, la formation de CAE fait toute la différence dans l'amélioration de la sécurité en vol et du traitement des patients partout dans le monde. La formation fondée sur la simulation fournit des avantages environnementaux en réduisant les émissions liées à la consommation de

combustibles fossiles. De plus, CAE génère d'importantes retombées économiques et sociales dans les collectivités où elle exerce ses activités.

**Équipe solide**

CAE est dirigée par une équipe de direction solide et expérimentée ayant à sa tête Marc Parent. L'entreprise a établi des priorités stratégiques claires et, grâce à la passion et aux efforts de ses employés, elle obtient des résultats concrets. Au nom du conseil d'administration, je souhaite remercier la direction et les employés de CAE pour leur dévouement envers la réussite de l'entreprise.

Je tiens également à remercier mes collègues administrateurs pour leur engagement et leur soutien, notamment Kathleen E. Walsh, qui ne briguera pas un nouveau mandat cette année. Le conseil d'administration a nommé au poste d'administrateur Alan N. MacGibbon, qui est l'actuel président du conseil non membre de la direction du cabinet d'avocats Osler, Hoskin & Harcourt LLP et ancien associé directeur et chef de la direction du cabinet comptable Deloitte LLP (Canada).

CAE est en bonne position pour une réussite à long terme et le conseil, la direction et les employés seront heureux de travailler pour le compte des actionnaires à l'exercice 2016.

James Hankinson

Président du conseil d'administration



**Nous avons atteint la plupart de nos objectifs stratégiques et financiers au cours de l'exercice 2015, et nous avons clôturé l'exercice avec un carnet de commandes record.**

Nos trois secteurs ont fait des progrès remarquables dans le but de réaliser la vision de CAE qui consiste à être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. Nos réalisations nous donnent un bon élan en ce début d'exercice 2016.

#### **Bilan financier**

Les revenus ont augmenté de 8 % pour atteindre 2,25 milliards \$, comparativement à 2,08 milliards \$ à l'exercice 2014. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres était de 201 millions \$, soit 0,76 \$ par action, comparativement à 188 millions \$, soit 0,72 \$ par action, à l'exercice 2014.

Nous avons généré des flux de trésorerie disponibles\* plus élevés au quatrième trimestre et nous avons clôturé l'exercice avec une situation financière plus solide. Le ratio de la dette nette sur le capital\* était de 36,3 % au 31 mars 2015, ce qui se situe dans la tranche inférieure de notre fourchette cible.

#### **Points saillants par secteur**

Les revenus du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil) ont augmenté de 10 % pour atteindre 1 295 millions \$ et le résultat opérationnel\* a augmenté de 17 %. Le ratio des commandes/ventes\* pour l'exercice 2015 était de 1,17 et le carnet de commandes\*, y compris les coentreprises, s'élève à 2,9 milliards \$.

Au cours de l'exercice financier, nous avons conclu des accords de services de formation très stratégiques, y compris de nouvelles coentreprises avec Japan Airlines et China Eastern Airlines, et nous avons renouvelé notre accord d'impartition de services de formation avec Iberia. La vente de 41 simulateurs de vol à des clients existants et nouveaux était conforme à nos attentes et nous a permis de conserver notre position de chef de file.

Pour le secteur Défense et sécurité (Défense), les revenus étaient en hausse de 4 % pour atteindre 857 millions \$ et le résultat opérationnel a augmenté de 7 %. Le ratio des commandes/ventes était de 0,88 et le carnet de commandes, y compris les coentreprises et les commandes non financées, s'est élevé à 2,5 milliards \$.

Au cours de l'exercice, nous avons augmenté notre éventail de services d'entraînement, notamment avec le T-44C pour l'U.S. Navy en vertu d'un programme d'entraînement innovateur appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci. De plus, le centre de formation polyvalent de CAE Brunei, notre coentreprise avec le gouvernement du Brunei, a officiellement ouvert ses portes et fournit maintenant l'entraînement sur aéronefs à voilure fixe et à voilure tournante. Nous avons également remporté une série de contrats de mise à niveau étant donné que nos clients militaires continuent de moderniser et de mettre à niveau leurs anciens systèmes d'entraînement à mesure qu'ils augmentent leur recours à la formation virtuelle.

Les revenus du secteur Santé ont augmenté de 19 % pour atteindre 94,3 millions \$ et le résultat opérationnel est quatre fois plus élevé. Nous avons atteint une masse critique plus importante à l'exercice 2015; nos solutions sont plus en demande auprès des sociétés médicales et nous continuons à accroître les ventes de nos simulateurs de patients, chirurgicaux et d'échographie, de nos solutions de gestion de centres de simulation ainsi que de la formation et des services de soutien. Nous avons également continué à trouver des synergies avec le secteur Défense, notamment avec les ventes de simulateurs de patients à l'U.S. Air Force Reserve Command et les Forces armées australiennes.

Notre carnet de commandes total à la clôture de l'exercice a atteint un nouveau niveau record, soit 5,4 milliards \$.

## Message aux actionnaires

### Priorités stratégiques

Au cours de l'exercice 2015, nous avons continué à démontrer à quel point la combinaison unique de nos solutions complètes de formation, de notre présence mondiale et de notre savoir-faire en formation font de CAE le partenaire de choix en formation dans nos trois marchés. Nous avons finalisé notre évaluation stratégique annuelle avec le conseil d'administration, qui a confirmé l'existence de plusieurs occasions d'affaires pour accroître la position de CAE dans le marché mondial de la formation, tout en continuant à protéger notre leadership au niveau de la vente de simulateurs.

Nous avons fait d'importants investissements au cours des dernières années pour mettre en place le plus important et le plus vaste réseau de centres de formation pour l'aviation civile au monde et nos priorités sont directement axées sur l'augmentation du taux d'utilisation de nos centres de formation et du rendement de ces investissements. Au même moment, nous continuerons à financer la croissance de façon sélective en investissant avec nos clients et nos partenaires en fonction de leurs demandes, tout en continuant à investir pour appuyer nos clients du secteur de l'aviation d'affaires.

Nous continuerons également à renforcer notre position en élaborant de nouvelles solutions comme notre simulateur de vol de Série CAE 7000XR, et en innovant au niveau des processus en vue de devenir encore plus concurrentiel et d'offrir une option encore plus intéressante pour nos clients.

Nous croyons que le marché de la Défense fait une promesse à long terme, dictée par la tendance observée de recourir davantage à l'entraînement virtuel. Notre succès découlera de nos capacités en tant qu'intégrateur de systèmes de formation dans les domaines aérien, terrestre et naval. L'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier, qui devrait se conclure à l'exercice 2016, constitue un ajout stratégique à notre offre mondiale de services.

Les résultats de notre secteur Santé à l'exercice 2015 ont réaffirmé la confiance que nous avons dans les solutions de formation fondées sur la simulation dans ce marché.

Nous sommes convaincus que nous créerons de la valeur pour les actionnaires en respectant nos priorités stratégiques dans les marchés Civil, Défense et Santé.

La majorité de nos investissements dans la croissance ont déjà été financés, c'est la raison pour laquelle nous avons été en mesure de réduire nos dépenses totales en immobilisations\* à 144 millions \$ à l'exercice 2015 comparativement à 157 millions \$ à l'exercice précédent.

### Perspectives pour l'exercice 2016

Nous espérons connaître encore plus de succès à l'exercice 2016, avec une croissance dans tous nos secteurs. Au-delà de 2016, nous croyons que notre rendement continuera de s'améliorer à mesure que nous réalisons notre vision d'être le partenaire de choix en formation.

Il ne fait aucun doute que le trafic aérien continue à augmenter et que la sécurité demeure primordiale. Avec près de sept décennies, la part de marché la plus élevée au niveau des ventes de simulateurs et le plus grand nombre de clients, la marque CAE en matière de sécurité est bien établie partout dans le monde.

Nous avons transformé l'entreprise sur une longue période afin de devenir un chef de file reconnu mondialement au niveau des solutions de formation, car nous croyons qu'il s'agit d'un secteur très important où nous pouvons apporter la plus grande valeur. Le marché mondial de la formation pour l'aviation civile est environ six fois plus important que celui des produits, et c'est le secteur où nous pouvons déployer d'importants efforts pour faire croître notre entreprise à long terme, accroître notre part de marché et augmenter le taux d'utilisation dans nos centres.

Pour l'exercice 2016, nous prévoyons faire plus de progrès à cet égard avec nos solutions de formation, une croissance des revenus et des marges plus élevées qu'à l'exercice 2015.

Du côté de la Défense, nous avons prouvé à l'exercice 2015 que nous pouvions croître dans un marché baissier et nous continuons à prévoir une croissance modeste des revenus à l'exercice 2016. Le rythme d'approvisionnement militaire est toujours difficile à prévoir, mais nous conservons des perspectives positives en fonction d'un certain nombre de facteurs :

Le montant de nos propositions dans le secteur de la défense soumise et en attente d'une réponse dépasse les 2,5 milliards \$, ce qui est près d'un record historique pour notre entreprise. De plus, nos capacités améliorées dans le domaine des systèmes d'entraînement intégré interactif, virtuel et constructif nous ouvrent un potentiel de marché encore plus important à plus long terme. Les éléments qui renforcent notre confiance sont notre carnet de commandes solide de 2,5 milliards \$ et l'augmentation de la proportion de nos revenus provenant des services de soutien et de formation périodique à long terme.

Pour les clients des trois marchés, la formation CAE fait toute la différence. Par l'entremise de sept décennies d'innovation et grâce à la passion de nos employés, CAE a défini la norme en matière d'efficacité de la formation fondée sur la simulation.

Du côté du secteur Santé, nous nous appuyons sur les forces de CAE – solutions complètes uniques et présence mondiale. Notre aspiration à long terme consiste à être un chef de file dans un marché de la formation fondée sur la simulation de plus en plus réglementé.

Nous croyons que nous sommes en excellente position, et nous continuons à faire des progrès auprès des fabricants d'équipement d'origine et des sociétés médicales pour faire adopter l'utilisation de la simulation dans le cadre de la formation, des évaluations et de la certification des professionnels de la santé. Nous progressons bien au niveau du secteur Santé et nous nous attendons à une croissance soutenue des revenus et du résultat opérationnel à l'exercice 2016.

#### **La formation fait toute la différence**

La demande pour des solutions de formation de CAE continue de croître et les prochaines années s'annoncent encore plus prometteuses.

Les compagnies aériennes du monde entier cherchent activement à recruter et à former un nombre suffisant de pilotes pour appuyer la croissance du nombre de passagers et les départs à la retraite. Les forces armées, qui doivent en faire plus avec moins, sont d'avis qu'une augmentation de la formation fondée sur la simulation peut les aider à rester prêts pour les missions. Une population mondiale vieillissante pousse les autorités médicales à augmenter l'utilisation de la formation fondée sur la simulation pour améliorer la qualité des soins de santé.

Pour les clients des trois marchés, la formation CAE fait toute la différence. Par l'entremise de sept décennies d'innovation et grâce à la passion de nos employés, CAE a défini la norme en matière d'efficacité de la formation fondée sur la simulation. À cet égard, nous avons atteint une position de chef de file mondial en prestation de solutions de formation qui améliorent la sécurité, l'efficacité et l'état de préparation.

Ainsi, pour les années à venir, nous nous engageons à fournir les meilleurs produits, services et solutions de formation dans nos marchés.

#### **Remerciements**

La seule constante dans la réussite de l'entreprise au fil des ans – et pour les années à venir – est la qualité de nos employés. Lorsque je visite nos centres de formation partout dans le monde, je suis très fier de diriger une équipe aussi dynamique. Je profite de cette occasion pour remercier nos 8 000 employés pour leur contribution à la progression de CAE. Je remercie également les membres du conseil d'administration pour leurs conseils et leur soutien, et nos actionnaires pour leur confiance en notre entreprise.

\*Les mesures financières identifiées à l'aide d'un astérisque sont des mesures hors PCGR. Pour plus de renseignements sur leur définition et la façon de les calculer, veuillez vous reporter à la section 3.6 du rapport de gestion.

# #La définition de la formation

**Former des gens à certaines tâches essentielles est au cœur de notre entreprise. Nous formons plus de pilotes commerciaux dans le monde que quiconque. Les forces armées de plus de 50 pays s'entraînent avec CAE dans le ciel, sur la terre et en mer. Partout dans le monde, notre technologie sert à former d'actuels ou de futurs professionnels de la santé à exécuter des interventions qui sauvent des vies. La qualité de nos solutions assure des retombées positives pour nos clients et la société en général. La formation CAE fait toute la différence.**

Cela fait près de 70 ans que nous sommes une entreprise de formation. En tant que chef de file de l'industrie, nous avons déjà laissé notre marque. Parmi les étapes importantes, en 1982, nous avons construit le premier simulateur certifié par la Federal Aviation Administration américaine pour permettre aux compagnies aériennes d'effectuer la formation initiale, de conversion et périodique des équipages entièrement à l'aide de la simulation, une révolution dans le domaine de la formation aéronautique.

Au cours de ces années, CAE a contribué tout autant sinon plus que toute autre organisation à accroître l'efficacité de la formation fondée sur la simulation pour les tâches essentielles. Grâce à notre leadership technologique et à notre innovation, la marque CAE est maintenant synonyme de sécurité et d'efficacité partout dans le monde. À la fin des années 90, les simulateurs de vol CAE sont devenus les plus populaires sur le marché mondial et ils le sont encore aujourd'hui.

## **Fournisseur mondial de solutions de formation**

Pour répondre aux besoins des clients, nous avons transformé CAE pour la faire passer d'une entreprise qui fabrique principalement des produits destinés aux marchés mondiaux à un fournisseur mondial de solutions de formation. Aujourd'hui, nous fournissons les solutions de formation pour l'aviation civile les plus complètes de l'industrie, avec la plus vaste gamme de produits et services. Du côté de la défense, nous sommes un important intégrateur mondial de systèmes de formation sur un large éventail de plateformes d'aéronefs ayant une longue durée de vie. Ce positionnement est soutenu par un savoir-faire d'une profondeur et d'une envergure inégalées dans les domaines de l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires, les hélicoptères et l'aviation militaire.

## **Leadership sur le marché**

Nous desservons actuellement trois importants marchés en expansion : aviation civile, défense et sécurité, et soins de santé. Chaque marché repose sur des fondements solides, ce qui favorise une forte demande à long terme pour nos solutions. Chacun renferme des occasions d'affaires inexploitées pour une croissance rentable et la création de valeur pour les actionnaires.

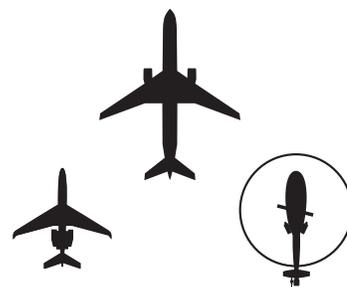
Pour l'avenir, nous mettons l'accent sur le maintien de notre avantage concurrentiel dans les solutions de formation qui assurent la sécurité, l'efficacité et l'état de préparation. Nous nous efforçons d'être rien de moins que la norme mondiale tout au long du processus de formation – la définition de la formation – dans tous nos marchés.

# 20 000

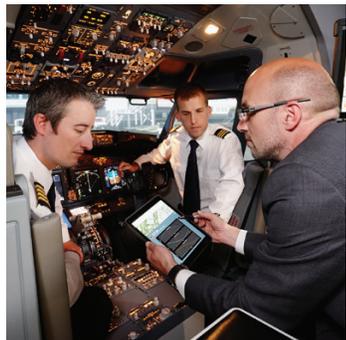
**Estimation du nombre de nouveaux pilotes civils requis chaque année partout dans le monde pour les 20 prochaines années**



CAE est en tête du marché de la formation aérienne virtuelle pour les forces armées, et tire parti de son savoir-faire en matière d'intégration de systèmes de formation dans les domaines aérien, terrestre, maritime et de la sécurité publique.



CAE est le chef de file mondial dans la formation pour l'aviation commerciale et sur hélicoptères, la vente de dispositifs de simulation, la formation initiale des pilotes et le placement de membres d'équipage. Nous sommes le deuxième plus important fournisseur de formation pour l'aviation d'affaires avec le plus vaste réseau mondial de formation.



CAE offre le plus grand éventail de technologies de simulation médicale qui permettent l'amélioration de la prestation de soins de santé par l'entremise de la formation.

# 120 000

**Pilotes et membres d'équipage de l'aviation civile et de la défense qui s'entraînent chaque année dans notre réseau mondial.**

# #Chef de file de l'innovation

À CAE, l'innovation demeure constante. Voilà notre façon de contribuer chaque jour à améliorer la formation.

Que ce soit nos produits, nos services ou nos solutions de formation, nous nous efforçons toujours de les améliorer, et de les livrer de la façon la plus économique et la plus pratique pour nos clients. Notre innovation est façonnée par notre souci des clients et notre profonde compréhension des défis auxquels font face nos clients de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé dans un monde en changement perpétuel.

La formation CAE fait toute la différence. Nos programmes de formation innovateurs respectent et surpassent les normes les plus élevées en matière de sécurité. Nous accordons autant d'importance à la livraison efficace de nos solutions. Nous avons une capacité inégalée d'assumer l'entière responsabilité de la formation des pilotes – notre compétence principale – ce qui permet à nos clients (compagnies aériennes ou forces armées) de se concentrer sur leurs activités.

## **Solutions innovatrices de formation d'élève-pilote à commandant de bord**

Dans le secteur de l'aviation civile, nous fournissons les solutions les plus complètes de formation des pilotes tout au long de leur carrière, de la formation initiale pour l'élève-pilote à la qualification de type et la formation périodique pour les professionnels chevronnés. En tant que chef de file de l'industrie, nous avons également une longueur d'avance dans la formation spécialisée, y compris les programmes axés sur les compétences et la formation sur la prévention et la récupération en cas de perte de contrôle (UPRT). Les solutions de formation d'élève-pilote à commandant de bord de CAE évoluent continuellement pour demeurer à la fine pointe de la technologie au niveau de la science de la sécurité, des méthodes de formation et des outils de simulation.

Nous sommes les pionniers dans les domaines de la sécurité et de la formation fondée sur la simulation depuis près de sept décennies. En tant qu'intervenant actif au niveau de l'élaboration de la réglementation en matière de certification et de sécurité entourant la formation au pilotage durant toutes ces années, nous avons acquis une vaste connaissance des nouvelles exigences en formation des pilotes, ce qui nous donne une longueur d'avance dans l'élaboration de solutions prêtes pour le client.

Au cours de la dernière année, nous avons démontré notre leadership en adoptant rapidement les normes de l'industrie pour aider à prévenir la perte de contrôle en vol, qui est la principale cause de décès au monde dans l'industrie de l'aviation. À la fin de notre exercice 2015, plus de 1 200 élèves-pilotes et instructeurs de CAE ainsi que des pilotes de ligne avaient déjà reçu la formation UPRT sur appareils ou sur simulateurs.

Nous sommes également innovateurs au niveau de la préparation des élèves-pilotes grâce à la certification MPL (licence de pilote en équipage multiple); nous offrons cette formation axée sur les compétences dans notre réseau mondial d'écoles de pilotage. Parmi nos clients pour ce programme figure Japan Airlines (JAL), l'une des plus importantes et des plus anciennes compagnies aériennes au monde. JAL a imparti toute sa formation d'élèves-pilotes en vertu du programme MPL à CAE.

Notre innovation au niveau de la formation a été confirmée par la signature de trois importants accords à l'exercice 2015. Nous avons établi des coentreprises avec JAL pour fournir des services de formation des équipages en Asie du Nord-Est, y compris la responsabilité de l'ensemble des besoins en formation de JAL; avec China Eastern portant sur la formation de plus de 650 élèves-pilotes du transporteur; et avec Lufthansa Flight Training pour la formation des pilotes et des équipages de l'avion CSeries de Bombardier.



Nous avons prolongé notre relation de longue date avec Ryanair pour inclure le recrutement, la sélection et la formation à la qualification de type des nouveaux élèves-pilotes et des commandants d'expérience pour l'avion B737NG.



Nous avons mis en place une coentreprise avec Japan Airlines pour fournir des services de formation des équipages en Asie du Nord-Est, y compris la responsabilité de tous les besoins en formation de JAL. Sur la photo, Nick Leontidis, président de groupe, Solutions de formation pour l'aviation civile à CAE, et Toshinori Shin, directeur des opérations de vol de Japan Airlines.



**L'innovation grâce à la synergie**

Nous innovons en réunissant nos capacités provenant de l'ensemble de nos secteurs d'activités. Par exemple, nous avons combiné nos vastes capacités de formation et de simulation de la mobilité aérienne avec les simulateurs de patients de CAE Santé pour fournir un vaste système d'entraînement aux évacuations aéromédicales à l'U.S. Air Force Reserve Command.

650

**Nombre d'élèves-pilotes de China Eastern qui seront formés par notre nouvelle coentreprise au cours des 5 prochaines années**

2 000

**Capacité annuelle de CAE en matière de formation d'élèves-pilotes**

# #Savoir-faire de renommée mondiale

**Nos employés et notre savoir-faire sont au cœur de notre réussite en tant qu'organisme de formation.**

Nos employés possèdent de vastes connaissances qui s'étendent sur la majeure partie de la flotte mondiale d'avions civils – aviation commerciale, aviation d'affaires, hélicoptères et aviation générale – ce qui fait de nous les seuls dans l'industrie à répondre à une si vaste flotte. De l'élaboration de programmes de formation à l'instruction, et de la maintenance des simulateurs à la gestion de centres de formation, leur savoir-faire est exemplaire.

Les instructeurs de CAE hautement qualifiés fournissent chaque année de la formation fondée sur la simulation dans nos installations à plus de 120 000 membres d'équipage civils, militaires, d'avions d'affaires et d'hélicoptères. En règle générale, nos instructeurs ont une expérience pratique récente sur le type d'aéronef pour lequel ils donnent de la formation. Ils maîtrisent parfaitement les technologies de CAE pour fournir une formation de renommée mondiale. Le savoir-faire de nos employés est au cœur de notre succès.

## **Savoir-faire récompensé**

À l'exercice 2015, notre savoir-faire en formation a été récompensé par la signature de contrats de formation pour l'aviation commerciale à long terme avec Jeju Air, l'un des transporteurs à la croissance la plus rapide en Corée, et VivaColombia, un transporteur à faible coût – deux nouveaux clients. Nous avons également élargi nos relations avec Iberia, le transporteur national espagnol, pour 10 autres années; avec LATAM, un regroupement de compagnies aériennes en Amérique, dont un nouvel accord de 10 ans pour la formation sur l'A350; et avec Mesa Airlines pour un accord de services de formation de 10 ans.

Deux nouveaux exploitants d'avions d'affaires, Elit'Avia et International Jet Management, sont devenus des clients avec un accord de formation qui couvre 14 différents types d'aéronefs, et nous avons signé des contrats de service d'exploitation de centres de formation avec Jet Airways, la plus importante compagnie aérienne internationale en Inde. CAE a également été nommée « fournisseur autorisé de formation » pour la gamme complète d'avions CRJ de Bombardier. Aux termes de cet accord, les instructeurs de CAE donneront des cours de formation au pilotage sur les avions de la série CRJ à huit emplacements CAE dans le monde.

## **Savoir-faire en formation militaire**

Du côté de la défense et sécurité, notre savoir-faire technique couvre plusieurs plateformes militaires ayant une longue durée de vie actuellement en service dans le monde. Nos employés sont à l'aise avec le soutien à l'entraînement et l'intégration dans les domaines terrestre et maritime, ainsi que de la sécurité publique. Nous appuyons l'entraînement des pilotes et des opérateurs de capteurs, des opérateurs de perche, des conducteurs et canonnières de chars, des équipages d'hélicoptères, des marins et des premiers répondants.



En tant que maître d'œuvre, nous avons contribué à mettre en place le centre d'instruction de la mobilité aérienne fondé sur la simulation à la base des Forces canadiennes de Trenton. Ce centre est l'un des plus évolués au monde dans le domaine de l'intégration des systèmes de formation et est une vitrine exceptionnelle pour l'éventail complet de nos capacités. Nous fournissons du soutien en service et des services d'exploitation de centres de formation à cet établissement en vertu d'un contrat de 20 ans.

8 000 000

Employés de CAE présents dans 35 pays



Nous fournissons actuellement, dans quatre emplacements, de l'instruction en classe, sur simulateurs et sur appareils à 1 500 pilotes et opérateurs de capteurs des avions télépilotes Predator et Reaper de l'U.S. Air Force. Il s'agit du seul programme militaire américain qui permet aux sous-traitants de piloter l'appareil réel dans le cadre de l'entraînement. Nous étions les premiers sous-traitants à fournir l'entraînement des équipages d'avions télépilotes de l'U.S. Air Force; nous avons remporté notre premier contrat pour l'entraînement sur Predator en 1998.

À l'exercice 2015, nous avons ajouté de nouvelles compétences au niveau de l'entraînement en vol des futurs pilotes de chasse par l'entremise d'une acquisition qui devrait se conclure au cours de l'exercice actuel. Cette transaction fera de CAE le maître d'œuvre responsable du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC) qui fournit des pilotes militaires qualifiés à l'Aviation royale canadienne et à ses alliés. Grâce à ce nouveau savoir-faire, nous serons un partenaire très précieux pour nos clients militaires au cours des années à venir.

# 1/10<sup>e</sup>

Le coût de l'entraînement sur un simulateur versus sur un vrai aéronef militaire.

# #Technologie de renommée mondiale

**La position de chef de file de CAE en matière de technologies de simulation est reconnue mondialement dans nos marchés. Nos technologies de simulation ont constamment permis d'établir la norme de l'industrie. Au cours des 10 dernières années, nous avons investi plus de 1,2 milliard \$ en R-D en vue d'optimiser la valeur de la formation de nos solutions fondées sur la simulation en créant les environnements et les scénarios virtuels les plus réalistes.**

Chaque nouvelle technologie en tête de l'industrie a contribué à définir les normes de la formation, et nous continuons à faire progresser notre éventail de produits et d'outils afin de répondre aux besoins de nos clients.

## Civil

La formation sur le premier simulateur de vol de série CAE 7000XR a commencé à l'exercice 2015. Conçu en collaboration avec nos clients, ce simulateur de prochaine génération intègre les plus récents progrès technologiques afin d'optimiser les capacités de formation et l'efficacité opérationnelle. Ses fonctions uniques incluent notamment des capacités de formation intégrées pour répondre à la nouvelle réglementation de la FAA relative à la formation sur la prévention et la récupération en cas de perte de contrôle.

Nous avons atteint un important jalon avec la qualification de la première gamme de dispositifs de formation au monde pour l'Airbus A350 XWB avant l'entrée en service de cet avion à fuselage extra-large. Le simulateur de vol A350 XWB construit par CAE et un dispositif d'entraînement au vol ont été qualifiés par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et la FAA.

## Défense

Nous avons lancé notre générateur d'images CAE Medallion-6000 de prochaine génération, un système visuel qui fournit des environnements synthétiques réalistes de haute performance adaptés aux besoins du marché de la défense et de la sécurité. Cette technologie est un élément important de notre environnement synthétique dynamique (DSE), un environnement virtuel réaliste et immersif qui prend en charge des capacités accrues de répétition de missions et d'aide à la prise de décision. L'environnement DSE de CAE permet aux fonctions physiques dans le théâtre des opérations d'évoluer de façon dynamique afin que le monde virtuel simule de façon réaliste les conditions du monde réel.

## Santé

CAE Santé a enregistré ses premières ventes de deux nouvelles solutions de formation fondée sur la simulation à l'exercice 2015. Le simulateur d'accouchement CAE Fidelis Lucina est un outil de formation qui permet de s'exercer aux situations d'urgence obstétricale et d'exécuter des scénarios de travail et d'accouchement. Lancé en collaboration avec Abiomed, un important fournisseur de technologies de soutien cardiaque, le simulateur CAE VIMEDIX Impella® permet aux médecins de s'exercer à placer le dispositif Impella d'Abiomed dans le ventricule gauche.



Nombre de premiers simulateurs construits par CAE pour de nouvelles plateformes d'aéronefs



Le premier simulateur de vol de série CAE 7000XR au monde a été inauguré au Middle East Aviation Academy à Beyrouth, au Liban (photo à gauche).



Nous avons obtenu un contrat portant sur la fourniture d'un système complet d'entraînement à la guerre maritime (NWTS) et de services de soutien en service à la marine suédoise. Il s'agit d'un système complet fondé sur la simulation comprenant le logiciel de simulation, le matériel, les consoles de jeux de guerre et les postes d'instructeurs. Le NWTS servira à former toutes les unités opérant en mer de la marine suédoise.



Nous avons lancé cette année notre générateur d'images CAE Medallion-6000 de prochaine génération (photo à gauche) et nous avons présenté pour la première fois au Canada le simulateur d'accouchement CAE Fidelis Lucina (photo au milieu).

+ 2 000

Nombre de simulateurs et de dispositifs de formation CAE destinés à l'aviation civile et aux forces armées installés partout dans le monde

9 000

Nombre de simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention de CAE Santé utilisés dans le monde

# #Partenaire de choix en formation

**Nous adoptons une approche à long terme en ce qui a trait aux relations avec les clients. Pour nous, chaque client est unique et nous personnalisons nos solutions pour répondre à ses besoins précis.**

Chaque contrat est une occasion de bâtir une relation et de la faire durer. Les partenariats sont selon nous le meilleur moyen de réduire les risques et de créer un intérêt mutuel. Cette approche est conforme à notre vision stratégique qui consiste à être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation. Il s'agit d'une stratégie gagnante et nous progressons.

Dans le secteur de l'aviation civile, nous avons mis en place des coentreprises et des accords de formation à long terme avec plus de 30 compagnies aériennes. Dans le marché de la défense, nous sommes positionnés comme un partenaire de choix pour les missions, sur plusieurs plateformes d'aéronefs ayant une longue durée et avec des clients de longue date répartis dans plus de 50 pays. Nous adoptons la même approche dans le secteur Santé en établissant des relations avec les universités, les hôpitaux et les distributeurs du monde entier. La formation CAE fait toute la différence.

## **Succès durable**

Nous avons pris plusieurs mesures pour conserver notre élan à l'exercice 2015, y compris l'expansion de notre capacité et de notre présence mondiale dans le domaine de la formation. À Dubaï, où notre coentreprise avec Emirates est la plus importante organisation de formation dans la région à croissance élevée du Moyen-Orient, nous couvrons une plus vaste gamme d'appareils et nous ajoutons des simulateurs pour répondre aux besoins actuels et futurs de nos clients pour l'aviation commerciale et d'affaires.

En Amérique latine, nous avons amorcé la formation sur l'hélicoptère S-92 Sikorsky au Brésil en plus de la formation S-76 offerte depuis 2014, et nous avons annoncé la création d'un nouveau centre de formation (deux baies) pour l'aviation commerciale en Colombie.

Dans le secteur Défense, CAE a livré les deux premiers dispositifs d'entraînement pour assurer les services complets d'entraînement des équipages T-44C de l'U.S. Navy, de l'U.S. Marine Corps et des étudiants internationaux. Nous avons été sélectionnés comme le maître d'œuvre pour fournir des services d'entraînement à la base aéronavale de Corpus Christi dans le cadre d'un programme d'entraînement innovateur à long terme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci.

## **Révolution en soins de santé**

Nous avons signé un contrat record pour fournir un centre de simulation en soins de santé clé en main au Turkménistan pour perfectionner la formation des étudiants en médecine de deuxième et troisième cycles, ainsi que ceux en soins infirmiers et ambulanciers. La vente comprend un total de 17 simulateurs de patients, chirurgicaux et d'échographie, des solutions audiovisuelles pleinement intégrées ainsi que de la formation et du soutien technique. Dans le cadre de cette solution complète, nous effectuons également l'analyse des besoins, la planification et la conception d'un centre.



> 100 000

Notre coentreprise Rotorsim, qui assure la formation des exploitants d'hélicoptères sur plusieurs modèles d'AgustaWestland, a dépassé les 100 000 heures de formation sur ses simulateurs en Italie et aux États-Unis en moins de huit ans. Rotorsim a atteint un taux d'utilisation de 98 % de ses simulateurs de vol construits par CAE, une impressionnante réalisation et un appui très fort pour nos technologies.



Poste de pilotage d'un simulateur de vol Airbus A350 de Série CAE 7000XR

# #La responsabilité sociale d'entreprise nous tient à cœur

**Fournir des solutions de formation qui améliorent le monde dans lequel nous vivons, voilà ce que les employés de CAE font, tous les jours, avec fierté et passion, aux quatre coins du globe.**

Notre dévouement envers la sécurité est essentiel à notre responsabilité sociale d'entreprise (RSE) et représente notre niveau d'engagement le plus élevé envers nos clients et la société.

Reconnue comme la plus importante entreprise mondiale dans le domaine de la formation au pilotage et de la simulation médicale, CAE forme principalement les pilotes et les membres d'équipage (civils et militaires), les premiers répondants et les professionnels de la santé. Nous les formons de façon sécuritaire dans un environnement simulé afin qu'ils soient prêts à affronter les pires situations et qu'ils réagissent toujours au meilleur de leurs connaissances.

## **Faire une différence**

Le personnel de CAE Australie a répondu rapidement à une demande de la Royal Australian Air Force visant à préparer des bases de données visuelles des aérodromes au Népal à la suite des tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé le pays en mai dernier. Dans les jours qui ont suivi, les bases de données ont été utilisées par les équipages C-130J Hercules de la RAAF pour effectuer des missions préalables au déploiement sur leur simulateur de vol C-130J construit par CAE.

La capacité de pouvoir s'entraîner et répéter les missions de vol en terrains inconnus a contribué à la sécurité des vols de secours de la RAAF dans les aéroports népalais pour fournir des provisions. Les mêmes bases de données ont été par la suite utilisées par la Royal Air Force pour former leurs propres équipages C-130J Hercules envoyés au Népal.

Dans le secteur des soins de santé, CAE contribue à la sécurité d'une autre façon. Le simulateur d'accouchement CAE Fidelis Lucina respire, parle, saigne, simule des contractions et accouche d'un bébé qui pleure lorsqu'il vient au monde, ce qui permet aux professionnels de la santé de s'exercer à effectuer des procédures qui sont importantes pour la sécurité et le bien-être des patients pendant et immédiatement après l'accouchement.

## **Rapport de responsabilité sociale d'entreprise (RSE)**

Nous développons et livrons nos solutions de formation en ne perdant jamais de vue le développement durable. Notre approche à l'égard de la responsabilité sociale d'entreprise repose sur cinq piliers – Gouvernance, Environnement et produits, Employés, Fournisseurs et collectivités, Santé et sécurité. Ils sont tous importants et nous nous efforçons d'atteindre des résultats de renommée mondiale dans chacun de ces piliers. Nous avons publié notre premier rapport RSE en 2014 et nous poursuivons cette année en donnant des précisions sur nos actions et objectifs pour faire de CAE une référence en matière de responsabilité sociale. Le rapport sera disponible en août 2015 sur notre site Web.

Pour plus de renseignements sur la responsabilité sociale d'entreprise à CAE, visitez le [cae.com/responsabilitesociale](http://cae.com/responsabilitesociale).



Simulateur  
d'accouchement  
CAE Fidelis Lucina



Les employés de CAE sont très heureux de participer au Cyclo-défi Enbridge contre le cancer, la plus importante collecte de fonds pour la recherche contre le cancer au Québec. *(photo à gauche)*

Dans le but de promouvoir l'intérêt pour les sciences et la technologie chez les jeunes, CAE commande la compétition de Robotique FIRST au Canada. *(photo en bas au milieu)*

Dans le cadre de son processus d'accréditation environnementale, CAE Burgess Hill (Royaume-Uni) contribue à des améliorations environnementales locales et ses employés participent bénévolement au nettoyage des routes du « Cercle vert » dans la ville. *(photo à gauche)*



Chaque année, CAE fournit des bourses universitaires en génie à un certain nombre d'établissements d'enseignement. Sur la photo, on aperçoit un groupe d'étudiants de l'École de technologie supérieure qui reçoit une bourse de la part de CAE.

# 8,5 millions \$

Montant versé par CAE à Centraide du Grand Montréal depuis 2000

# 6 millions

Quantité de gallons de kérosène économisés chaque année en entraînant les pilotes dans un simulateur plutôt que dans un vrai avion

# Table des matières

## Rapport de gestion

1.	POINTS SAILLANTS	1
2.	INTRODUCTION	3
3.	À PROPOS DE CAE	5
3.1	Qui nous sommes	5
3.2	Notre vision	5
3.3	Notre stratégie	5
3.4	Nos activités	5
3.5	Variations du change	11
3.6	Mesures hors PCGR et autres mesures financières	13
4.	RÉSULTATS CONSOLIDÉS	15
4.1	Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2015	15
4.2	Résultat opérationnel – exercice 2015	17
4.3	Résultat des activités abandonnées	18
4.4	Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total	19
5.	RÉSULTATS PAR SECTEUR	20
5.1	Solutions de formation pour l'aviation civile	21
5.2	Défense et sécurité	23
5.3	Santé	26
6.	MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	28
6.1	Mouvements de trésorerie consolidés	28
6.2	Sources de financement	29
6.3	Aide gouvernementale	30
6.4	Obligations contractuelles	30
7.	SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	31
7.1	Capital utilisé consolidé	31
7.2	Arrangements non comptabilisés	32
7.3	Instruments financiers	33
8.	RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	36
8.1	Risques liés à l'industrie	36
8.2	Risques propres à la Société	37
8.3	Risques liés au marché	40
9.	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	41
10.	MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	42
10.1	Modifications de méthodes comptables	42
10.2	Nouvelles normes et modifications adoptées	42
10.3	Nouvelles normes et modifications non encore adoptées	42
10.4	Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses	42
11.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	44
11.1	Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	44
11.2	Contrôle interne à l'égard de l'information financière	44
12.	RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	44
13.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	44
14.	PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	45
	<b>États financiers consolidés</b>	47
	<b>Conseil d'administration et direction</b>	105
	<b>Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs</b>	106
	<b>Déclarations prospectives</b>	107

# Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2015

## 1. POINTS SAILLANTS

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

##### **Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 631,6 millions \$ ce trimestre, en hausse de 72,5 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent et de 55,9 millions \$, soit 10 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

##### **Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 63,3 millions \$ (soit 0,24 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 52,1 millions \$ (soit 0,20 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 11,2 millions \$, soit 21 %, et comparativement à 59,9 millions \$ (soit 0,23 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 3,4 millions \$, soit 6 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,8 million \$ (soit néant par action) ce trimestre, comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,9 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et de 0,1 million \$ (soit néant par action) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

##### **Flux de trésorerie disponibles positifs<sup>1</sup> liés aux activités poursuivies de 142,2 millions \$ ce trimestre**

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 101,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 82,0 millions \$ au trimestre précédent et à 98,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance<sup>1</sup> et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 16,7 millions \$ ce trimestre, à 9,9 millions \$ au trimestre précédent et à 20,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 6,1 millions \$ ce trimestre, de 0,6 million \$ au trimestre précédent et de 8,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 12,0 millions \$ ce trimestre, 12,0 millions \$ au trimestre précédent et 9,9 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

#### EXERCICE 2015

##### **Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport à l'exercice 2014**

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 2 246,3 millions \$, en hausse de 168,4 millions \$, soit 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

##### **Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse**

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 201,2 millions \$ (soit 0,76 \$ par action), comparativement à 188,3 millions \$ (soit 0,72 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 12,9 millions \$, soit 7 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,6 million \$ (soit néant par action), comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 1,7 million \$ (soit 0,01 \$ par action) pour l'exercice précédent.

##### **Flux de trésorerie disponibles positifs liés aux activités poursuivies de 174,2 millions \$**

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 337,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 296,3 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 64,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 69,9 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes reçus des participations mises en équivalence ont totalisé 8,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, par rapport à 15,0 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 7,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 15,4 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 46,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, par rapport à 40,1 millions \$ pour l'exercice précédent.

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

### Capital utilisé<sup>2</sup> de 2 613,5 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 275,1 millions \$, soit 12 %, pour l'exercice écoulé;
- Le rendement du capital utilisé<sup>2</sup> (RCU) s'est établi à 10,4 % pour l'exercice écoulé, comparativement à 11,4 % pour l'exercice précédent;
- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>2</sup> a augmenté de 77,1 millions \$ à l'exercice 2015 pour s'établir à 201,7 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les actifs nets détenus en vue de la vente se sont établis à 47,0 millions \$ pour l'exercice écoulé;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 120,0 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 88,5 millions \$ et de 57,5 millions \$;
- La dette nette<sup>2</sup> a augmenté de 93,4 millions \$ pour l'exercice écoulé pour s'établir à 949,6 millions \$ à la fin de l'exercice.

### COMMANDES<sup>2</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>2</sup> pour le trimestre s'est établi à 1,05 (ratio de 1,08 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,01 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,05 (ratio de 1,17 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,88 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes totales se sont chiffrées à 2 361,2 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 17,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes total, qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 5 357,2 millions \$ au 31 mars 2015, en hausse de 352,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

### Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 1 512,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 41 simulateurs de vol (FFS).

### Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 754,6 millions \$.

### Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 94,3 millions \$.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET COENTREPRISES

- Au quatrième trimestre de l'exercice écoulé, nous avons signé un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier pour une valeur d'environ 19,8 millions \$. Cette transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation et, devrait se conclure au cours de l'année civile 2015;
- Nous avons conclu trois nouvelles ententes de coentreprise à parts égales durant l'exercice 2015, à savoir Flight Training Alliance avec Lufthansa Flight Training, une coentreprise avec Shanghai Eastern Flight Training Co., Ltd (SEFTC), filiale en propriété exclusive de China Eastern Airlines, impliquant la vente de 50 % de notre école de pilotage à Melbourne en Australie, et nous avons créé une coentreprise avec Japan Airlines (JAL), aux termes de laquelle nous avons mis à contribution les activités de notre centre de formation en Corée et JAL, les activités de son centre de formation au Japon.

### AUTRES

- Durant le premier trimestre de l'exercice écoulé, nous avons modifié nos secteurs opérationnels. En conséquence, la présentation des informations sur les secteurs opérationnels a été retraitée aux fins de conformité avec les nouveaux secteurs opérationnels, comme l'expliquent la section *Modifications de méthodes comptables* et la note annexe 30 à nos états financiers consolidés. Un complément d'information sur la décision de vendre notre entreprise du secteur minier se trouve sous *Résultat des activités abandonnées* et à la note annexe 3 à nos états financiers consolidés;
- Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons décidé de vendre notre entreprise du secteur minier (CAE Mines), qui était prise en compte dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux;
- En date du 31 mars 2015, notre secteur Simulation et formation – Civil a été renommé Solutions de formation pour l'aviation civile.

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2015* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2015;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2014;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 26 mai 2015 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2015, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours de l'exercice 2015. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

## MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

### 3. À PROPOS DE CAE

#### 3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial des solutions de formation destinées aux secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et à l'expertise de nos 8 000 employés, à nos technologies de simulation de calibre mondial et à près de 70 ans d'innovation en matière de services et de technologies. Notre présence internationale est la plus importante du secteur, grâce à 160 installations et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et au plus important parc de simulateurs de vol. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

#### 3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et d'améliorer la préparation.

#### 3.3 Notre stratégie

Nous sommes à l'écoute des impératifs que représentent la sécurité, l'efficacité et la préparation pour nos clients dans nos trois marchés : aviation civile, défense et sécurité, et soins de santé.

Nous nous efforçons de conserver notre position de chef de file en livrant sans cesse une expérience client exemplaire et de l'innovation de manière à appuyer et à améliorer notre position de partenaire de choix en formation reconnu mondialement auprès de nos clients. Notre capacité unique de fournir des solutions complètes, notre crédibilité établie en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, notre leadership technologique, notre service à la clientèle éprouvé, la force de notre marque et notre vaste présence mondiale sont autant de différenciateurs essentiels que nous continuerons d'améliorer grâce à des innovations sans relâche en matière de services et de produits.

Le maintien d'une solide assise financière et une approche disciplinée en ce qui a trait à la répartition du capital sont nos priorités. Le capital est notamment utilisé pour des investissements de croissance triés sur le volet qui soutiennent nos relations clients à long terme et notre vision en matière de formation.

#### 3.4 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les constructeurs d'aéronefs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM.

#### **MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE**

*Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.*

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous sommes bien établis en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, et nous dominons le marché dans les régions à forte croissance de la Chine, de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères. Nos solutions de formation exhaustives, notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie.

Nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 30 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 256 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et des solutions complètes intégrant les données de vol et les données de simulation de manière à mieux comprendre la performance des apprenants. CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 9 écoles de pilotage, un parc de plus de 170 appareils, ainsi que les ressources et l'expertise permettant de former jusqu'à 2 000 élèves-pilotes par année. CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement du personnel navigant et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des FFS ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils de formation comme des logiciels, des didacticiels et des aides à la formation faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous sommes le chef de file du marché en ce qui a trait à la conception et à la fabrication de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux et pour des centres de formation exploités par des tiers et par des constructeurs OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nous avons récemment conçu des simulateurs pour les Airbus A350 XWB et A320Neo, le Cirrus SF50, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42/72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000 et Global 7000/8000, les Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile attendue qui couvre habituellement toute la durée d'utilité des appareils sous-jacents, laquelle peut se prolonger pendant plusieurs décennies. Qualité, fidélité et fiabilité sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE. Tirant parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de services de soutien, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, la maintenance et le déménagement de simulateurs.

#### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière d'attestation des pilotes;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés;
- Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux appareils;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes.

#### **Réglementation en matière d'attestation des pilotes**

L'aviation civile est un secteur régi par des normes mondiales et nationales strictes, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Puisque les exigences de formation sont obligatoires et récurrentes, la demande pour nos solutions de formation est principalement tributaire de la flotte mondiale d'appareils commerciaux, qui a progressé à un taux moyen de 3,1 % par année au cours des 20 dernières années et qui devrait afficher une croissance de l'ordre de 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. Dans le monde, la taille de la flotte d'appareils commerciaux s'est accrue de 4,3 % entre mars 2014 et mars 2015, affichant une hausse respective de 7,1 %, de 6,8 %, de 6,5 % et de 2,6 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe, alors qu'elle est demeurée relativement stable en Amérique du Nord.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes et l'évolution des exigences réglementaires accroissent le recours à la formation fondée sur la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), avec la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle, et avec les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode alternative en matière de formation et d'attribution de licences que nous offrons en plus de l'ATPL. La MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, les deux tiers de la formation dans le cadre des programmes de MPL du secteur s'effectuent sur des dispositifs de simulation et le tiers restant, sur des appareils réels, comparativement à une formation sur des appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les licences initiales. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs en Asie et en Europe font appel aux programmes de MPL de CAE. À mesure que la méthode MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

La Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a adopté en 2013 des règlements finaux en matière d'attestation et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquels les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL ainsi qu'une qualification de type propre à un appareil donné. Les pilotes qui demandent une ATPL doivent dorénavant satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. La FAA nous a autorisés officiellement à mettre en place le programme de formation à la licence de pilote de ligne à notre centre de formation de Dallas, et nous étendrons la capacité de formation selon l'augmentation des besoins. La FAA a également annoncé de nouvelles exigences réglementaires en matière de périodes de repos des membres d'équipage, lesquelles feront en sorte que les transporteurs auront besoin de membres d'équipage supplémentaires pour maintenir leurs activités. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront lieu à une demande accrue de formation fondée sur la simulation.

### ***Croissance à long terme prévue du trafic aérien***

La croissance du trafic aérien se traduit par une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation du trafic passagers est essentiellement tributaire du produit intérieur brut (PIB). Selon IHS Economics, le PIB mondial devrait augmenter à un rythme de 3,2 % au cours des 20 prochaines années et les marchés émergents devraient afficher une croissance de 5,2 % par année, distançant les grands marchés comme l'Europe et l'Amérique du Nord, dont la croissance moyenne s'établira à 2,2 %. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen d'environ 5 %, et le secteur de l'aéronautique anticipe généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien demeurera d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Au cours de l'année civile 2014, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année civile 2013. Pour les trois premiers mois de l'année civile 2015, le trafic passagers a progressé de 6,1 % comparativement aux trois premiers mois de l'année civile 2014. Les marchés émergents continuent d'afficher la meilleure performance; le trafic passagers ayant progressé de 9,0 % en Asie, de 8,6 % au Moyen-Orient et de 6,2 % en Amérique latine, alors qu'il s'est accru de 5,0 % en Europe et de 3,0 % en Amérique du Nord.

Selon la FAA des États-Unis, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a progressé de 3,3 % au cours des 12 derniers mois. La poursuite de la reprise et la croissance à long terme de l'aviation d'affaires seront tributaires de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Les facteurs déterminants du secteur de l'aviation sur hélicoptère sont semblables à ceux du secteur de l'aviation d'affaires, et la demande des exploitants d'hélicoptères en mer est tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz. Une baisse prolongée des prix du pétrole pourrait se répercuter sur l'activité extracôtière.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

### ***Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés***

La demande de professionnels de l'aviation est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'appareils. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs s'est traduite par une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Le Professional Aviation Board of Certification (PABC) déclare que selon les prévisions du marché de l'industrie, quelque 20 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale pour soutenir une croissance annuelle moyenne de 5 % du trafic passagers au cours des 20 prochaines années. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

### ***Carnets de commandes et taux de livraison de nouveaux appareils***

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet de commandes record de plus de 14 000 appareils. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services. Ce carnet de commandes est composé en grande partie de plateformes d'appareils évoluées, ce qui propulse la demande de nouveaux types de solutions de formation et de dispositifs de formation fondée sur la simulation. Ces nouvelles plateformes et nouveaux programmes nous permettent de tirer parti de notre expertise technologique pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de Série CAE 7000XR, les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity<sup>MC</sup>, et les programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation.

Les constructeurs OEM de jets d'affaires ont annoncé leur intention de lancer de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, l'efficacité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Global 7000/8000, les Embraer Legacy 450 et 500, les Cessna Citation Latitude et Longitude, le Dassault Falcon 5X, les Gulfstream 500/600, le Cirrus SF50, le Pilatus PC-24 et le HondaJet de Honda.

Les livraisons de nouveaux appareils propulsent la demande pour des services et produits de formation; toutefois, les programmes pourraient subir des retards qui se répercuteraient sur les prises de commandes et les livraisons de FFS.

### ***Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes***

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes de plus en plus importantes entourant l'efficacité des capacités et pour gérer les questions de capacité des pilotes, l'évolution de la réglementation, le grand nombre de nouveaux programmes d'appareils et l'évolution rapide de l'environnement de formation. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, des cours, des programmes et des instructeurs, et ils sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

### **MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ**

*Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les secteurs aérien, terrestre et naval, ainsi que pour les organismes gouvernementaux et organisations de sécurité civile responsables de la sécurité publique.*

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions virtuelles de formation aéronautique intégrée destinées aux forces de défense. Notre expertise englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous offrons également des solutions de formation fondée sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major ainsi que des systèmes d'entraînement tactique à la guerre maritime. Nous fournissons des solutions de formation virtuelle aux organismes gouvernementaux et aux organisations de sécurité civile, notamment en matière de gestion des urgences et des catastrophes.

Nous sommes particulièrement bien placés en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, grâce à notre capacité d'offrir à nos clients une gamme complète de solutions innovatrices allant de la formation des pilotes aux répétitions de missions immersives et menées en coopération. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels de formation de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions de formation dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins de formation, des services de conception de systèmes de formation, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, du matériel de formation synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes de formation et de didacticiels, des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 forces de défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive. Nous offrons également un grand nombre de services professionnels fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Réseau existant de plateformes de défense durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions.

### ***Réseau existant de plateformes de défense durables et nouveaux clients***

Les budgets de défense subissent des pressions, surtout dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe, ce qui pousse les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130J Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde et à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien.

Bien que les budgets des marchés occidentaux parvenus à maturité subissent des pressions, d'autres régions dans le monde profitent de l'occasion d'acquérir des technologies occidentales qui leur permettent de moderniser et d'équiper leurs forces de défense. De plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense et de la sécurité sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient. Bon nombre des possibilités provenant de ces régions sont liées à des plateformes durables que CAE connaît très bien, comme l'avion de transport C-130J Hercules, l'avion de patrouille maritime P-8A et un éventail de plateformes d'hélicoptères.

***Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la formation synthétique pour atténuer les pressions budgétaires***

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces de défense un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135, cette formation coûtant environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, comparativement à 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces de défense n'ont pas l'obligation réglementaire d'utiliser la formation synthétique. La nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique va bon train. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. Pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de champs de tir réels et d'en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraîne des possibilités pour les centres de formation, les services et les produits fondés sur la simulation.

Aux États-Unis, l'incertitude qui perdure quant au budget du gouvernement pour l'exercice et à la menace de séquestration budgétaire signifie que le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à anticiper, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de nos résultats; en revanche, notre bassin d'offres et de propositions actives est bien rempli, et nous sommes d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt le moment auquel l'approvisionnement aura lieu. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. L'adoption accrue de la formation fondée sur la simulation contrebalance toutefois la diminution de la taille des forces et du nombre de nouvelles plateformes.

***Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance***

Les forces de défense et les gouvernements gèrent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et préparer aux missions à moindres coûts et, dans certains cas, pour un investissement en capital moins élevé. Par exemple, en 2014, nous avons livré les deux premières unités d'une série de six dispositifs d'entraînement au vol pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps, dans le cadre d'un contrat à long terme en vertu duquel CAE offre des services d'entraînement des équipages du T-44C aux termes d'un programme de services de formation appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci, l'un des premiers programmes en son genre aux États-Unis. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services de formation deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

***Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition***

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a récemment annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son système d'instruction actuel axé sur les aéronefs au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra la création de l'aire de combat virtuelle. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

### **Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation**

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de systèmes de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel avion de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes aériens sans pilote, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI.

### **Recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse et la prise de décisions**

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien à la planification des missions.

### **MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ**

*Nous concevons, fabriquons et commercialisons des simulateurs, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins de santé et en soins paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.*

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'interventions (chirurgicales), des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Notre plus récente innovation, un simulateur d'accouchement permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous offrons notamment des services et un soutien continus, tels que des solutions de gestion de centres de simulation pour la formation en soins santé, où nous sommes chef de file sur le marché. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 trousse de didacticiels d'apprentissage simulé en milieu clinique à l'intention de nos clients. Notre équipe OEM livre des solutions de formation adaptées aux fabricants d'appareils médicaux et a tout récemment mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à positionner la pompe cardiaque Impella d'AbioMed, sous fluoroscopie et échographie.

### **Facteurs déterminants du marché**

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

### **Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé**

Une étude récente du marché mondial des soins de santé fondés sur la simulation, portant sur les produits et les services, établit à environ 860 millions \$ la valeur du marché en 2014 et indique que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,1 % de 2014 à 2019. L'Amérique du Nord est le plus important marché des soins de santé fondés sur la simulation, suivie de l'Europe et de l'Asie-Pacifique. Le marché des soins de santé fondés sur la simulation comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'interventions, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, une demande importante des services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,8 % la croissance annuelle des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaires et à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

### Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une étude récemment publiée dans le *Journal of Patient Safety*, jusqu'à 440 000 personnes meurent chaque année aux États-Unis en raison d'événements indésirables évitables survenus pendant leur traitement, ce qui en fait la troisième plus importante cause de décès. Dans le cadre d'une étude, l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research évalue à plus de 1 milliard \$ le coût mesurable des erreurs médicales pour les hôpitaux américains en 2009. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification en anesthésie (MOCA), d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

### Accès limité à de vrais patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans le cadre des programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. Par exemple, notre simulateur maternel/fœtal Fidelis Lucina est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes associées à des urgences rares. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

### Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En notre qualité de partenaire de choix des principaux constructeurs OEM, nous continuons de collaborer à la livraison de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies, comme pour la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

## 3.5 Variations du change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2015	2014	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,27	1,11	14 %
Euro (€)	1,36	1,52	(11) %
Livre sterling (£)	1,88	1,84	2 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2015	2014	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,14	1,05	9 %
Euro (€)	1,44	1,41	2 %
Livre sterling (£)	1,83	1,68	9 %

Pour l'exercice 2015, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 77,4 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 4,4 millions \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2014. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de l'exercice aux taux de change mensuels moyens de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour l'exercice écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– **Nos activités de production au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

A cette effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts comptabilisés en livres sterling et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

**Analyse de sensibilité**

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations du change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés à nos activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges de nos activités canadiennes par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet attendu de cette variation (après impôt) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque ( <i>montants en millions</i> )	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$ US)	11,5 \$	3,1 \$	(2,5) \$	0,6 \$
Euro (€)	3,4	0,4	(0,2)	0,2
Livre sterling (£)	1,5	0,1	(0,1)	0,0

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait l'effet contraire.

### 3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

#### Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

#### Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période et certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et celles-ci ne sont donc pas reflétées dans le carnet de commandes.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

#### Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

#### Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

### **Flux de trésorerie disponibles**

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

### **Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente).

### **Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

### **Marge brute**

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel des activités poursuivies dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence.

### **Nombre équivalent de simulateurs**

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être démantelé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

### **Rendement du capital utilisé**

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

### **Résultat opérationnel sectoriel**

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel, compte tenu de la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, de l'impôt sur le résultat et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

### **Taux d'utilisation**

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de formation fondée sur la simulation. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

## 4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 4.1 Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2015

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Produits des activités ordinaires	<b>631,6</b>	559,1	529,4	526,2	575,7 \$
Coût des ventes	<b>449,6</b>	410,1	393,2	389,7	415,7 \$
Marge brute <sup>3</sup>	<b>182,0</b>	149,0	136,2	136,5	160,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>28,8</b>	26,6	25,7	25,9	27,8 %
Frais de recherche et de développement <sup>3</sup>	<b>19,5</b>	13,6	16,6	14,4	19,5 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	<b>69,4</b>	70,8	60,5	63,9	70,0 \$
Autres profits – montant net	<b>(5,6)</b>	(10,7)	(0,2)	(3,8)	(8,1) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	<b>(6,7)</b>	(7,6)	(13,5)	(9,7)	(8,1) \$
Résultat opérationnel des activités poursuivies <sup>3</sup>	<b>105,4</b>	82,9	72,8	71,7	86,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>16,7</b>	14,8	13,8	13,6	15,1 %
Produits financiers	<b>(2,3)</b>	(3,3)	(2,1)	(2,1)	(2,3) \$
Charges financières	<b>20,6</b>	21,1	20,4	18,6	18,7 \$
Charges financières – montant net	<b>18,3</b>	17,8	18,3	16,5	16,4 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	<b>87,1</b>	65,1	54,5	55,2	70,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	<b>20,2</b>	13,1	12,9	11,6	10,5 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	<b>23</b>	20	24	21	15 %
Résultat des activités poursuivies	<b>66,9</b>	52,0	41,6	43,6	59,8 \$
Résultat des activités abandonnées	<b>0,8</b>	0,9	0,9	(2,0)	0,1 \$
Résultat net	<b>67,7</b>	52,9	42,5	41,6	59,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	<b>63,3</b>	52,1	42,0	43,8	59,9 \$
Activités abandonnées	<b>0,8</b>	0,9	0,9	(2,0)	0,1 \$
	<b>64,1</b>	53,0	42,9	41,8	60,0
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>3,6</b>	(0,1)	(0,4)	(0,2)	(0,1) \$
	<b>67,7</b>	52,9	42,5	41,6	59,9 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	<b>0,24</b>	0,20	0,16	0,17	0,23 \$
De base et dilué – activités abandonnées	-	-	-	(0,01)	- \$
	<b>0,24</b>	0,20	0,16	0,16	0,23 \$

#### Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et de 10 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 72,5 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 45,5 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de l'Amérique du Nord et de l'Europe découlant des taux accrus d'utilisation des simulateurs et de l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication traduisant la progression des nouvelles commandes. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 19,0 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de l'augmentation des produits des activités ordinaires découlant de l'achèvement de certains programmes nord-américains et d'une augmentation du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens, ces facteurs ayant été annulés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 8,0 millions \$, soit 38 %, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation découlant de l'augmentation du nombre de systèmes livrés ce trimestre ainsi que de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. L'augmentation est également attribuable à l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 55,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 44,1 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication, de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de la demande de formation accrue en Amérique du Nord et en Europe. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, neutralisée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 7,4 millions \$, soit 34 %, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulations. L'augmentation s'explique également par l'incidence favorable des variations du change traduisant l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 4,4 millions \$, soit 2 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Résultat opérationnel des activités poursuivies en hausse de 22,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 18,7 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

Le résultat opérationnel des activités poursuivies s'est établi à 105,4 millions \$ ce trimestre, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 82,9 millions \$, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 86,7 millions \$, soit 15,1 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel a augmenté de 27 % par rapport au trimestre précédent. Le résultat opérationnel sectoriel<sup>4</sup> a augmenté de 10,9 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, de 8,0 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 3,6 millions \$ pour le secteur Santé.

Le résultat opérationnel a augmenté de 22 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014. Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 11,5 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, de 3,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 3,4 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Montant net des charges financières en hausse de 0,5 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,9 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution du produit d'intérêts, neutralisée en partie par la baisse des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par l'augmentation des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances et aux obligations de R-D.

#### **Taux d'imposition de 23 % ce trimestre**

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 20,2 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 23 %, comparativement à 20 % au trimestre précédent et à 15 % au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé, par des ajustements et cotisations d'impôt, et par le règlement de contrôles fiscaux.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par des variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé, par des ajustements et cotisations d'impôt, par le règlement de contrôles fiscaux et par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

## 4.2 Résultat opérationnel – exercice 2015

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>Exercice 2015</b>	Exercice 2014
Produits des activités ordinaires	<b>2 246,3</b>	2 077,9 \$
Coût des ventes	<b>1 642,6</b>	1 512,8 \$
Marge brute	<b>603,7</b>	565,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>26,9</b>	27,2 %
Frais de recherche et de développement	<b>64,1</b>	67,7 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	<b>264,6</b>	259,3 \$
Autres profits – montant net	<b>(20,3)</b>	(21,2) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	<b>(37,5)</b>	(30,0) \$
Résultat opérationnel des activités poursuivies	<b>332,8</b>	289,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	<b>14,8</b>	13,9 %
Produits financiers	<b>(9,8)</b>	(9,6) \$
Charges financières	<b>80,7</b>	80,5 \$
Charges financières – montant net	<b>70,9</b>	70,9 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	<b>261,9</b>	218,4 \$
Charge d'impôt sur le résultat	<b>57,8</b>	29,0 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	<b>22</b>	13 %
Résultat des activités poursuivies	<b>204,1</b>	189,4 \$
Résultat des activités abandonnées	<b>0,6</b>	1,7 \$
Résultat net	<b>204,7</b>	191,1 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
Activités poursuivies	<b>201,2</b>	188,3 \$
Activités abandonnées	<b>0,6</b>	1,7 \$
	<b>201,8</b>	190,0
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>2,9</b>	1,1 \$
	<b>204,7</b>	191,1 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué – activités poursuivies	<b>0,76</b>	0,72 \$
De base et dilué – activités abandonnées	<b>-</b>	0,01 \$

**Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 8 %, soit 168,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont progressé par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 117,9 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar canadien, de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 35,4 millions \$, soit 4 %, essentiellement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains découlant du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 15,1 millions \$, soit 19 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce à notre simulateur maternel/foetal, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation en raison de la progression du nombre de systèmes livrés et du lancement de nouveaux produits ainsi que par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

**Marge brute en hausse de 38,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La marge brute s'est établie à 603,7 millions \$ pour l'exercice, soit 26,9 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 565,1 millions \$, soit 27,2 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute est demeurée stable par rapport à l'exercice précédent.

**Résultat opérationnel des activités poursuivies en hausse de 43,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel des activités poursuivies s'est élevé à 332,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 289,3 millions \$, soit 13,9 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 43,5 millions \$, soit 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 30,7 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 7,8 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 5,0 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

**Montant net des charges financières de 70,9 millions \$, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent**

<i>(montants en millions)</i>	<b>Exercice 2014 à exercice 2015</b>
Charges financières de la période précédente, montant net	<b>70,9 \$</b>
Variation des charges financières depuis la période précédente :	
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les contrats de location-financement)	<b>2,6 \$</b>
Augmentation des charges financières liées aux contrats de location-financement	<b>0,2</b>
Diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	<b>(0,2)</b>
Diminution des autres charges financières	<b>(1,7)</b>
Diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	<b>(0,7)</b>
<b>Augmentation des charges financières depuis la période précédente</b>	<b>0,2 \$</b>
Variation des produits financiers depuis la période précédente :	
Augmentation du produit d'intérêts sur les prêts et créances	<b>(0,4) \$</b>
Diminution des autres produits financiers	<b>0,2</b>
<b>Augmentation des produits financiers depuis la période précédente</b>	<b>(0,2) \$</b>
<b>Charges financières de la période courante, montant net</b>	<b>70,9 \$</b>

**Taux d'imposition de 22 % pour l'exercice écoulé**

Pour l'exercice, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 57,8 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 22 %, comparativement à 13 % pour l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport à l'exercice 2014 est principalement attribuable à des variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé de même qu'à une décision favorable rendue par la Cour d'appel fédérale l'an dernier à l'égard du traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

**4.3 Résultat des activités abandonnées**

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons décidé de vendre notre entreprise du secteur minier (CAE Mines), qui était prise en compte dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois autres secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. CAE Mines livre des produits et des services dans l'ensemble de la chaîne de valeur minière. Conformément aux exigences d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les produits des activités ordinaires et les charges liés à CAE Mines ont été classés et présentés séparément en tant qu'activités abandonnées dans nos états financiers consolidés, et les résultats des deux exercices antérieurs ont été retraités en conséquence.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines se sont établis à 34,6 millions \$, en baisse de 2,4 millions \$, soit 6 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des services de consultation, neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'exploitation minière et des licences de logiciels.

Le résultat des activités abandonnées a été un bénéfice de 0,6 million \$ pour l'exercice écoulé, en baisse de 1,1 million \$ par rapport à l'exercice précédent. Le fléchissement s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires et par l'évaluation à la juste valeur de certains actifs détenus en vue de la vente, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution de la dotation aux amortissements et par la baisse des frais d'administration.

#### 4.4 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 5 357,2 millions \$ à la fin de l'exercice 2015, en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent. De nouvelles commandes de 2 361,2 millions \$ ont été ajoutées pour l'exercice écoulé, neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 2 246,3 millions \$ tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 33,6 millions \$ s'explique essentiellement par les variations du change, neutralisées en partie par la résiliation d'un contrat en Amérique du Nord et par la réévaluation de certains contrats du secteur Défense et sécurité. Notre carnet de commandes des coentreprises<sup>5</sup> s'est établi à 607,8 millions \$ et nos commandes non financées<sup>5</sup>, à 395,3 millions \$.

##### Carnet de commandes total en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(montants en millions)</i>	<b>Exercice 2015</b>	Exercice 2014
Commandes engagées en début de période	<b>4 205,6 \$</b>	3 717,8 \$
+ commandes	<b>2 361,2</b>	2 343,3
- produits des activités ordinaires	<b>(2 246,3)</b>	(2 077,9)
+/- ajustements	<b>33,6</b>	222,4
Commandes engagées en fin de période	<b>4 354,1 \$</b>	4 205,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	<b>607,8</b>	392,5
Commandes non financées	<b>395,3</b>	406,7
Carnet de commandes total	<b>5 357,2 \$</b>	5 004,8 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence favorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,05. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,05.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

## 5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Durant le premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons modifié nos secteurs opérationnels. Cette décision découle des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre nos secteurs opérationnels et notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

### PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

#### Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>Exercice 2015</b>	Exercice 2014	<b>T4-2015</b>	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	<b>210,5</b>	179,8	<b>61,8</b>	53,8	45,4	49,5	58,0 \$
	<b>16,3</b>	15,3	<b>16,8</b>	16,7	15,3	16,0	17,9 %
Défense et sécurité	<b>115,6</b>	107,8	<b>39,5</b>	28,6	25,6	21,9	28,0 \$
	<b>13,5</b>	13,1	<b>16,8</b>	13,3	12,2	11,1	12,2 %
Santé	<b>6,7</b>	1,7	<b>4,1</b>	0,5	1,8	0,3	0,7 \$
	<b>7,1</b>	2,1	<b>14,0</b>	2,3	7,4	1,5	3,2 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	<b>332,8</b>	289,3	<b>105,4</b>	82,9	72,8	71,7	86,7 \$

#### Capital utilisé<sup>6</sup>

<i>(montants en millions)</i>	<b>31 mars 2015</b>	31 décembre 2014	30 septembre 2014	30 juin 2014	31 mars 2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	<b>1 984,2</b>	1 887,7	1 879,4	1 795,8	1 776,3 \$
Défense et sécurité	<b>675,5</b>	661,8	619,6	590,4	567,3 \$
Santé*	<b>206,5</b>	191,4	188,7	181,1	181,6 \$
	<b>2 866,2</b>	2 740,9	2 687,7	2 567,3	2 525,2 \$

\* Les chiffres des périodes comparatives ne tiennent pas compte des actifs nets des activités abandonnées du secteur minier.

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

## 5.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2015

#### Expansions

- Nous avons signé une entente de coentreprise avec Japan Airlines (JAL) en vue de fournir des services de formation du personnel de cabine en Asie du Nord-Est, où les activités de formation de JAL ont lieu depuis avril 2015;
- Lufthansa Flight Training et nous avons annoncé la création d'une coentreprise, exploitée sous le nom de Flight Training Alliance, afin de fournir des services de formation aux pilotes et au personnel de cabine de l'avion CSeries de Bombardier. Bombardier a nommé Flight Training Alliance fournisseur exclusif et approuvé de formation pour l'avion CSeries dans le monde entier;
- Nous avons conclu une entente de coentreprise avec Shanghai Eastern Flight Training Co., Ltd, filiale de China Eastern Airlines, dans le cadre de laquelle nous formerons plus de 650 élèves-pilotes au cours des cinq prochaines années;
- Nous avons annoncé la prochaine étape de l'expansion de notre réseau de formation au Moyen-Orient, où nous déploierons plusieurs FFS, notamment pour le Dassault Falcon 5X, le Boeing 747-8, le Boeing 787 et les plateformes de Bombardier, de Gulfstream, de Bell et de Sikorsky. Dans le cadre de cette expansion, notre coentreprise Emirates-CAE Flight Training doublera la capacité de formation des pilotes fondée sur la simulation de sa deuxième installation de formation à Dubaï;
- Nous avons ouvert un nouveau centre de formation pour l'aviation d'affaires situé près de Dallas Fort Worth (États-Unis) et ajouté de nouveaux programmes de formation de pilotes à notre installation existante de Dallas. Il s'agit du plus grand campus de formation au monde avec ses 40 simulateurs, 114 salles de classe et 80 salles de briefing;
- Nous avons annoncé l'ajout du jet d'affaires Bombardier Challenger 350 à notre réseau de fournisseurs de services de formation autorisé (ATP), qui offre des services de formation au vol et de formation technique par l'intermédiaire de nos instructeurs, de notre infrastructure et de nos simulateurs, et nous offrons maintenant les programmes de formation au pilotage et à la maintenance pour les avions Bombardier Global Express et Global Express XRS dans notre centre de formation de New York, situé à Morristown (États-Unis);
- Nous avons annoncé l'élargissement de notre réseau grâce à l'ajout d'un centre de formation à Bogota, en Colombie, où nous installerons un simulateur de vol A320 de Série CAE 7000 au cours de l'année civile 2015.

#### Nouveaux programmes et produits

- Líder Aviação et nous avons lancé un nouveau programme de formation de pilotes d'hélicoptères à São Paulo, au Brésil, à l'intention des exploitants de l'hélicoptère Sikorsky S-92. Le programme de formation sur S-92 est un prolongement de la coentreprise entre CAE et Líder, et soutiendra la formation au vol pour tous les pilotes de S-92 de Líder;
- Bombardier Aéronautique a annoncé qu'elle a retenu nos services comme fournisseur de services de formation autorisé au pilotage sur les avions régionaux de la gamme CRJ de Bombardier qui comprend les avions CRJ100/CRJ200, CRJ700 NextGen, CRJ900 NextGen et CRJ1000 NextGen. Aux termes de l'accord, les instructeurs de CAE donneront des cours de formation au pilotage des avions de la série CRJ partout dans le monde;
- Notre coentreprise ECFT a annoncé, avec flydubai, qu'elle fournira un programme de formation représentant une occasion pour les pilotes professionnels ayant peu d'heures de vol d'accumuler le nombre d'heures de vol requis et d'obtenir une qualification de type;
- Nous avons inauguré le premier simulateur de vol de série CAE 7000XR au monde à la Middle East Aviation Academy à Beyrouth (Liban).

#### COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 398,0 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 10 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Un FFS Bombardier Q400 à WestJet Encore;
- Un simulateur d'avion à turbopropulseurs L410 d'Aircraft Industries au centre de formation aéronautique tchèque;
- Un FFS Airbus A350 à China Airlines;
- Deux FFS Boeing 737-800 à Southwest Airlines;
- Cinq FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Pour l'exercice écoulé, le secteur Civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 41 FFS.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un nouveau contrat sur 10 ans avec Mesa Airlines, Inc. pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec le transporteur à rabais VivaColombia pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme et un nouveau contrat avec BA CityFlyer pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Jet Time A/S pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec Blue1 Ltd pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat avec Aeroméxico Connect pour des services de formation des pilotes.

**Résultats financiers**

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Produits des activités ordinaires	1 294,6	1 176,7	367,6	322,1	296,0	308,9	323,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	210,5	179,8	61,8	53,8	45,4	49,5	58,0 \$
Marges opérationnelles	16,3	15,3	16,8	16,7	15,3	16,0	17,9 %
Dotation aux amortissements	120,1	110,5	30,8	31,0	29,5	28,8	29,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	111,3	128,3	29,4	25,1	28,5	28,3	57,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	40,6	40,4	8,8	11,5	9,3	11,0	12,0 \$
Capital utilisé	1 984,2	1 776,3	1 984,2	1 887,7	1 879,4	1 795,8	1 776,3 \$
Carnet de commandes total	2 903,3	2 424,8	2 903,3	2 586,1	2 415,9	2 414,7	2 424,8 \$
Unités NES <sup>7</sup>	197	191	201	200	196	192	194
FFS déployés	256	239	256	246	245	241	239
Taux d'utilisation <sup>7</sup>	68	68	70	68	62	72	71 %

**Produits des activités ordinaires en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et de 14 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires en provenance de l'Amérique du Nord et de l'Europe découlant des taux d'utilisation de simulateurs plus élevés et de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication traduisant la progression des nouvelles commandes. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication, l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau de même que la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de la demande de formation en Amérique du Nord et en Europe. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, neutralisée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

**Produits des activités ordinaires de 1 294,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 10 %, soit 117,9 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

La hausse traduit essentiellement l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar canadien, l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 61,8 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 53,8 millions \$ (16,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 58,0 millions \$ (17,9 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 8,0 millions \$, soit 15 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux taux d'utilisation accrus des simulateurs en Amérique du Nord et en Europe, à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et aux profits sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements. La hausse a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes, par des produits des activités ordinaires plus élevés au trimestre précédent du fait de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client comptabilisée durant cette période et par l'incidence défavorable des variations du change du fait de la réévaluation de certains éléments du fonds de roulement, ce qui est principalement attribuable à la variation du real brésilien.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 3,8 millions \$, soit 7 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014. L'augmentation découle en grande partie de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de la demande accrue de services de formation en Amérique du Nord et en Europe ainsi que des profits comptabilisés sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements. L'augmentation a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes, par la réalisation, à l'exercice précédent, de profits sur la cession d'actifs et par l'incidence défavorable des variations du change du fait de la réévaluation de certains éléments du fonds de roulement.

<sup>7</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

**Résultat opérationnel sectoriel de 210,5 millions \$, en hausse de 17 %, soit 30,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 210,5 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 179,8 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation s'explique essentiellement par l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau et par un résultat plus élevé pour l'une de nos coentreprises en raison de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé. La hausse découle également des profits sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements, de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger. L'augmentation a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes, par la réalisation de profits, au cours de l'exercice précédent, sur la cession d'actifs et sur la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une reprise de provision liée à une acquisition, ainsi que par l'incidence défavorable des variations du change du fait de la réévaluation de certains éléments du fonds de roulement.

**Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 29,4 millions \$ ce trimestre et de 111,3 millions \$ pour l'exercice écoulé**

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 9,5 millions \$ ce trimestre et à 37,9 millions \$ pour l'exercice écoulé. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 19,9 millions \$ ce trimestre et à 73,4 millions \$ pour l'exercice écoulé.

**Capital utilisé en hausse de 96,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 207,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La hausse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent traduit en grande partie l'augmentation des immobilisations corporelles et de l'investissement dans les participations mises en équivalence, essentiellement du fait des variations du change. Notre investissement dans les participations mises en équivalence a également augmenté par suite de l'ajout d'une nouvelle coentreprise au cours du trimestre. La hausse a été annulée en partie par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie en raison de la progression des dettes fournisseurs et charges à payer et du fléchissement des stocks, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la diminution des passifs au titre des contrats en cours.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des immobilisations corporelles en raison des dépenses d'investissement en immobilisations et des variations du change, neutralisée en partie par la dotation aux amortissements. La hausse découle également de l'augmentation de l'investissement dans les participations mises en équivalence traduisant les variations du change, la rentabilité accrue et l'ajout de nouvelles coentreprises. Le capital utilisé a également augmenté par rapport à l'exercice précédent du fait de l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie découlant essentiellement de la baisse des passifs au titre des contrats en cours et de la hausse des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

**Carnet de commandes total de 2 903,3 millions \$ à la fin de l'exercice**

<i>(montants en millions)</i>	<b>Exercice 2015</b>	<b>Exercice 2014</b>
Commandes engagées en début de période	<b>2 161,7 \$</b>	1 722,6 \$
+ commandes	<b>1 512,3</b>	1 507,3
- produits des activités ordinaires	<b>(1 294,6)</b>	(1 176,7)
+/- ajustements (surtout les variations du change)	<b>18,3</b>	108,5
Commandes engagées en fin de période	<b>2 397,7 \$</b>	2 161,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	<b>505,6</b>	263,1
Carnet de commandes total	<b>2 903,3 \$</b>	2 424,8 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,08. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,17.

**5.2 Défense et sécurité****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2015****Expansions**

- Nous avons livré deux nouveaux dispositifs d'entraînement au vol T-44C pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps dans le cadre d'un programme de services d'entraînement appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci à la base aéronavale de Corpus Christi;
- Nous offrons maintenant des services complets de soutien à la formation à la base de Townsville de la Royal Australian Air Force (RAAF) à la suite de la mise en service d'un deuxième simulateur de missions MRH90 par les Forces de défense australiennes;
- Nous avons annoncé la signature d'un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier, qui comprend le programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada, en vue d'augmenter nos compétences à titre d'intégrateur de systèmes de formation et d'élargir notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires;
- Nous fournissons maintenant des services de soutien à la formation à la base HMAS Albatross en Australie, à la suite du début de la formation sur l'hélicoptère MH-60R par la Royal Australian Navy.

### Nouveaux programmes et produits

- Nous développerons et fournirons un système d'entraînement à la guerre maritime à la marine suédoise. Il s'agit d'un système complet fondé sur la simulation comprenant le logiciel de simulation, le matériel, les consoles de jeux de guerre et les postes d'instructeurs;
- Nous fournirons un système visuel complet à Korea Aerospace Industries pour le simulateur de mission T-50. Il s'agit de la première participation de CAE à la plateforme d'entraînement léger d'attaque au sol T-50 de KAI;
- Nous avons officiellement entrepris la formation au MPTC de CAE Brunei, qui offre maintenant des programmes de formation sur l'hélicoptère S-92 et l'avion d'entraînement PC-7;
- Nous avons annoncé que nous concevrons et fournirons un système d'entraînement aux évacuations aéromédicales pour l'USAF, lequel combinera un dispositif d'entraînement haute fidélité du fuselage du C-130 et des simulateurs de patients humains de CAE Santé;
- Nous avons lancé le système visuel CAE Medallion-6000 de prochaine génération, conçu pour offrir un environnement synthétique réaliste de haute performance adapté aux besoins du marché de la défense et de la sécurité;
- NAVMAR Applied Sciences Corporation, important fournisseur de systèmes aériens télépilotes (UAS), nous a choisis à titre de fournisseur privilégié de services de simulation et de formation pour l'UAS NAVMAR TigerShark XP.

### COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 237,8 millions \$, notamment :

- Un contrat de Lockheed Martin pour la conception et la construction d'un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes du C-130J pour l'Air Mobility Command de l'USAF;
- Un contrat de la Defence Material Organisation australienne pour la mise à niveau du simulateur de missions C-130J de la RAAF de même que pour la fourniture de nouveaux entraîneurs de bureau et outils d'instruction CAE Simfinity;
- Un contrat du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la mise à niveau et l'amélioration des services d'entraînement de la Royal Air Force au Centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien de CAE;
- Un contrat d'Alenia Aermacchi pour la fourniture d'un simulateur de missions M-346 et d'un système d'entraînement à la tâche partielle M-346 pour appuyer la force aérienne italienne;
- Un contrat du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la prestation des services de soutien logistique et de maintenance sur les dispositifs d'entraînement au tir direct et indirect des véhicules de combat d'infanterie Warrior de l'armée britannique;
- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour la prestation de services de maintenance et de soutien sur le simulateur d'entraînement aux missions Lynx en Allemagne;
- Un contrat du gouvernement du Canada pour une importante mise à niveau du système visuel du simulateur d'hélicoptère à système de mouvement complet CH-146 Griffon de l'ARC situé à la base des Forces canadiennes au Nouveau-Brunswick;
- Un contrat d'AgustaWestland pour la conception et la construction de matériel de formation synthétique AW101 Merlin pour appuyer le Merlin Life Sustainment Program de la Royal Navy;
- Un contrat de Boeing pour la fourniture de deux entraîneurs au vol opérationnel P-8A Poseidon pour la RAAF;
- Un contrat d'AgustaWestland pour la conception et la construction d'un simulateur de vol AW139 pour le Toll Group (Australie).

### Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Produits des activités ordinaires	857,4	822,0	234,7	215,7	209,1	197,9	230,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	115,6	107,8	39,5	28,6	25,6	21,9	28,0 \$
Marges opérationnelles	13,5	13,1	16,8	13,3	12,2	11,1	12,2 %
Dotation aux amortissements	55,7	42,4	15,2	14,2	14,1	12,2	12,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	30,2	26,0	10,8	2,4	6,5	10,5	8,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	19,1	16,3	5,5	3,0	5,8	4,8	6,0 \$
Capital utilisé	675,5	567,3	675,5	661,8	619,6	590,4	567,3 \$
Carnet de commandes total	2 453,9	2 580,0	2 453,9	2 381,9	2 397,0	2 516,8	2 580,0 \$

### Produits des activités ordinaires en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et par l'augmentation des produits des activités ordinaires découlant de l'achèvement de certains programmes nord-américains de même que par une hausse du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens, ces facteurs ayant été annulés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 traduit d'abord et avant tout l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens ainsi que l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

**Produits des activités ordinaires de 857,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 4 %, soit 35,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

L'augmentation traduit essentiellement l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains en raison du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 38 % par rapport au trimestre précédent et de 41 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 39,5 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 28,6 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 28,0 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par une augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant le trimestre, par l'incidence favorable des variations du change et par l'augmentation du volume à l'égard des programmes australiens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 découle essentiellement d'une augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant le trimestre, de l'augmentation de la marge à l'égard des programmes asiatiques et australiens et de l'incidence favorable des variations du change, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution du volume à l'égard des programmes nord-américains.

**Résultat opérationnel sectoriel de 115,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 7 %, soit 7,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 115,6 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 107,8 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La hausse s'explique essentiellement par une augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés durant l'exercice, par l'incidence favorable des variations du change, par la diminution des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et par l'augmentation des volumes à l'égard de nos programmes australiens et européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des volumes à l'égard des programmes nord-américains.

**Capital utilisé en hausse de 13,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 108,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles découlant essentiellement des variations du change. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie, laquelle traduit essentiellement la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que la baisse des créances clients, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours.

La hausse par rapport à l'exercice précédent traduit d'abord et avant tout l'augmentation des immobilisations corporelles découlant essentiellement des dépenses d'investissement en immobilisations et de l'ajout d'un immeuble visé par un nouveau contrat de location-financement conclu durant l'exercice écoulé. Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles ont également augmenté en raison des variations du change. La hausse traduit aussi le repli des autres passifs non courants.

**Carnet de commandes total en baisse de 5 % par rapport à l'exercice précédent**

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Commandes engagées en début de période	2 043,9 \$	1 995,2 \$
+ commandes	754,6	756,8
- produits des activités ordinaires	(857,4)	(822,0)
+/- ajustements	15,3	113,9
Commandes engagées en fin de période	1 956,4 \$	2 043,9 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	102,2	129,4
Commandes non financées	395,3	406,7
Carnet de commandes total	2 453,9 \$	2 580,0 \$

Pour l'exercice 2015, les ajustements sont essentiellement liés aux variations du change, neutralisées en partie par la résiliation d'un contrat nord-américain et la réévaluation de certains contrats durant l'exercice. Pour l'exercice 2014, les ajustements découlaient d'abord et avant tout des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,01. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,88.

Pour l'exercice 2015, des commandes non financées d'un montant de 143,2 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées et des commandes de 116,0 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées.

### 5.3 Santé

#### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2015

##### Expansions

- Nous avons signé des ententes avec dix nouveaux distributeurs de produits représentant 17 pays en Europe, en Afrique du Nord et dans la région Asie-Pacifique;
- Nous avons étendu notre entente avec Tellyes Scientific, qui devient le distributeur exclusif de tous les produits de CAE Santé en Chine;
- Nous avons prolongé de cinq ans notre partenariat avec le Centre d'apprentissage des attitudes et habiletés cliniques de l'Université de Montréal; nous continuerons d'exploiter le centre de formation, d'offrir de la formation fondée sur la simulation et de créer des solutions innovatrices de simulation médicale;
- Nous avons signé une entente en vertu de laquelle nous deviendrons le distributeur nord-américain des simulateurs chirurgicaux VirtaMed et obtiendrons les droits de distribution exclusifs de la solution de formation à l'arthroscopie du genou et de l'épaule VirtaMed ArthroS™;
- Nous avons annoncé que nous fournirons un centre de simulation en soins de santé clé en main au Turkménistan. Ce centre servira à perfectionner la formation des étudiants en médecine, ainsi que ceux en soins infirmiers et ambulanciers. Le centre sera le premier à offrir une formation multidisciplinaire fondée sur la simulation en soins médicaux au Turkménistan.

##### Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé le système CAE Replay, une solution de gestion de centres de simulation simplifiée de débriefing qui saisit autant les simulations médicales que les événements cliniques, à l'occasion de la conférence mondiale du Human Patient Simulation Network à Sarasota (États-Unis);
- Nous avons lancé et produit nos premiers simulateurs maternels/fœtaux Fidelis Lucina et avons introduit un module relatif à une patiente non enceinte permettant de l'utiliser à titre de patiente en obstétrique et de patiente normale;
- Nous avons conçu une solution de formation fondée sur la simulation destinée aux médecins qui utilisent la pompe cardiaque Impella<sup>MD</sup>, en collaboration avec Abiomed, un important fournisseur de technologies de soutien cardiaque de pointe;
- Nous avons lancé une nouvelle version du système d'exploitation du simulateur d'échographie VIMEDIX, de nouvelles pathologies pulmonaires et pleurales ainsi que le simulateur d'échographie Vimedix Abdo pour le marché des soins d'échographie;
- Nous avons lancé un module d'apprentissage en gestion des voies respiratoires pour les simulateurs de patients, élaboré en collaboration avec l'American College of Chest Physicians.

##### COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente d'un centre de formation fondée sur la simulation clé en main, y compris 17 simulateurs de patients, chirurgicaux et d'échographie, des solutions de gestion de centres de simulation ainsi que des services de consultation, de formation et de soutien, au ministère de la Santé du Turkménistan;
- La vente de sept simulateurs de patients, d'une solution de gestion de centres de simulation et de programmes de formation à la Southeastern University (États-Unis);
- La vente de neuf simulateurs de patients, d'une solution de gestion de centres de simulation, de programmes de formation et d'une garantie sur plusieurs années à un collège communautaire américain;
- La vente de huit simulateurs de patients, de quatre solutions de gestion de centres de simulations, de programmes de formation et d'une garantie sur plusieurs années à un centre de simulation en Thaïlande;
- La vente de quatre simulateurs de patients et d'une solution de gestion de centres de simulation à l'hôpital clinique municipal de Moscou (Russie);
- La vente d'une solution de gestion de centres de simulation à l'hôpital St. Joseph's Healthcare Hamilton (Canada);
- La vente de deux simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie, d'une solution de gestion de centres de simulation et de programmes de formation à Clinica Girassol (Angola);
- La vente de cinq simulateurs de patients et d'une garantie sur plusieurs années aux forces de défense australiennes.

##### Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Produits des activités ordinaires	94,3	79,2	29,3	21,3	24,3	19,4	21,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	6,7	1,7	4,1	0,5	1,8	0,3	0,7 \$
Marges opérationnelles	7,1	2,1	14,0	2,3	7,4	1,5	3,2 %
Dotation aux amortissements	13,3	11,7	3,6	3,3	3,2	3,2	3,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	2,7	2,7	0,5	0,5	0,8	0,9	0,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	4,6	8,7	0,8	0,7	0,8	2,3	2,5 \$
Capital utilisé	206,5	181,6	206,5	191,4	188,7	181,1	181,6 \$

**Produits des activités ordinaires en hausse de 38 % par rapport au trimestre précédent et de 34 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation découlant de la progression du nombre de systèmes livrés durant le trimestre de même que par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. La hausse est également attribuable à la saisonnabilité ainsi qu'à l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulation. L'augmentation traduit également l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

**Produits des activités ordinaires de 94,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 19 %, soit 15,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent**

L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce à notre simulateur maternel/fœtal, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation en raison d'une progression du nombre de systèmes livrés et du lancement de nouveaux produits, ainsi que par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 4,1 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 0,5 million \$ (2,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 0,7 million \$ (3,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

La hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2014 découle essentiellement de l'augmentation des produits des activités ordinaires et d'une combinaison favorable de produits.

**Résultat opérationnel sectoriel de 6,7 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 5,0 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 6,7 millions \$ (7,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 1,7 million \$ (2,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent découle en grande partie de la hausse des produits des activités ordinaires et d'une combinaison favorable de produits.

**Capital utilisé en hausse de 15,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 24,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement l'augmentation des immobilisations incorporelles, en grande partie du fait des variations du change.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la hausse des immobilisations incorporelles en raison essentiellement des variations du change et de la progression du fonds de roulement hors trésorerie découlant en grande partie de la hausse des créances clients, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

## 6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

### 6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014	T4-2015	T3-2015	T4-2014
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	337,8 \$	296,3 \$	101,1 \$	82,0 \$	98,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(69,2)	(20,4)	59,5	9,5	29,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	268,6 \$	275,9 \$	160,6 \$	91,5 \$	127,5 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>8</sup>	(48,5)	(46,1)	(11,5)	(6,1)	(15,1)
Autres actifs	(15,8)	(23,8)	(5,2)	(3,8)	(5,3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	7,6	15,4	6,1	0,6	8,5
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(0,3)	4,2	3,0	(0,9)	1,8
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	8,9	15,0	1,2	0,7	0,8
Dividendes versés	(46,3)	(40,1)	(12,0)	(12,0)	(9,9)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies <sup>8</sup>	174,2 \$	200,5 \$	142,2 \$	70,0 \$	108,3 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>8</sup>	(95,7)	(110,9)	(29,2)	(21,9)	(50,4)
Frais de développement inscrits à l'actif	(41,5)	(43,4)	(9,9)	(9,5)	(12,8)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	12,7	3,6	0,8	5,9	14,0
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(2,0)	(3,7)	-	-	(0,4)
Produit tiré de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	8,5	-	(1,6)	10,1	-
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	8,8	22,4	11,4	1,6	9,1
Augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	65,0 \$	68,5 \$	113,7 \$	56,2 \$	67,8 \$

\* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

#### Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 142,2 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 72,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 33,9 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014. La hausse est principalement liée aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

<sup>8</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

**Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 174,2 millions \$ pour l'exercice**

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 26,3 millions \$, soit 13 %, par rapport à l'exercice précédent.

La baisse des flux de trésorerie disponibles par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable à l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, le recul du produit de la cession d'immobilisations corporelles, la hausse des dividendes versés et le fléchissement des dividendes reçus des participations mises en équivalence. La baisse a été neutralisée en partie par la progression des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

**Dépenses d'investissement en immobilisations de 40,7 millions \$ ce trimestre et de 144,2 millions \$ pour l'exercice**

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 29,2 millions \$ ce trimestre et à 95,7 millions \$ pour l'exercice écoulé. Nos décisions en matière d'attribution du capital de croissance sont fondées sur le marché et ont pour but de nous permettre de réagir aux besoins de nos clients, existants et nouveaux. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 11,5 millions \$ ce trimestre et 48,5 millions \$ pour l'exercice écoulé.

**6.2 Sources de financement**

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire consenties au 31 mars 2015 était de 550,0 millions \$ US (550,0 millions \$ US en 2014) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2015, un prélèvement équivalant à 18,0 millions \$ US avait été effectué sur ces facilités (49,1 millions \$ US en 2014), et un montant de 99,3 millions \$ US avait servi à l'émission de lettres de crédit (120,4 millions \$ US en 2014). Le taux d'intérêt sur cette facilité de crédit à terme renouvelable est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par les services de Standard & Poor's Rating. À l'heure actuelle, nos facilités de crédit renouvelables non garanties viennent à échéance en octobre 2018.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire non garantie d'un montant de 150,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2015, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 82,1 millions \$ (48,8 millions \$ en 2014).

Nous disposons d'une facilité de 10,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Converti en dollars canadiens, le montant que nous avons utilisé principalement pour soutenir nos activités liées à la défense et à la sécurité en Europe s'est élevé à 10,7 millions \$ (9,5 millions \$ en 2014).

Nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2015, nous avons vendu pour 113,3 millions \$ de créances clients (79,5 millions \$ en 2014) et n'avons vendu aucun actif au titre des contrats en cours (4,2 millions \$ en 2014) à des institutions financières aux termes de ces ententes.

En décembre 2014, nous avons modifié la facilité de financement pour certaines de nos activités en Inde afin d'en proroger l'échéance de janvier 2015 à janvier 2020, sans en modifier les modalités et conditions.

Nous avons conclu et renouvelé divers contrats de location-financement visant un immeuble au Brunei et des simulateurs en Europe. Les obligations relatives à ces contrats de location-financement s'établissaient à 34,5 millions \$ au 31 mars 2015.

Certains de nos accords relatifs à la dette exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 mars 2015, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

<i>(montants en millions)</i>	<b>31 mars 2015</b>	31 mars 2014
Total de la dette à long terme	<b>1 279,8 \$</b>	1 168,5 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	<b>33,7</b>	23,8
Partie courante des contrats de location-financement	<b>21,8</b>	26,8
Partie non courante de la dette à long terme	<b>1 224,3 \$</b>	1 117,9 \$

### 6.3 Aide gouvernementale

Nous avons des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers financent une partie des coûts, en fonction des dépenses que nous engageons, de certains programmes de R-D concernant l'expertise en services de modélisation, de simulation et de formation.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé le *Projet Falcon*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans. L'objectif du *Projet Falcon* était de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Falcon* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité. Le *Projet Falcon* a pris fin le 31 mars 2014.

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé le *Projet Nouveaux marchés principaux*, un programme de R-D d'une durée de sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans de nouveaux marchés comme ceux des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons annoncé le *Projet Innovier*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innovier* est de développer et d'améliorer nos technologies existantes en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier notre gamme de services. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Innovier* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'ISAD.

Vous trouverez plus de détails aux notes annexes 1 et 13.

### 6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débiteures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous représente nos obligations contractuelles et nos engagements pour les cinq prochaines années et par la suite.

#### Obligations contractuelles

(montants en millions)	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	34,3 \$	108,5 \$	38,2 \$	46,8 \$	194,6 \$	680,4 \$	1 102,8 \$
Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts)	24,5	31,9	98,2	34,4	75,9	749,1	1 014,0
Contrats de location simple non résiliables	54,7	43,0	34,4	27,4	24,2	90,3	274,0
Engagements d'achat	23,2	22,8	19,2	3,3	-	-	68,5
	<b>136,7 \$</b>	<b>206,2 \$</b>	<b>190,0 \$</b>	<b>111,9 \$</b>	<b>294,7 \$</b>	<b>1 519,8 \$</b>	<b>2 459,3 \$</b>

Au 31 mars 2015, nous disposions également d'un montant de 432,7 millions \$ US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 380,5 millions \$ US au 31 mars 2014.

Nous avons des engagements d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes minimaux ou variables et à diverses dates.

Au 31 mars 2015, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement en trésorerie de CAE au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et les taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

## 7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	<b>31 mars 2015</b>	31 mars 2014
<b>Utilisation du capital :</b>		
Actifs courants	<b>1 562,5 \$</b>	1 350,8 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(330,2)</b>	(312,3)
Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente	<b>(47,0)</b>	-
Passifs courants	<b>(1 039,1)</b>	(964,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	<b>55,5</b>	50,6
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>9</sup>	<b>201,7 \$</b>	124,6 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	<b>47,0</b>	-
Immobilisations corporelles	<b>1 461,2</b>	1 341,2
Autres actifs non courants	<b>1 633,2</b>	1 544,7
Autres passifs non courants	<b>(729,6)</b>	(672,1)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>2 613,5 \$</b>	2 338,4 \$
<b>Provenance du capital :</b>		
Partie courante de la dette à long terme	<b>55,5 \$</b>	50,6 \$
Dette à long terme	<b>1 224,3</b>	1 117,9
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(330,2)</b>	(312,3)
Dette nette <sup>9</sup>	<b>949,6 \$</b>	856,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>1 612,7</b>	1 441,6
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>51,2</b>	40,6
<b>Provenance du capital</b>	<b>2 613,5 \$</b>	2 338,4 \$

#### Capital utilisé en hausse de 275,1 millions \$, soit 12 %, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles, des autres actifs non courants et du fonds de roulement hors trésorerie. Environ la moitié de la hausse du capital utilisé s'explique par les variations du change.

Notre rendement du capital utilisé<sup>9</sup> (RCU) a été de 10,4 % pour l'exercice, comparativement à 11,4 % pour l'exercice précédent.

#### Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 77,1 millions \$

La hausse découle essentiellement de l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours, de l'impôt sur le résultat à recouvrer, des stocks et des créances clients de même que de la diminution des passifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer.

#### Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 120,0 millions \$

La hausse est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 144,2 millions \$ et aux variations du change de 74,0 millions \$, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements de 108,1 millions \$.

#### Autres actifs non courants en hausse de 88,5 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des investissements dans les participations mises en équivalence en raison d'une rentabilité accrue, des variations du change et de l'ajout de nouvelles coentreprises.

#### Autres passifs non courants en hausse de 57,5 millions \$

La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des obligations au titre des avantages du personnel, laquelle traduit essentiellement le fléchissement des taux d'actualisation et a été neutralisée en partie par le rendement favorable des actifs des régimes.

#### Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'incidence des variations du change au cours de l'exercice.

<sup>9</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

**Variation de la dette nette**

(montants en millions)	Exercice 2015	Exercice 2014
Dette nette en début de période	856,2 \$	813,4 \$
Trésorerie liée aux activités abandonnées en début de période	7,7 \$	- \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(65,0)	(68,5)
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	101,6	64,6
Variations nettes des contrats de location-financement	31,3	31,3
Autres	17,8	15,4
Augmentation de la dette nette pour la période	93,4 \$	42,8 \$
Dette nette en fin de période	949,6 \$	856,2 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres <sup>10</sup>	36,3 %	36,6 %

**Total des capitaux propres en hausse de 181,7 millions \$ pour l'exercice**

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 204,7 millions \$ et des variations du change favorables de 61,5 millions \$, neutralisées en partie par la réévaluation des régimes à prestations définies de 48,0 millions \$ et par des dividendes de 46,3 millions \$.

*Informations sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2015, nous avons au total 266 903 070 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 599,0 millions \$.

Au 30 avril 2015, nous avons un total de 267 180 516 actions ordinaires émises et en circulation.

*Dividendes*

Pour l'exercice 2015, nous avons versé un dividende de 0,06 \$ par action au premier trimestre et un dividende de 0,07 \$ par action aux deuxième, troisième et quatrième trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2015, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 74,7 millions \$ pour l'exercice 2016.

**Garanties**

Au 31 mars 2015, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 218,8 millions \$ qui n'étaient pas inscrites à l'état consolidé de la situation financière, comparativement à 191,4 millions \$ il y a un an. Le montant a augmenté pour l'exercice écoulé du fait d'une hausse des obligations au titre des paiements anticipés.

**Obligations au titre des régimes de retraite**

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 6,7 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. Pour l'exercice 2016, les cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite devraient demeurer stables en raison des meilleurs rendements des actifs des régimes.

**7.2 Arrangements non comptabilisés**

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, certaines opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées proviennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités;
- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation.

Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note annexe 26.

Dans le cours normal des activités, nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Au 31 mars 2015, des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours d'un montant de 113,3 millions \$ (79,5 millions \$ en 2014) et de néant (4,2 millions \$ au 31 mars 2014) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

<sup>10</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

### 7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous évaluons formellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture, au commencement de la relation de couverture et en continu, pour nous assurer qu'ils compensent très efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts au regard du risque couvert. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de négociation ou de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne concluons des contrats qu'avec des contreparties très solvables.

#### Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et notre propre risque de crédit sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des créances clients, des contrats en cours et des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur des provisions, des dettes à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre de contrats de location-financement et de redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Dans le cadre de nos opérations financières, nous avons, par l'intermédiaire de nos filiales, donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et d'autres actifs. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 169,8 millions \$ au 31 mars 2015 (149,2 millions \$ en 2014).

Une description de la hiérarchie des justes valeurs est présentée à la note annexe 28.

#### Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques documentés dans les politiques d'entreprise et approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. Nous devenons partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner nos instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir les expositions au risque de change.

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de notre trésorerie, de nos équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants à recevoir conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note annexe 4). Lorsqu'une créance client n'est pas recouvrable, elle est radiée de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants sortis sont comptabilisés en résultat net.

Nos clients sont principalement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos créances clients ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients et certains contrats en cours à l'actif à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont essentiellement détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables. Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes annexes 4 et 28 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation efficiente de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients et de certains contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

### **Risque de marché**

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

### **Risque de change**

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres comptes de fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons également le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

#### *Analyse de sensibilité au risque de change*

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2015, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net positif de 1,2 million \$ (ajustement net négatif de 3,1 millions \$ en 2014) et un ajustement net négatif de 25,4 millions \$ (ajustement net négatif de 21,5 millions \$ en 2014), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

#### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons une dette à taux variable sous forme de notre facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 88 % à taux fixe et de 12 % à taux variable (84 % à taux fixe et 16 % à taux variable en 2014).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer l'appariement des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

#### *Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt*

À l'exercice 2015, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait donné lieu à une baisse de 1,3 million \$ (néant en 2014) de notre résultat net et à une hausse de 0,4 million \$ (néant en 2014) de nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence inverse sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

#### *Couverture de la charge liée aux paiements fondés sur des actions*

Nous avons conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet sur nos résultats des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), par le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et par le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA, du RDDVA-LT et du RDNRC-LT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2015, les swaps sur actions visaient 1 900 000 de nos actions ordinaires (2 400 000 en 2014).

#### *Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger*

Au 31 mars 2015, nous avons désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2014), ainsi qu'une partie de nos obligations au titre des contrats de location-financement totalisant 14,2 millions \$ US (16,1 millions \$ US en 2014) comme couverture d'investissements nets dans nos établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note annexe 28 pour le classement des instruments financiers.

## 8. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités chaque trimestre, en plus d'effectuer une évaluation annuelle dans le cadre du processus de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence sur nos activités.

Afin d'atténuer les risques qui pourraient se répercuter sur notre performance future, la direction a élaboré un processus de gestion des risques d'entreprise visant à relever, à évaluer et à hiérarchiser ces risques. La direction élabore et met en œuvre des stratégies d'atténuation des risques qui s'inscrivent dans le cadre de nos objectifs stratégiques et de nos processus d'affaires. La direction suit l'évolution des principaux risques liés à notre activité tous les trimestres, et le conseil surveille le processus de gestion des risques et le valide par l'entremise de procédures mises en œuvre par nos auditeurs internes lorsqu'elle juge une telle démarche nécessaire.

### 8.1 Risques liés à l'industrie

#### Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur de l'aviation commerciale et en développant leurs propres capacités internes. Essentiellement, des sociétés du secteur de la défense comme Textron, Lockheed Martin et L-3 Communications ont acquis des concurrents du secteur des simulateurs d'avions commerciaux afin de réduire leur exposition globale aux marchés de la défense et d'assurer leur croissance sur le marché de l'aviation civile. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres importants segments du complexe de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, certaines d'entre elles ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, nos principaux concurrents sont des constructeurs d'aéronefs ou ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des simulateurs Boeing.

Les constructeurs OEM comme Airbus et Boeing ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Les constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver à reproduire certains appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des contreparties avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de constructeurs OEM. Nous travaillons avec certains constructeurs OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Boeing et Airbus ont introduit des ensembles de données de simulation pour le nouveau B737 MAX et l'A350, ce qui pourrait réduire le contenu de simulation des systèmes aériens que fournit CAE.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Une part importante de nos produits des activités ordinaires est tributaire de l'obtention de nouvelles commandes et du renouvellement continu de notre carnet de commandes. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé. La présence de nouveaux participants du marché, comme il est noté ci-dessus, et leurs efforts visant à gagner une part de marché intensifient la concurrence, ce qui pourrait réduire les prix et les marges.

La croissance économique sous-tend la demande de tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit, les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements et/ou les sanctions commerciales internationales se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

#### Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients du secteur de la défense et de la sécurité dans le monde. Nous fournissons des produits et des services pour de nombreux programmes gouvernementaux offerts au Canada, aux États-Unis, en Europe et ailleurs dans le monde, tant à titre de fournisseur principal que de sous-traitant. À mesure que les forces de défense et de sécurité dans nos marchés parvenus à maturité réduisent et ajustent leur taille, les sous-traitants subiront les contrecoups des restructurations, compressions et annulations. Ces événements pourraient nuire considérablement à nos produits des activités ordinaires futurs, à notre résultat net et à nos activités. Le secteur continue de devoir composer avec des retards d'approvisionnement et, éventuellement, un repli des possibilités dans le monde. Pour réduire au minimum cette incidence, nous continuerons d'évaluer nos programmes actuels et futurs, et développerons des stratégies d'atténuation des risques de manière à aborder les modifications pouvant être apportées à chaque programme.

### **Programmes de défense et de sécurité financés par l'État**

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

### **Secteur de l'aviation civile**

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Une baisse du prix du carburant pourrait avoir une incidence favorable sur la rentabilité des transporteurs aériens, mais les répercussions à long terme d'une telle baisse sur l'industrie de l'aviation commerciale demeurent toutefois incertaines. Nous continuerons de surveiller l'incidence sur le secteur et nos activités. Dans le cas de l'aviation sur hélicoptère, qui représente moins de 5 % des produits des activités ordinaires que nous tirons de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, plus particulièrement pour ce qui est des exploitants d'hélicoptères en mer, la demande est tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz. Une baisse prolongée des prix du pétrole pourrait se répercuter sur le niveau d'activité extracôtière, ce qui pourrait nuire à nos résultats opérationnels.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande de notre matériel et de nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande de notre matériel et de nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, nos créances clients nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

### **Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation**

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la FAA des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait ouvrir de nouvelles avenues ou, au contraire, avoir d'importantes conséquences négatives sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

### **Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et la conformité aux exigences**

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers d'un pays, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine de la défense et de la sécurité ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

## **8.2 Risques propres à la Société**

### **Évolution des produits**

Le marché de la défense et de la sécurité de même que celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également nuire à la valeur de notre parc de simulateurs de vol.

### **Activités de recherche et de développement**

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD). Le niveau du soutien financier du gouvernement reflète les politiques gouvernementales, les politiques budgétaires et d'autres facteurs d'ordre politique et économique. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par une autre aide gouvernementale ou d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement de la part du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux au Canada de même que du gouvernement fédéral des États-Unis à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

#### **Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme**

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

#### **Approvisionnement et rapport de force des constructeurs OEM**

Nous obtenons des données, des pièces, de l'équipement et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et l'équipement qui sont souvent nécessaires à la construction et à l'exploitation d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un constructeur OEM.

Lorsque CAE utilise un modèle de simulation d'appareil produit en interne sans avoir recours à des données, à des pièces et à de l'équipement obtenus du constructeur OEM et autorisés par celui-ci, le constructeur peut mettre en œuvre des mesures de rétorsion ou d'obstruction contre CAE afin de tenter de bloquer la fabrication, la vente et/ou l'installation d'un simulateur visant cet appareil. De telles mesures peuvent faire en sorte que CAE doive engager des honoraires juridiques considérables ou peuvent retarder ou empêcher la mise à bien du projet de développement d'un simulateur, ce qui pourrait nuire à nos résultats financiers.

#### **Garanties et autres réclamations sur des produits**

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

#### **Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes**

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

#### **Protection des nos droits de propriété intellectuelle**

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité, des brevets et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays. Tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

#### **Propriété intellectuelle de tiers**

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Les marchés où nous exerçons nos activités sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

#### **Personnel clé**

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

### Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

De plus, comme nos activités abandonnées avant 2005 ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

### Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance, bien que, jusqu'à présent, elle ait toujours suffi à cette fin.

### Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

### Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous tirons parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les marchés de la formation fondée sur la simulation dans le secteur des soins de santé.

Comme nous exerçons des activités dans ce marché, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration d'un nouveau marché est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés déjà établis.

### Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications de défense et sécurité. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour une période donnée nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

### Systèmes de technologie de l'information

À la suite de la réalisation de l'étape de l'implantation canadienne de notre système ERP portant sur la gestion de projets et les activités financières au cours de l'exercice 2015, nous continuons la mise à niveau et le déploiement de systèmes de technologies de l'information dans l'ensemble de la Société. Si les systèmes ne sont pas exploités de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions ne pas être en mesure d'en tirer toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à nos capacités de communication de l'information, à notre rentabilité et à notre réputation. Une série de processus de gouvernance atténuent ce risque.

### Sécurité et technologie de l'information

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information, hébergés en interne ou impartis, pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM et des forces de défense nationale. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information, une cyberattaque ou une violation de la sécurité des systèmes pourrait perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales ou l'accès non autorisé à ces informations, compromettre la confidentialité de l'information, nous exposer à des enquêtes ou poursuites réglementaires, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir, de déceler et de résoudre les menaces potentielles.

### Dépendance envers des tiers fournisseurs

Nous avons externalisé certains services d'entretien et de soutien informatiques ainsi que certaines fonctions de gestion de l'infrastructure à des fournisseurs de services externes. Si ces fournisseurs de services ne fonctionnent pas efficacement, les économies de coûts prévues pourraient ne pas se concrétiser et nous pourrions devoir engager des coûts additionnels pour corriger les erreurs commises par ces fournisseurs de services. Selon la fonction en cause, ces erreurs pourraient également entraîner des perturbations des activités, l'inefficacité du processus de traitement et/ou des failles de sécurité.

### 8.3 Risques liés au marché

#### Risque de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde.

Une part importante des produits des activités ordinaires générés au Canada sont libellés en monnaies étrangères, tandis qu'une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Il n'est pas possible de neutraliser complètement l'incidence des variations du change, qui se font donc partiellement sentir sur nos résultats financiers. Cette exposition résiduelle pourrait être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères. Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication libellés en dollars américains et en euros, nous couvrons également des coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Les activités de nos établissements à l'étranger sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Les fluctuations de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. L'appréciation des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien aurait un impact de conversion positif, et vice versa.

#### Instabilité politique

L'instabilité politique dans certaines régions pourrait être prolongée et imprévisible. Une instabilité politique prolongée pourrait donner lieu au report ou à l'annulation de commandes, de livraisons ou de projets, dans lesquels nous avons investi des ressources considérables, surtout si les clients sont des entités détenues ou contrôlées par l'État.

À ce jour, les sanctions économiques visant des personnes et des sociétés faisant affaire en Fédération de Russie ainsi que l'affaiblissement du rouble russe n'ont pas eu de répercussions importantes sur nos activités; si cette situation perdurait, elle pourrait toutefois avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires que nous tirons de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Cette situation et les autres risques géopolitiques évolueront avec le temps, et CAE doit respecter les sanctions applicables et les contrôles dans les pays où elle exerce des activités. Il est possible que, dans les marchés que nous servons, une instabilité politique imprévue puisse se répercuter sur nos résultats opérationnels et notre situation financière.

#### Disponibilité du capital

À l'heure actuelle, nos facilités de crédit à terme non garanties renouvelables viennent à échéance en octobre 2018. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

Nous avons également diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent jusqu'en octobre 2036. En ce moment, nous ne pouvons déterminer si ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

#### Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autres. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient notamment fondées sur des estimations concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les capitaliser. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds à d'autres fins.

#### Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2015, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada ont compté pour environ 90 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité géopolitique.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles, sanctions et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques de corruption liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

#### Lois fiscales

Comme nous réalisons une part importante de nos activités à l'étranger, nous sommes soumis aux lois et politiques fiscales de nombreux pays. L'évolution des lois, conventions ou réglementations fiscales ou de leur interprétation pourrait entraîner une hausse du taux d'imposition effectif sur notre résultat, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se penche actuellement sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, processus qui se soldera par des recommandations en matière de réforme fiscale internationale. Si elles sont adoptées, ces modifications pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers.

## 9. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations qui, collectivement, ont une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note annexe 31.

Le tableau suivant présente nos soldes en cours auprès de nos coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	2015	2014
Créances clients	28,7 \$	30,1 \$
Contrats en cours : actifs	28,1	13,5
Autres actifs	29,2	30,6
Dettes fournisseurs et charges à payer	13,9	16,3
Contrats en cours : passifs	3,9	6,3

Les autres actifs comprennent un montant à recevoir de 17,0 millions \$ (16,9 millions \$ en 2014) au titre d'un contrat de location-financement qui vient à échéance en octobre 2022 et porte intérêt au taux de 5,14 % par année, des prêts de 5,7 millions \$ (8,4 millions \$ en 2014) qui viennent à échéance en septembre 2016 et décembre 2017 et portent intérêt respectivement aux taux LIBOR à six mois majoré de 1 % et à 11 % par année, ainsi qu'une créance à long terme de 6,5 millions \$ (5,3 millions \$ en 2014) n'ayant aucune modalité de remboursement spécifique. Aux 31 mars 2015 et 2014, aucune provision n'avait été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées.

Le tableau suivant présente nos transactions avec nos coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	2015	2014
Produits des activités ordinaires	120,6 \$	101,0 \$
Achats	10,9	11,3
Autres produits	2,9	2,9

De plus, au cours de l'exercice 2015, des transactions s'élevant à 2,4 millions \$ (2,7 millions \$ en 2014) ont été faites aux prix normaux du marché avec une entreprise dont un membre de notre conseil d'administration est un dirigeant.

### Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(montants en millions)</i>	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,6 \$	3,8 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies <sup>1)</sup>	1,5	1,6
Indemnités de cessation d'emploi	-	2,4
Paiements fondés sur des actions	4,6	6,4
	10,7 \$	14,2 \$

<sup>1)</sup> Y compris les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

## 10. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

### 10.1 Modifications de méthodes comptables

#### **Secteurs opérationnels**

Nous avons modifié nos secteurs opérationnels le 1<sup>er</sup> avril 2014. Nos anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil, tout comme l'ont été nos anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire de manière à former le secteur Défense et sécurité. Ces regroupements découlent des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre nos secteurs opérationnels à notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux a été renommé le secteur Santé, à la suite de notre décision de vendre notre entreprise du secteur minier, comme l'explique la note annexe 3. Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne. Cette modification a été apportée sur une base rétrospective, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Cette modification n'a eu aucune incidence sur les résultats dans les états financiers consolidés. L'information relative aux secteurs opérationnels a été retraitée afin d'être conforme aux nouveaux secteurs opérationnels, comme l'explique la note annexe 30.

Au 31 mars 2015, notre secteur Simulation et formation – Civil a été renommé Solutions de formation pour l'aviation civile.

### 10.2 Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2015 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

### 10.3 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

#### **Avantages du personnel**

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. La modification clarifie la comptabilisation des cotisations des employés ou de tierces parties aux régimes à prestations définies. La modification, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2015, ne devrait pas avoir d'incidence sur nos états financiers consolidés.

#### **Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

#### **Instrument financiers**

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'application anticipée étant toutefois autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

### 10.4 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés, sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

#### **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur en interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

### Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

### Dépréciation d'actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes (niveau 3) de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'imposition. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Voir la note annexe 20 des états financiers consolidés pour plus de détails sur les hypothèses utilisées.

### Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Cette méthode nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et des produits des activités ordinaires sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

### Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent notamment des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note annexe 14 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

### Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 9 % en fonction de la période estimative des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 6 % à 13 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 9,9 millions \$ (9,4 millions \$ en 2014) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2015.

### Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choisissons le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

### Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un bénéfice imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

## 11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### 11.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2015, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2015.

### 11.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2015 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013 Framework)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2015 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## 12. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

## 13. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à [www.cae.com](http://www.cae.com), sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou sur EDGAR à [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## 14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2013 à 2015.

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
<b>Exercice 2015</b>					
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	631,6	2 246,3 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	67,7	204,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	63,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	0,8	0,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	3,6	2,9 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	-	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	266,4	265,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	267,4	266,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1,24	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1,40	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1,88	1,83
<b>Exercice 2014</b>					
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68
<b>Exercice 2013</b>					
Produits des activités ordinaires	451,6	496,6	490,2	555,3	1 993,7 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	20,4	35,0	36,2	42,7	134,3 \$
Activités abandonnées	1,1	0,6	1,3	0,4	3,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Activités poursuivies	0,08	0,14	0,14	0,17	0,52 \$
Activités abandonnées	-	-	-	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58

**Principales informations sectorielles***(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)*

	T4-2015	T4-2014	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Solutions de formation pour l'aviation civile</b>					
Produits des activités ordinaires	367,6 \$	323,5 \$	1 294,6 \$	1 176,7 \$	1 116,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	61,8	58,0	210,5	179,8	188,9
Marges opérationnelles (%)	16,8	17,9	16,3	15,3	16,9
<b>Défense et sécurité</b>					
Produits des activités ordinaires	234,7 \$	230,3 \$	857,4 \$	822,0 \$	806,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	39,5	28,0	115,6	107,8	107,4
Marges opérationnelles (%)	16,8	12,2	13,5	13,1	13,3
<b>Santé</b>					
Produits des activités ordinaires	29,3 \$	21,9 \$	94,3 \$	79,2 \$	70,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	4,1	0,7	6,7	1,7	1,8
Marges opérationnelles (%)	14,0	3,2	7,1	2,1	2,5
<b>Total</b>					
Produits des activités ordinaires	631,6 \$	575,7 \$	2 246,3 \$	2 077,9 \$	1 993,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	105,4	86,7	332,8	289,3	298,1
Marges opérationnelles (%)	16,7	15,1	14,8	13,9	15,0
Autres	- \$	- \$	- \$	- \$	(68,4) \$
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>105,4 \$</b>	<b>86,7 \$</b>	<b>332,8 \$</b>	<b>289,3 \$</b>	<b>229,7 \$</b>

**Rétrospective financière sur cinq ans***(montants en millions, sauf les montants par action)*

	2015	2014	2013	2012 <sup>1)</sup>	2011 <sup>1)</sup>
Produits des activités ordinaires	2 246,3 \$	2 077,9 \$	1 993,7 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	204,7	191,1	140,7	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	201,2	188,3	134,3	180,3	160,3
Activités abandonnées	0,6	1,7	3,4	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle	2,9	1,1	3,0	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,14	1,05	1,00	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,44	1,41	1,29	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,83	1,68	1,58	1,58	1,58
Situation financière :					
Total de l'actif	4 656,9 \$	4 236,7 \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants <sup>2)</sup>	1 427,3	1 340,2	1 209,3	869,0	757,5
Total de la dette nette	949,6	856,2	813,4	534,3	383,8
Par action :					
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	0,76 \$	0,72 \$	0,52 \$	0,70 \$	0,62 \$
Activités abandonnées	-	0,01	0,01	-	-
Dividendes déclarés	0,27	0,22	0,19	0,16	0,15
Capitaux propres	6,28	5,67	4,43	4,05	3,63

<sup>1)</sup> Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19 à l'exercice 2014 ni la classification de notre entreprise du secteur minier, dans les activités abandonnées à l'exercice 2015.

<sup>2)</sup> Comprend la dette à long terme, les passifs dérivés non courants et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

<b>Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière</b>	48
<b>Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant</b>	49
<b>États financiers consolidés</b>	
État consolidé de la situation financière	50
État consolidé du résultat net	51
État consolidé du résultat global	52
État consolidé des variations des capitaux propres	53
Tableau consolidé des flux de trésorerie	54
<b>Notes annexes</b>	
Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	55
Note 2 – Modifications de méthodes comptables	67
Note 3 – Actifs nets détenus en vue de la vente et activités abandonnées	68
Note 4 – Créances clients	69
Note 5 – Stocks	69
Note 6 – Immobilisations corporelles	70
Note 7 – Immobilisations incorporelles	71
Note 8 – Autres actifs	72
Note 9 – Dettes fournisseurs et charges à payer	72
Note 10 – Contrats en cours	73
Note 11 – Provisions	73
Note 12 – Facilités d'emprunt	74
Note 13 – Aide gouvernementale	76
Note 14 – Obligations au titre des avantages du personnel	77
Note 15 – Profits différés et autres passifs non courants	81
Note 16 – Impôt sur le résultat	81
Note 17 – Capital-actions, résultat par action et dividendes	83
Note 18 – Cumul des autres éléments du résultat global	84
Note 19 – Rémunération du personnel	84
Note 20 – Dépréciation d'actifs non financiers	84
Note 21 – Autres profits – montant net	85
Note 22 – Charges financières – montant net	85
Note 23 – Paiements fondés sur des actions	85
Note 24 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	90
Note 25 – Éventualités	90
Note 26 – Engagements	90
Note 27 – Gestion du risque lié au capital	91
Note 28 – Juste valeur des instruments financiers	91
Note 29 – Gestion des risques financiers	94
Note 30 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	99
Note 31 – Relations avec les parties liées	101
Note 32 – Transactions avec des parties liées	103

## Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934*). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Au 31 mars 2015, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013 Framework)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2015, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



M. Parent  
Président et chef de la direction



S. Lefebvre  
Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)  
Le 26 mai 2015

# Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant

Aux actionnaires de CAE Inc.

Nous avons effectué l'audit de l'état consolidé de la situation financière ci-joint de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2015 et 2014, ainsi que des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et du tableau consolidé des flux de trésorerie connexes pour les exercices clos à ces dates. Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE Inc. et de ses filiales au 31 mars 2015, selon les critères établis dans le document Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. La direction est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés et le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, sur la base de nos audits intégrés.

Nous avons effectué nos audits selon les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives et que le contrôle interne à l'égard de l'information financière est efficace dans tous ses aspects significatifs. Nos audits des états financiers consolidés ont comporté le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournis dans les états financiers consolidés. Ils ont également comporté l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent une base raisonnable à l'expression de nos opinions.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend les politiques et procédures qui i) concernent la tenue de dossiers raisonnablement détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention et la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2015 et 2014, ainsi que de leurs résultats d'exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière de l'International Accounting Standards Board. Nous sommes également d'avis que CAE Inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous les aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2015, selon les critères établis dans le document Internal Control – Integrated Framework (2013) publié par le COSO.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

Montréal (Québec)

Le 26 mai 2015

<sup>1</sup> CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123498

## État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		330,2 \$	312,3 \$
Créances clients	4	468,0	453,9
Contrats en cours : actifs	10	309,8	256,4
Stocks	5	237,3	219,5
Acomptes		81,8	76,6
Impôt sur le résultat à recouvrer		43,9	24,8
Actifs financiers dérivés	28	30,3	7,3
Actifs détenus en vue de la vente	3	61,2	-
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>1 562,5 \$</b>	<b>1 350,8 \$</b>
Immobilisations corporelles	6	1 461,2	1 341,2
Immobilisations incorporelles	7	844,7	870,7
Participations mises en équivalence	31	318,0	234,6
Actifs d'impôt différé	16	33,2	31,8
Actifs financiers dérivés	28	21,1	7,5
Autres actifs	8	416,2	400,1
<b>Total de l'actif</b>		<b>4 656,9 \$</b>	<b>4 236,7 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Dettes fournisseurs et charges à payer	9	732,7 \$	685,0 \$
Provisions	11	17,5	28,6
Impôt sur le résultat à payer		10,6	8,3
Contrats en cours : passifs	10	154,6	167,4
Partie courante de la dette à long terme	12	55,5	50,6
Passifs financiers dérivés	28	54,0	24,6
Passifs détenus en vue de la vente	3	14,2	-
<b>Total du passif courant</b>		<b>1 039,1 \$</b>	<b>964,5 \$</b>
Provisions	11	4,6	6,4
Dette à long terme	12	1 224,3	1 117,9
Obligations relatives aux redevances		158,4	161,5
Obligations au titre des avantages du personnel	14	185,7	115,5
Profits différés et autres passifs non courants	15	165,1	204,2
Passifs d'impôt différé	16	198,6	166,1
Passifs financiers dérivés	28	17,2	18,4
<b>Total du passif</b>		<b>2 993,0 \$</b>	<b>2 754,5 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	17	559,0 \$	517,5 \$
Surplus d'apport		19,1	19,5
Cumul des autres éléments du résultat global	18	177,3	129,5
Résultats non distribués		857,3	775,1
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 612,7 \$	1 441,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		51,2	40,6
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>1 663,9 \$</b>	<b>1 482,2 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>4 656,9 \$</b>	<b>4 236,7 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat net

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2015	2014
<b>Activités poursuivies</b>			
Produits des activités ordinaires	30	2 246,3 \$	2 077,9 \$
Coût des ventes		1 642,6	1 512,8
<b>Marge brute</b>		<b>603,7 \$</b>	565,1 \$
Frais de recherche et de développement		64,1	67,7
Frais de vente, généraux et d'administration		264,6	259,3
Autres profits – montant net	21	(20,3)	(21,2)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	30	(37,5)	(30,0)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>332,8 \$</b>	289,3 \$
Produits financiers	22	(9,8)	(9,6)
Charges financières	22	80,7	80,5
Charges financières – montant net		70,9 \$	70,9 \$
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>		<b>261,9 \$</b>	218,4 \$
Charge d'impôt sur le résultat	16	57,8	29,0
<b>Résultat des activités poursuivies</b>		<b>204,1 \$</b>	189,4 \$
<b>Activités abandonnées</b>			
Résultat des activités abandonnées	3	0,6	1,7
<b>Résultat net</b>		<b>204,7 \$</b>	191,1 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		201,8 \$	190,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,9	1,1
		<b>204,7 \$</b>	191,1 \$
<b>Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>			
De base et dilué – activités poursuivies	17	0,76 \$	0,72 \$
De base et dilué – activités abandonnées	17	-	0,01
		<b>0,76 \$</b>	0,73 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
<b>Résultat net</b>		<b>204,7 \$</b>	191,1 \$
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>			
<b>Différences de conversion</b>			
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger		100,9 \$	184,8 \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger		(68,1)	(37,5)
Reclassements au résultat net		2,5	-
Impôt sur le résultat	16	(3,3)	(4,3)
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence		29,5	16,5
		<b>61,5 \$</b>	159,5 \$
<b>Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie</b>			
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		(39,2) \$	(49,1) \$
Reclassements au résultat <sup>1), 2)</sup>		25,6	27,4
Impôt sur le résultat	16	3,6	5,6
Quote-part après impôt des variations nettes des couvertures de flux de trésorerie des participations mises en équivalence		0,4	(0,9)
		<b>(9,6) \$</b>	(17,0) \$
<b>Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente</b>			
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	28	- \$	0,2 \$
		<b>- \$</b>	0,2 \$
<b>Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net</b>			
<b>Réévaluations des régimes à prestations définies</b>			
Réévaluations des régimes à prestations définies	14	(66,0) \$	13,4 \$
Impôt sur le résultat	16	18,0	(3,7)
		<b>(48,0) \$</b>	9,7 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>3,9 \$</b>	152,4 \$
<b>Total du résultat global</b>		<b>208,6 \$</b>	343,5 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		201,6 \$	341,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		7,0	2,3
		<b>208,6 \$</b>	343,5 \$
<b>Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>			
Activités poursuivies		200,7 \$	334,6 \$
Activités abandonnées		0,9	6,6
		<b>201,6 \$</b>	341,2 \$

<sup>1)</sup> L'exercice 2015 comprend une perte nette de 35,9 millions \$ reclassée dans les produits des activités ordinaires (perte nette de 23,8 millions \$ en 2014) et un profit net de 10,3 millions \$ reclassé dans les charges financières – montant net (perte nette de 3,6 millions \$ en 2014).

<sup>2)</sup> Un montant net estimatif de 57,5 millions \$ représentant une perte devra être retiré des autres éléments du résultat global et reclassé au cours des 12 prochains mois. Les fluctuations futures du taux du marché (taux de change ou taux d'intérêt) auront une incidence sur le montant à reclasser.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global (note 18)		Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres		
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués			Total	
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes au 1 <sup>er</sup> avril 2013		259 979 059	471,7 \$	21,9 \$	(12,0) \$	633,0 \$	1 114,6 \$	31,8 \$	1 146,4 \$
Résultat net		-	-	-	-	190,0	190,0	1,1	191,1
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	158,3	-	158,3	1,2	159,5
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(17,0)	-	(17,0)	-	(17,0)
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	0,2	-	0,2	-	0,2
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	9,7	9,7	-	9,7
Total du résultat global		-	- \$	- \$	141,5 \$	199,7 \$	341,2 \$	2,3 \$	343,5 \$
Options sur actions exercées	23	2 387 556	22,2	-	-	-	22,2	-	22,2
Achat facultatif au comptant		1 410	-	-	-	-	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	6,1	(6,1)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	23	-	-	3,7	-	-	3,7	-	3,7
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	6,5	6,5
Dividendes en actions	17	1 403 418	17,5	-	-	(17,5)	-	-	-
Dividendes en trésorerie	17	-	-	-	-	(40,1)	(40,1)	-	(40,1)
Soldes au 31 mars 2014		263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	129,5 \$	775,1 \$	1 441,6 \$	40,6 \$	1 482,2 \$
Résultat net		-	-	-	-	201,8	201,8	2,9	204,7
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	57,4	-	57,4	4,1	61,5
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(9,6)	-	(9,6)	-	(9,6)
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(48,0)	(48,0)	-	(48,0)
Total du résultat global		-	- \$	- \$	47,8 \$	153,8 \$	201,6 \$	7,0 \$	208,6 \$
Options sur actions exercées	23	1 309 201	12,6	-	-	-	12,6	-	12,6
Achat facultatif au comptant		4 509	0,1	-	-	-	0,1	-	0,1
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	3,5	(3,5)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	23	-	-	3,1	-	-	3,1	-	3,1
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	3,6	3,6
Dividendes en actions	17	1 817 917	25,3	-	-	(25,3)	-	-	-
Dividendes en trésorerie	17	-	-	-	-	(46,3)	(46,3)	-	(46,3)
<b>Soldes au 31 mars 2015</b>		<b>266 903 070</b>	<b>559,0 \$</b>	<b>19,1 \$</b>	<b>177,3 \$</b>	<b>857,3 \$</b>	<b>1 612,7 \$</b>	<b>51,2 \$</b>	<b>1 663,9 \$</b>

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 31 mars 2015 s'est élevé à 1 034,6 millions \$ (904,6 millions \$ en 2014).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	2015	2014
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat des activités poursuivies		204,1 \$	189,4 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	6	108,1	98,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		81,0	65,8
Amortissement des frais de financement	22	1,4	1,5
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(37,5)	(30,0)
Impôt sur le résultat différé	16	37,2	28,5
Crédits d'impôt à l'investissement		(21,7)	(15,6)
Rémunération fondée sur des actions	23	7,5	9,7
Régimes de retraite à prestations définies	14	6,4	(9,1)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(35,8)	(25,8)
Profit sur la cession partielle de participations dans des investissements	21	(13,9)	-
Profit sur la cession d'immobilisations corporelles	21	(1,2)	(5,6)
Autres		2,2	(11,3)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	24	(69,2)	(20,4)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>268,6 \$</b>	<b>275,9 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis		(2,0) \$	(3,7) \$
Produit de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	21	8,5	-
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	6	(144,2)	(157,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		7,6	15,4
Frais de développement inscrits à l'actif	7	(41,5)	(43,4)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels	7	(19,9)	(13,6)
(Paiements versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence		(0,3)	4,2
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		8,9	15,0
Autres		4,1	(10,2)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(178,8) \$</b>	<b>(193,3) \$</b>
<b>Activités de financement</b>			
Variation nette des liquidités soumises à restrictions		- \$	(18,1) \$
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	12	524,7	641,1
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables	12	(554,0)	(655,3)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction	12	37,0	67,9
Remboursement sur la dette à long terme	12	(18,9)	(38,0)
Remboursement sur des contrats de location-financement	12	(28,2)	(27,8)
Dividendes versés		(46,3)	(40,1)
Émission d'actions ordinaires		12,7	22,2
Autres		-	(0,5)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(73,0) \$</b>	<b>(48,6) \$</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>			
		8,8 \$	22,4 \$
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>25,6 \$</b>	<b>56,4 \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>312,3</b>	<b>260,0</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période, liées aux activités abandonnées</b>		<b>(7,7)</b>	<b>(11,8)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>330,2 \$</b>	<b>304,6 \$</b>
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		8,9 \$	16,2 \$
Intérêts payés		54,9	55,7
Intérêts reçus		11,0	7,8
Impôt sur le résultat payé		34,1	20,9

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes annexes

(sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 26 mai 2015.

### NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons, de façon à ce que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs (voir la note 2) :

- i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Défense et sécurité – Intégrateur de systèmes de formation aux forces de défense pour les domaines aériens, terrestres et navals, et aux organismes gouvernementaux et organisations de sécurité civile responsables de la sécurité publique;
- iii) Santé – Conçoit, fabrique et commercialise des simulateurs, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins de santé et en soins paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense.

L'entreprise du secteur minier de la Société, qui fournit des services et des outils au secteur minier, a été classée comme détenue en vue de la vente (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

#### Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du *Manuel de CPA Canada* (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondés sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

#### Périmètre de consolidation

##### Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et déconsolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin.

##### Partenariats

Les partenariats représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint aux termes de contrats qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise. Lorsque la Société a des droits sur l'actif net de l'entreprise, celle-ci est classée dans les coentreprises et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque la Société a des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à l'entreprise, celle-ci est classée dans les entreprises communes, et la Société ne comptabilise que ses actifs, ses passifs et ses transactions, y compris sa quote-part des éléments détenus ou engagés conjointement, relativement à ses intérêts dans l'entreprise commune. La Société n'a aucune entreprise commune à l'heure actuelle.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont initialement comptabilisées au coût et ajustées par la suite pour présenter la quote-part revenant à la Société du résultat net et des variations des autres éléments du résultat global de l'entité. Lorsque la quote-part des pertes d'une coentreprise revenant à la Société est égale ou supérieure à ses participations dans les coentreprises, la Société ne comptabilise aucune perte ultérieure, sauf si elle engage des obligations ou verse des paiements au nom des coentreprises.

Les profits latents découlant d'opérations avec les coentreprises sont éliminés en proportion de la participation de la Société dans la coentreprise. Pour ce qui est des produits ou des services que la Société vend à ses coentreprises, l'élimination des profits latents est prise en compte dans la valeur comptable de l'investissement dans les participations mises en équivalence à l'état consolidé de la situation financière et dans la quote-part du résultat net des participations mises en équivalence à l'état consolidé du résultat net.

### **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée aux fins de l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris et des parts de capitaux propres émises par la Société, s'il en est, à la date d'obtention du contrôle. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition, à l'exception des frais d'émission d'actions et de titres d'emprunt engagés aux fins de l'émission des instruments financiers inclus dans la contrepartie transférée, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et passifs identifiables repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue sa part détenue au préalable dans la société acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition et reconnaît le profit ou la perte résultant, s'il y a lieu, dans le résultat net.

Les contreparties éventuelles classées à titre de provisions sont évaluées à la juste valeur, les variations subséquentes de celle-ci étant comptabilisées en résultat net. Si une contrepartie éventuelle est classée dans les capitaux propres, elle n'est pas réévaluée avant son règlement définitif dans les capitaux propres.

Les renseignements nouveaux obtenus au cours de la période d'évaluation, jusqu'à 12 mois suivant la date d'acquisition, à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition auront une incidence sur la comptabilité d'acquisition.

### **Participations ne donnant pas le contrôle**

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les parts de capitaux propres dans des filiales appartenant à des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée à titre de composante des capitaux propres. Les variations de la participation de la Société dans des filiales qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions sur les capitaux propres.

La Société traite les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle comme des transactions avec les détenteurs de ses instruments de capitaux propres. Dans le cas des parts achetées auprès de participations ne donnant pas le contrôle, l'écart entre toute contrepartie payée et la quote-part acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est inscrit dans les capitaux propres. Les profits et les pertes à la cession de participations ne donnant pas le contrôle sont aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

### **Instruments financiers et relations de couverture**

#### ***Instruments financiers***

##### ***Actifs et passifs financiers***

Un instrument financier représente tout contrat qui crée un actif financier pour une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité. Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Lorsqu'il existe un écart entre la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue à la constatation initiale et le montant calculé à l'aide d'une technique d'évaluation, cet écart est comptabilisé immédiatement en résultat net, sauf s'il peut être comptabilisé dans un autre type d'actif ou de passif.

Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Les actifs financiers peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou instruments disponibles à la vente. Les passifs financiers peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net ou autres passifs financiers. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objectif pour lequel il a été acquis. Sauf dans de très rares circonstances, ce classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

##### ***Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net***

Les instruments financiers qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou repris principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

*Instrumentes détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et autres passifs financiers*

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le résultat de la période au cours de laquelle il est engagé.

*Disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente représentent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents, y compris les variations des taux de change liés aux actifs financiers non monétaires, sont constatés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés au résultat lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value est enregistrée. Les indications objectives de dépréciation d'un placement dans un instrument de capitaux propres comprennent une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du placement en deçà de son coût. Si la juste valeur d'un instrument de capitaux propres non coté ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, l'instrument est évalué au coût diminué des pertes de valeur. Les dividendes sont comptabilisés en résultat net lorsque le droit de paiement est établi.

Par conséquent, les classements suivants ont été établis :

- i) La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- ii) Les créances clients, les contrats en cours, les créances clients non courantes et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- iii) Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- iv) Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations au titre des redevances, sont classées dans les autres passifs financiers et sont toutes évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

*Coûts de transaction*

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

*Compensation d'actifs et de passifs financiers*

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

*Dépréciation des actifs financiers comptabilisés au coût amorti*

À chaque date de clôture, la valeur comptable des actifs financiers autres que ceux qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net est examinée pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes de valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti font l'objet de reprises dans les périodes subséquentes si le montant des réductions de pertes et la diminution peuvent être associés objectivement à un événement survenu après la constatation de la dépréciation.

*Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs*

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont survenus. L'évaluation est fondée sur la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est important pour la juste valeur prise dans son ensemble à la clôture de chaque période.

*Dérivés incorporés*

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. La Société peut contracter un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

**Comptabilité de couverture***Documentation*

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs et la stratégie de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture et pouvoir être évaluée de manière fiable. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les transactions de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts par rapport au risque couvert.

### **Méthode de comptabilisation**

La méthode de comptabilisation des profits et des pertes liés à la juste valeur dépend du classement des dérivés comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou de leur désignation comme instruments de couverture et, dans ce dernier cas, de la nature des risques couverts. Tous les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés non désignés comme couvertures sont inscrits en résultat net. Lorsque les dérivés sont désignés comme couvertures, la Société les classe comme :

- a) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur des actifs ou des passifs comptabilisés ou des engagements fermes (couvertures de juste valeur); ou
- b) couvertures de l'exposition aux variations hautement probables de flux de trésorerie, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé, à un engagement ferme ou à une transaction prévue (couvertures de flux de trésorerie); ou
- c) couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger.

### **Couverture de juste valeur**

Dans le cas des relations de couverture de juste valeur en cours, les profits ou pertes qui apparaissent à l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture dérivés sont comptabilisés en résultat net, et la valeur comptable des éléments couverts est rajustée pour tenir compte des profits et des pertes attribuables aux risques couverts, qui sont comptabilisés en résultat net.

### **Couverture de flux de trésorerie**

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, tandis que la portion inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat net. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Cependant, lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les profits et les pertes antérieurement comptabilisés aux autres éléments du résultat global sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers repris. En fin de compte, les montants différés sont comptabilisés en résultat net à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, lorsque la désignation est révoquée ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout profit ou perte cumulé comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global à ce moment y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé en résultat net. Lorsqu'il est probable qu'une transaction couverte ne surviendra pas, le cumul du profit ou de la perte qui était inscrit aux autres éléments du résultat global est immédiatement transféré en résultat net.

### **Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger**

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de la participation totale nette de CAE dans des établissements à l'étranger dont les activités sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du profit ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée aux autres éléments du résultat global et se limite aux différences de conversion sur la participation nette.

## **Décomptabilisation**

### **Actifs financiers**

Un actif financier (ou, le cas échéant, une composante d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires) est décomptabilisé dans les circonstances suivantes :

- Les droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré;
- La Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle sur l'actif.

### **Passifs financiers**

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est acquittée, annulée ou a expiré.

Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre instrument qui provient du même prêteur et qui est assorti de modalités substantiellement différentes, ou que les modalités d'un passif existant sont substantiellement modifiées, l'échange ou la modification est traité comme la décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est portée en résultat net.

## **Différences de conversion**

### **Établissements à l'étranger**

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens pour la période. Les différences de conversion qui en découlent sont incluses dans les autres éléments du résultat global. Les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes intersociétés à long terme faisant partie de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger et ceux provenant de la conversion de la dette libellée en monnaies étrangères désignée comme une couverture de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger sont également inclus dans les autres éléments du résultat global.

### Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat net, sauf s'ils sont différés aux autres éléments du résultat global en tant que couvertures admissibles de flux de trésorerie et de couvertures admissibles d'un investissement net.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à la date d'achat est de 90 jours ou moins.

### Créances clients

Les créances clients sont initialement inscrites à la juste valeur et sont par la suite comptabilisées au coût amorti diminué d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. Le montant de la provision correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimatifs, actualisés au taux d'intérêt effectif initial. La perte est comptabilisée en résultat net. Les recouvrements subséquents de montants ayant fait l'objet de provision ou ayant été radiés sont comptabilisés en résultat net.

La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend des participations indivises dans certains de ses créances clients et de ses actifs au titre de contrats en cours (programme portant sur des actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie dont le montant peut atteindre 150,0 millions \$, sans recours contre la Société. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des créances clients ou des contrats en cours.

### Stocks

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour générer les produits des activités ordinaires. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue la meilleure mesure de la valeur de réalisation nette.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué des amortissements cumulés et du cumul des pertes de valeur nettes. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la fabrication de l'élément. À la constatation initiale, le coût d'une immobilisation corporelle comprend, s'il y a lieu, l'estimation de la valeur actuelle initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située à la fin de sa durée d'utilité. Les logiciels acquis qui sont essentiels au fonctionnement du matériel connexe sont inscrits à l'actif au titre du matériel visé. Les coûts ultérieurs, comme ceux liés aux mises à niveau de dispositifs de formation, sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que le coût de l'immobilisation peut être évalué de manière fiable; sinon, ils sont comptabilisés en charges.

La Société inscrit une perte à la cession en résultat net lorsque la valeur comptable d'un élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est viré aux stocks. S'il est impossible de calculer la valeur comptable, le coût de remplacement et le cumul des amortissements calculés en fonction de ce coût seront utilisés aux fins de la décomptabilisation de la pièce remplacée. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle connexe, et le montant net est comptabilisé dans les autres profits et pertes.

Les diverses parties des immobilisations corporelles sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité présentent des différences importantes, et ces parties sont amorties séparément en résultat net. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location ou de leur durée d'utilité. Si l'acquisition de l'actif par la Société à la fin du contrat de location est raisonnablement assurée, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Mode	Taux d'amortissement / années
Immeubles et améliorations	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	De 2,5 % à 10 % / De 3 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement linéaire	De 2 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

## **Contrats de location**

La Société loue certaines immobilisations corporelles à des tiers et auprès de tiers. Les contrats de location selon lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est transférée sont classés comme des contrats de location-financement. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

### **La Société en tant que bailleur**

En ce qui concerne les contrats de location-financement, l'actif est décomptabilisé au début de la période de location. La valeur actuelle nette des paiements minimaux au titre de la location et toute valeur résiduelle non garantie actuelle sont inscrites dans les créances clients non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

### **La Société en tant que preneur**

Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif au début de la période de location au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les coûts directs initiaux engagés par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé à titre d'actif. Les obligations correspondantes sont prises en compte dans la dette à long terme. Les charges financières sont comptabilisées sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements effectués aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

### **Opérations de cession-bail**

Dans le cadre de sa stratégie de financement visant à soutenir les investissements dans les activités de formation et les services destinés à l'aviation civile et militaire, la Société conclut des transactions de cession-bail. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location-financement, tout excédent du produit de la vente sur la valeur comptable est différé et amorti sur la durée du contrat de location. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location simple et qu'il est clair que la transaction est réalisée à la juste valeur, tout profit ou perte est comptabilisé en résultat net. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, le manque à gagner est inscrit immédiatement en résultat net, sauf si la perte est compensée par des paiements futurs au titre de la location inférieurs au prix du marché; le manque à gagner est alors différé et amorti au prorata des paiements au titre de la location, sur la durée d'utilisation prévue de l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, l'excédent est différé et amorti sur la durée d'utilisation prévue de l'actif.

## **Immobilisations incorporelles**

### **Goodwill**

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales. Il correspond à l'excédent du coût d'acquisition total, y compris la meilleure estimation selon la Société de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et de la juste valeur revenant à la Société de la quote-part détenue au préalable dans l'entité acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition, par rapport à la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Les profits et les pertes à la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité vendue.

### **Recherche et développement (R-D)**

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont aussi comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, sauf s'ils remplissent tous les critères d'inscription à l'actif conformément à IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les frais de développement inscrits à l'actif sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt à être mis en service et il est pris en compte dans la charge de recherche et de développement.

### **Autres immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations incorporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle connexe et comptabilisés dans les autres profits et pertes.

**Amortissement**

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilité estimative, comme suit :

	Période d'amortissement (en années)
Frais de développement inscrits à l'actif	De 5 à 10
Relations clients	De 3 à 15
ERP et autres logiciels	De 3 à 10
Technologies	De 3 à 15
Autres immobilisations incorporelles	De 2 à 40

Les méthodes d'amortissement et les durées d'utilité sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

**Dépréciation d'actifs non financiers**

La valeur comptable des actifs non financiers amortissables de la Société est soumise à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le goodwill et les actifs qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout autre moment s'il existe un indice de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur recouvrable est calculée individuellement pour chaque actif, à l'exception des actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, l'UGT dont fait partie l'actif est utilisée pour calculer la valeur recouvrable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT, lesquels correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou aux secteurs du niveau précédent, qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient affectés à ces unités ou non.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un goodwill a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, le goodwill connexe est déprécié. Tout excédent du montant de la dépréciation par rapport au goodwill déprécié est comptabilisé au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'UGT visée. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

La Société évalue les pertes de valeur, autres que celles qui concernent le goodwill, pour déterminer les reprises possibles à chaque date de clôture. Une perte de valeur est reprise s'il existe un indice que la perte a diminué ou n'existe plus par suite de modifications des estimations ayant servi à calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise seulement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. De telles reprises sont constatées en résultat net.

**Coûts d'emprunt**

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé. Les coûts d'emprunt cessent d'être inscrits à l'actif lorsque l'actif est prêt à être utilisé. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net au titre des charges financières lorsque les emprunts sont contractés.

**Autres actifs****Liquidités soumises à restrictions**

En vertu de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et de certains regroupements d'entreprises, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

**Frais de financement différés**

Les frais de financement différés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties, lorsque des prélèvements sur certaines ou toutes les facilités sont probables, et les frais de financement différés liés aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

**Dettes fournisseurs et charges à payer**

Les dettes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisées à la juste valeur et par la suite évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## **Provisions**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre de pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Lorsqu'il existe plusieurs obligations semblables, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour les éteindre est déterminée pour l'ensemble de la catégorie d'obligations.

## **Dettes à long terme**

La dette à long terme est comptabilisée initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction engagés. Elle est par la suite comptabilisée au coût amorti. Tout écart entre le produit diminué des coûts de transaction et la valeur de remboursement est inscrit en résultat net sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités d'emprunt sont comptabilisés en tant que coûts de transaction liés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement des fonds. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité, les frais sont inscrits à l'actif à titre de paiement d'avance pour des services de liquidités et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

## **Capital-actions**

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en réduction, après impôts, du produit.

## **Comptabilisation des produits des activités ordinaires**

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le montant peut être évalué de manière fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que des critères précis ont été déterminés pour chaque catégorie, comme il est expliqué ci-après.

### **Accords de prestations multiples**

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de produits des activités ordinaires, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol et d'autres produits, des services de formation ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Lorsqu'une transaction de vente unique nécessite la livraison de plus d'un produit ou la prestation de plus d'un service (prestations multiples), les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont appliqués aux éléments identifiables séparément. Un élément est considéré comme identifiable séparément si l'élément livré a une valeur en soi pour le client et que la juste valeur du produit ou du service peut être évaluée de manière fiable.

La répartition des produits des activités ordinaires tirés d'un accord de prestations multiples se fait en fonction de la juste valeur de chaque élément par rapport à la juste valeur de l'accord dans son ensemble.

Les produits des activités ordinaires de la Société se divisent en deux grandes catégories aux fins comptables : les contrats de construction et les ventes de biens et services.

### **Contrats de construction**

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés en termes de conception, de technologie, de fonction, de finalité ou d'utilisation. En fonction de ses caractéristiques, un contrat de construction peut être comptabilisé séparément, divisé en plusieurs éléments, lesquels sont comptabilisés séparément ou combiné avec un autre contrat de construction afin de former un contrat de construction unique aux fins comptables, au titre duquel les produits des activités ordinaires et les charges seront comptabilisés.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsqu'il est probable que les avantages économiques découlant du contrat iront à la Société, le montant des produits des activités ordinaires, les coûts liés à l'exécution du contrat et le degré d'avancement à la clôture de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les coûts liés au contrat peuvent être identifiés clairement et évalués de manière fiable afin de permettre la comparaison des coûts réels avec les estimations précédentes. Le degré d'avancement est évalué en fonction des coûts liés à l'exécution du contrat engagés à la clôture de la période de communication de l'information, exprimés en pourcentage du total des coûts estimatifs liés à l'exécution du contrat. Lorsque les critères d'utilisation de la méthode de l'avancement des travaux ne sont pas réunis, les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les coûts liés à l'exécution du contrat engagés seront recouvrables.

Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des produits des activités ordinaires estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les produits des activités ordinaires sont constatés, d'après l'expérience acquise.

Le montant cumulatif des coûts engagés et des profits comptabilisés, diminués des pertes et de la facturation intermédiaire, est déterminé pour chaque contrat. Si ce montant est positif, il est classé aux contrats en cours : actifs; s'il est négatif, il est classé aux contrats en cours : passifs.

L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les produits des activités ordinaires correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

### **Ventes de biens et services**

#### *Accords concernant des logiciels*

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels prêts à l'emploi sont comptabilisés lorsque la livraison a eu lieu. Les produits des activités ordinaires tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux.

#### *Pièces de rechange*

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces de rechange sont essentiellement comptabilisés lors de la livraison au client. À la livraison, les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés et la Société ne continue pas à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés.

#### *Maintenance des produits*

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés en fonction du degré d'avancement de la transaction.

#### *Services de formation et de consultation*

Les produits des activités ordinaires tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsque les services sont rendus.

Pour les écoles de pilotage, les programmes de formation des élèves-pilotes sont offerts principalement par voie de cours de formation au sol et de vols sur des appareils. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en résultat net selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours de formation au sol, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

### **Autres**

#### *Incitatifs à la vente aux clients*

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes. Ces incitatifs sont portés en réduction des produits des activités ordinaires.

#### *Transactions non monétaires*

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les transactions non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

#### *Produits différés*

Les paiements en trésorerie reçus et les avances au titre des ententes contractuelles, à l'exception des contrats de construction, sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'à ce que tous les critères de comptabilisation des produits susmentionnés soient réunis.

### **Avantages du personnel**

#### **Régimes de retraite à prestations définies**

La Société a des régimes de retraite à prestations définies offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière.

L'actif ou le passif comptabilisé au titre de prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs du régime destinés à être utilisés pour éteindre les obligations. Les obligations au titre des prestations définies de chaque régime sont établies par calcul actuariel à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs estimatifs au taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la monnaie des prestations et dont la durée à l'échéance se rapproche de la durée de l'obligation connexe. Dans les pays où il n'existe pas un marché très actif pour ces obligations, les taux du marché pour des obligations gouvernementales sont utilisés.

La valeur de tout actif comptabilisé au titre des avantages du personnel ne peut excéder la valeur actuelle de tous les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime (plafonnement du coût entier de l'actif). Les exigences au titre de la capitalisation minimale peuvent donner lieu à un passif supplémentaire, dans la mesure où elles exigent le versement de cotisations pour compenser un manque à gagner existant. Les actifs des régimes ne peuvent être utilisés que pour capitaliser les avantages du personnel, sont hors de portée des créanciers de la Société et ne peuvent être payés directement à la Société. La juste valeur des actifs des régimes est fondée sur les cours du marché.

La Société détermine la charge d'intérêts nette ou le produit d'intérêts net par application du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies à l'ouverture de la période par rapport au montant net de l'actif ou du passif au titre des prestations définies.

Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et l'incidence de tout plafonnement du coût entier ou passif minimal sont comptabilisés aux autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le coût des services passés est comptabilisé en charges à mesure qu'il est engagé, à la plus rapprochée des dates suivantes : lors de la modification ou de la compression du régime, ou lorsque l'entité comptabilise les indemnités de cessation d'emploi connexes.

#### **Régimes de retraite à cotisations définies**

La Société offre aussi des régimes de retraite à cotisations définies au titre desquels la Société verse des cotisations fixes à des régimes d'assurance retraite privés ou publics sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. La Société ne contracte aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des montants supplémentaires si l'actif de la caisse ne suffit pas au paiement des prestations à tous les participants. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en résultat net dans les charges représentatives d'avantages du personnel à mesure que les services sont rendus.

#### **Indemnités de cessation d'emploi**

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque la Société s'est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, envers un plan officiel et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite, soit à octroyer des indemnités de cessation d'emploi à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les prestations de cessation d'emploi liées à des départs volontaires sont comptabilisées en charges, si la Société a fait une offre pour encourager les départs volontaires, en fonction du nombre de salariés qui ont accepté l'offre. Les prestations, échues plus de 12 mois après la date de clôture, sont actualisées à leur valeur actuelle.

#### **Transactions dont le paiement est fondé sur des actions**

Les régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est admissible en tant que régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier et les régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance, qui sont admissibles en tant que régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie. Les régimes assortis d'un calendrier s'entendent du régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT). Les régimes fondés sur la performance s'entendent du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT).

Pour les deux catégories, la juste valeur des services des salariés reçus en échange est comptabilisée en résultat net à titre de charge. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché dont sont assorties les transactions.

Dans le cas du régime réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur du coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période de service, une augmentation correspondante étant constatée dans le surplus d'apport. Le cumul des charges inscrites au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture représente la partie écoulee de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation selon la direction du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront acquis en définitive. Pour ce qui est des options dont l'acquisition des droits est graduelle, chaque tranche est considérée comme une attribution distincte dont la date d'acquisition et la juste valeur sont différentes, et les tranches sont comptabilisées séparément. Lorsque les options sont exercées, la Société émet de nouvelles actions et le produit reçu, après déduction des coûts de transaction directement attribuables, le cas échéant, est porté au crédit du capital-actions.

Dans le cas des régimes réglés en trésorerie, un passif correspondant est comptabilisé. La juste valeur des services des salariés reçus correspond à la multiplication du nombre de droits dont l'acquisition est prévue par la juste valeur d'un droit à la date d'attribution, d'après le cours du marché des actions ordinaires de la Société. La juste valeur du RA est tributaire des cotisations de la Société. Jusqu'au règlement du passif, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date de règlement, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat de la période. La Société a conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel est exposé son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA, ses RDDVA-LT et son RDNRC-LT.

## Impôts sur le résultat exigibles et différés

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée en résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est respectivement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant prévu devant être payé aux administrations fiscales ou récupéré auprès de celles-ci au titre du résultat fiscal de l'exercice, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales exercent des activités et génèrent un résultat imposable et de tout ajustement de la charge ou de l'avantage d'impôt concernant des exercices antérieurs.

La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable laisse place à l'interprétation. Des provisions sont constituées, au besoin, en fonction des montants prévus qui devront être payés aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé en fonction de la méthode du report variable, selon laquelle sont créées des différences temporaires entre la base fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable figurant dans les états financiers consolidés.

L'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporaires liées à des participations dans des filiales et aux entités sous contrôle conjoint, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée, aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer aux différences temporaires lorsqu'elles s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporaires déductibles et du report en avant des pertes fiscales non utilisées. La comptabilisation des actifs d'impôt différé est limitée au montant dont la réalisation est probable.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture, et leur montant est réduit dans la mesure où il n'est plus probable qu'un actif d'impôt différé soit réalisé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un actif d'impôt différé non comptabilisé soit réalisé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

## Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de R-D sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du résultat net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement inscrits à l'actif sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net. Les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouverts après 12 mois sont classés dans les autres actifs.

## Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant la période. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif qu'aurait l'exercice d'instruments ou d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires ou leur conversion en actions ordinaires à l'ouverture de la période ou à la date d'émission si elle est ultérieure, à moins que cela ait un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions. Cette méthode consiste à prendre en compte l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice des options dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que le produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période. Seules les options sur actions de la Société sont potentiellement dilutives pour les actions ordinaires.

## Aide gouvernementale

Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les contributions seront reçues et que la Société respectera toutes les conditions qui s'y rattachent. L'aide gouvernementale liée à l'acquisition d'immobilisations incorporelles est portée en diminution du coût de l'actif connexe, tandis que celle liée aux charges courantes est portée en diminution des charges connexes.

La Société bénéficie de crédits d'impôt à l'investissement qui sont réputés équivalents à des contributions gouvernementales. La Société reçoit des contributions d'Investissement Québec (IQ) relativement au *Projet Nouveaux marchés principaux* pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D. Elle a aussi reçu au cours d'exercices antérieurs des contributions pour le *Projet Phoenix* aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'IQ.

La Société doit verser des redevances au titre du *Projet Nouveaux marchés principaux* et du *Projet Phoenix*. L'obligation de payer des redevances (désignée obligation au titre des redevances) est comptabilisée dès que l'aide gouvernementale est à recevoir et est déterminée selon les projections futures. L'obligation est actualisée au moyen des taux d'intérêt du marché en vigueur à cette date pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. La partie courante est incluse dans les charges à payer. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actuelle de l'obligation au titre des redevances est comptabilisé en tant qu'aide gouvernementale et porté en diminution des charges connexes ou du coût de l'actif connexe.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au *Projet Falcon* et au *Projet Innover* à titre de dette à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actuelle est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.

### **Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses**

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

### **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur en interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

### **Frais de développement**

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

### **Dépréciation d'actifs non financiers**

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes (niveau 3) de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Voir la note 20 pour plus de détails sur les hypothèses utilisées.

### **Comptabilisation des produits des activités ordinaires**

Cette méthode oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et des produits des activités ordinaires sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

### **Régimes de retraite à prestations définies**

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent notamment des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 14 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

### **Remboursements d'aide gouvernementale**

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 9 % en fonction de la période estimative des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 6 % à 13 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 9,9 millions \$ (9,4 millions \$ en 2014) de l'obligation au titre des redevances au 31 mars 2015.

### **Paiements fondés sur des actions**

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

### **Impôt sur le résultat**

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la Société dégage un bénéfice imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

## **NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**

### **Modifications de méthodes comptables**

#### **Secteurs opérationnels**

Le 1<sup>er</sup> avril 2014, la Société a modifié ses secteurs opérationnels. Les anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil et les anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire ont été regroupés et forment désormais le secteur Défense et sécurité. Cette décision découle des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre les secteurs opérationnels de la Société à son approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux a été renommé Santé, à la suite de la décision de la Société de vendre son entreprise du secteur minier (voir la note 3). Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance, et dont elle attribue les ressources. La Société estime donc que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées en interne. Cette modification a été apportée sur une base rétrospective, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. L'information relative aux secteurs opérationnels a été retraitée afin d'être conforme aux nouveaux secteurs opérationnels (voir la note 30).

Au 31 mars 2015, la Société a renommé son secteur Simulation et formation – Civil pour Solutions de formation pour l'aviation civile.

## Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2015 n'ont aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

## Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

### Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. La modification clarifie la comptabilisation des cotisations des employés ou de tierces parties aux régimes à prestations définies. La modification, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2015, ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

### Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017; l'application anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### Instruments financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

## NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

En juin 2014, la Société a décidé de vendre son entreprise du secteur minier à la suite d'une décision de concentrer ses ressources et ses investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées dans ses trois autres secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. Les actifs et passifs concernés, auparavant présentés dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, ont été classés comme détenus en vue de la vente.

Les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

	2015
Actifs courants <sup>1)</sup>	15,8 \$
Immobilisations incorporelles	42,9
Autres actifs non courants	2,5
Actifs détenus en vue de la vente	61,2 \$
Passifs courants	12,9 \$
Autres passifs non courants	1,3
Passifs détenus en vue de la vente	14,2 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	47,0 \$

<sup>1)</sup> Comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

	2015	2014
Produits des activités ordinaires	34,6 \$	37,0 \$
Charges	31,4	34,3
Résultat avant impôt sur le résultat et évaluation à la juste valeur	3,2 \$	2,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1,7	1,0
Résultat avant évaluation à la juste valeur	1,5 \$	1,7 \$
Perte sur évaluation à la juste valeur des actifs détenus en vue de la vente	1,0	-
Produit d'impôt sur le résultat	(0,1)	-
Résultat des activités abandonnées	0,6 \$	1,7 \$

	2015	2014
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(1,6) \$	0,1 \$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(2,6)	(5,2)

**NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS**

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

	2015	2014
Créances clients courantes	170,6 \$	178,4 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	52,9	43,3
31-60 jours	10,9	17,2
61-90 jours	12,8	14,0
Plus de 90 jours	58,9	55,5
Provision pour créances douteuses	(15,6)	(13,8)
Total des créances clients	290,5 \$	294,6 \$
Créances clients non facturées	103,0	84,4
Montants à recevoir de parties liées (note 32)	28,7	30,1
Autres créances clients	45,8	44,8
Total des créances clients	468,0 \$	453,9 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

	2015	2014
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de l'exercice	(13,8) \$	(9,8) \$
Ajouts (note 30)	(7,4)	(5,6)
Sorties	1,5	1,0
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises (note 30)	3,5	1,6
Différences de conversion	0,3	(1,0)
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	0,3	-
Provision pour créances douteuses à la clôture de l'exercice	(15,6) \$	(13,8) \$

**NOTE 5 – STOCKS**

	2015	2014
Travaux en cours	137,2 \$	129,7 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	100,1	89,8
	237,3 \$	219,5 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

	2015	2014
Travaux en cours	110,4 \$	79,1 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	79,8	69,7
	190,2 \$	148,8 \$

## NOTE 6 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location- financement	Actifs en construc- tion	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	26,0 \$	176,5 \$	637,1 \$	47,4 \$	16,5 \$	129,8 \$	109,5 \$	1 142,8 \$
Ajouts <sup>1)</sup>	-	13,7	6,5	13,3	4,0	-	119,9	157,4
Acquisition d'actifs visés par des contrats de location-financement	-	-	-	-	-	33,4	-	33,4
Cessions	(2,2)	(2,5)	(2,9)	-	(2,2)	-	-	(9,8)
Dotations aux amortissements <sup>1)</sup>	-	(14,6)	(51,0)	(15,3)	(2,2)	(16,4)	-	(99,5)
Perte de valeur	-	(0,6)	-	-	-	-	-	(0,6)
Transferts et autres	-	4,6	72,0	3,6	(0,1)	(2,1)	(78,5)	(0,5)
Différences de conversion	2,7	15,1	77,9	3,4	0,8	12,9	5,2	118,0
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	26,5 \$	192,2 \$	739,6 \$	52,4 \$	16,8 \$	157,6 \$	156,1 \$	1 341,2 \$
Ajouts	0,1	0,4	31,2	16,6	6,6	-	89,3	144,2
Cessions de filiales	-	(0,6)	(0,6)	(0,3)	(5,8)	-	-	(7,3)
Acquisition d'actifs visés par des contrats de location-financement	-	-	-	-	-	17,8	-	17,8
Cessions	(3,8)	(1,4)	(0,3)	-	(0,9)	-	-	(6,4)
Dotations aux amortissements	-	(15,5)	(58,4)	(15,5)	(2,2)	(16,5)	-	(108,1)
(Perte de valeur) reprise de perte de valeur	-	0,3	-	-	-	-	-	0,3
Transferts et autres	-	15,9	124,9	0,1	4,6	3,2	(141,9)	6,8
Différences de conversion	1,2	10,5	44,7	0,3	-	12,2	5,1	74,0
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	(1,3)	-	-	-	(1,3)
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2015</b>	<b>24,0 \$</b>	<b>201,8 \$</b>	<b>881,1 \$</b>	<b>52,3 \$</b>	<b>19,1 \$</b>	<b>174,3 \$</b>	<b>108,6 \$</b>	<b>1 461,2 \$</b>

<sup>1)</sup> Comprend les montants liés aux activités abandonnées.

	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location- financement	Actifs en construc- tion	Total
Coût	26,5 \$	336,4 \$	1 013,3 \$	224,8 \$	23,7 \$	261,3 \$	156,1 \$	2 042,1 \$
Cumul des amortissements	-	(144,2)	(273,7)	(172,4)	(6,9)	(103,7)	-	(700,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	26,5 \$	192,2 \$	739,6 \$	52,4 \$	16,8 \$	157,6 \$	156,1 \$	1 341,2 \$
Coût	24,0 \$	356,1 \$	1 214,7 \$	226,6 \$	23,6 \$	292,2 \$	108,6 \$	2 245,8 \$
Cumul des amortissements	-	(154,3)	(333,6)	(174,3)	(4,5)	(117,9)	-	(784,6)
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2015</b>	<b>24,0 \$</b>	<b>201,8 \$</b>	<b>881,1 \$</b>	<b>52,3 \$</b>	<b>19,1 \$</b>	<b>174,3 \$</b>	<b>108,6 \$</b>	<b>1 461,2 \$</b>

Au 31 mars 2015, la période d'amortissement résiduelle moyenne des simulateurs de vol est de 11,6 ans (11,5 ans en 2014).

Au 31 mars 2015, les emprunts bancaires étaient garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur de 13,6 millions \$ (13,0 millions \$ en 2014).

La Société loue des immobilisations corporelles à des tiers. Les montants minimaux futurs à recevoir au titre de ces contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

	2015	2014
Un an ou moins	18,6 \$	23,7 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	45,9	49,1
Plus de cinq ans	25,8	24,9
	<b>90,3 \$</b>	<b>97,7 \$</b>

Au 31 mars 2015, la valeur comptable nette des simulateurs loués à des tiers s'établissait à 31,8 millions \$ (23,4 millions \$ en 2014).

Les actifs visés par des contrats de location-financement, dont l'échéance varie entre juillet 2015 et octobre 2036, sont présentés ci-après, par catégorie :

	2015	2014
<b>Simulateurs</b>		
Coût	228,3 \$	223,5 \$
Cumul des amortissements	(100,9)	(89,1)
Valeur comptable nette	127,4 \$	134,4 \$
<b>Immeubles</b>		
Coût	63,9 \$	37,2 \$
Cumul des amortissements	(17,0)	(14,0)
Valeur comptable nette	46,9 \$	23,2 \$
<b>Matériel et outillage</b>		
Coût	- \$	0,6 \$
Cumul des amortissements	-	(0,6)
Valeur comptable nette	- \$	- \$
<b>Valeur comptable nette totale</b>	<b>174,3 \$</b>	<b>157,6 \$</b>

## NOTE 7 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Goodwill (note 20)	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations clients	ERP et autres logiciels	Techno- logies	Autres immobi- lisations incorpo- relles	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	452,0 \$	104,5 \$	116,0 \$	65,4 \$	24,7 \$	31,8 \$	794,4 \$
Ajouts – développement en interne <sup>1)</sup>	-	48,1	-	13,6	-	-	61,7
Ajouts – acquisition distincte	-	-	2,9	-	-	0,1	3,0
Acquisition de filiales	0,3	-	-	-	-	-	0,3
Dotation aux amortissements <sup>1)</sup>	-	(12,2)	(14,5)	(12,8)	(4,0)	(3,5)	(47,0)
Transferts et autres	-	(7,9)	-	(2,4)	-	0,3	(10,0)
Différences de conversion	50,2	1,5	10,7	0,6	1,8	3,5	68,3
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2014</b>	<b>502,5 \$</b>	<b>134,0 \$</b>	<b>115,1 \$</b>	<b>64,4 \$</b>	<b>22,5 \$</b>	<b>32,2 \$</b>	<b>870,7 \$</b>
Ajouts – développement en interne	-	41,5	-	19,9	-	-	61,4
Ajouts – acquisition distincte	-	-	1,7	-	0,7	0,5	2,9
Cessions de filiales	(2,2)	-	(3,1)	-	-	(1,3)	(6,6)
Dotation aux amortissements	-	(16,7)	(14,4)	(13,1)	(3,9)	(2,7)	(50,8)
Transferts et autres	-	(5,4)	(0,2)	(2,3)	(0,1)	(0,4)	(8,4)
Différences de conversion	14,0	0,9	(0,1)	0,9	2,1	0,6	18,4
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	(26,9)	(10,5)	(2,5)	-	(2,3)	(0,7)	(42,9)
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2015</b>	<b>487,4 \$</b>	<b>143,8 \$</b>	<b>96,5 \$</b>	<b>69,8 \$</b>	<b>19,0 \$</b>	<b>28,2 \$</b>	<b>844,7 \$</b>

<sup>1)</sup> Comprend des montants liés aux activités abandonnées.

	Goodwill	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations clients	ERP et autres logiciels	Techno- logies	Autres immobi- lisations incorpo- relles	Total
Coût	502,5 \$	187,8 \$	163,9 \$	130,5 \$	44,8 \$	55,7 \$	1 085,2 \$
Cumul des amortissements	-	(53,8)	(48,8)	(66,1)	(22,3)	(23,5)	(214,5)
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	502,5 \$	134,0 \$	115,1 \$	64,4 \$	22,5 \$	32,2 \$	870,7 \$
Coût	487,4 \$	212,9 \$	158,4 \$	149,3 \$	45,8 \$	55,4 \$	1 109,2 \$
Cumul des amortissements	-	(69,1)	(61,9)	(79,5)	(26,8)	(27,2)	(264,5)
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2015</b>	<b>487,4 \$</b>	<b>143,8 \$</b>	<b>96,5 \$</b>	<b>69,8 \$</b>	<b>19,0 \$</b>	<b>28,2 \$</b>	<b>844,7 \$</b>

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, une dotation aux amortissements a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 34,1 millions \$ (33,7 millions \$ en 2014), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 15,3 millions \$ (9,9 millions \$ en 2014) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 1,4 million \$ (1,6 million \$ en 2014).

Au 31 mars 2015, la période d'amortissement résiduelle moyenne des frais de développement inscrits à l'actif est de 5,8 ans (5,5 ans en 2014).

Les frais de développement inscrits à l'actif et ERP et autres logiciels comprennent essentiellement des immobilisations incorporelles générées en interne.

La Société n'a pas d'autres immobilisations incorporelles à durée indéterminée que le goodwill.

**NOTE 8 – AUTRES ACTIFS**

	2015	2014
Liquidités soumises à restrictions	23,7 \$	24,1 \$
Loyers payés d'avance à un placement de portefeuille	55,0	78,6
Investissement dans un placement de portefeuille	1,6	1,5
Acomptes consentis à un placement de portefeuille	47,7	50,2
Créances non courantes	117,2	92,9
Crédits d'impôt à l'investissement	159,5	138,1
Frais de financement différés	3,1	3,8
Autres	8,4	10,9
	<b>416,2 \$</b>	<b>400,1 \$</b>

La valeur actuelle des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location, qui sont pris en compte dans les créances clients courantes et non courantes, s'établit comme suit :

	2015	2014
Investissement brut dans des contrats de location-financement	164,0 \$	97,6 \$
Déduire : produits financiers non gagnés	69,1	40,8
Déduire : valeurs résiduelles non garanties actualisées des actifs loués	4,0	0,9
Valeur actualisée des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location	<b>90,9 \$</b>	<b>55,9 \$</b>

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

	2015		2014	
	Investissement brut	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	Investissement brut	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location
Un an ou moins	7,2 \$	3,9 \$	3,0 \$	2,1 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	35,9	14,3	17,6	7,8
Plus de cinq ans	120,9	72,7	77,0	46,0
	<b>164,0 \$</b>	<b>90,9 \$</b>	<b>97,6 \$</b>	<b>55,9 \$</b>

**NOTE 9 – DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER**

	2015	2014
Dettes fournisseurs	276,0 \$	288,1 \$
Charges à payer	305,3	255,1
Produits différés	128,8	117,3
Montants à payer à des parties liées (note 32)	13,9	16,3
Partie courante des obligations relatives aux redevances	8,7	8,2
	<b>732,7 \$</b>	<b>685,0 \$</b>

**NOTE 10 – CONTRATS EN COURS**

	2015	2014
Contrats en cours : actifs	309,8 \$	256,4 \$
Contrats en cours : passifs	(154,6)	(167,4)
Contrats en cours : actif net	155,2 \$	89,0 \$

Les contrats en cours se détaillent comme suit :

	2015	2014
Montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés à ce jour	3 411,9 \$	3 128,8 \$
Déduire : facturations	3 256,7	3 035,6
Déduire : montants vendus	-	4,2
Contrats en cours : actif net	155,2 \$	89,0 \$

Les dépôts de clients au titre de contrats de construction dont les travaux ne sont pas encore en cours totalisaient 11,4 millions \$ au 31 mars 2015 (31,7 millions \$ en 2014). Les produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction comptabilisés pour l'exercice 2015 ont totalisé 824,4 millions \$ (763,4 millions \$ en 2014).

**NOTE 11 – PROVISIONS****Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs**

Dans certains cas, des simulateurs sont installés dans des emplacements qui n'appartiennent pas à la Société, et celle-ci a parfois une obligation de démantèlement et d'enlèvement des simulateurs ainsi que de remise en état des lieux. Une provision est constituée à l'égard de la valeur actuelle des coûts estimatifs qui seront nécessaires au démantèlement et à l'enlèvement des simulateurs de même qu'à la remise en état des lieux. La provision comprend également des montants liés aux terrains et aux immeubles loués lorsque l'engagement de coûts de remise en état à la fin de la période de location est prévu par contrat. Si ces coûts sont consécutifs à des dépenses d'investissement en immobilisations, ces coûts de remise en état des lieux sont également inscrits à l'actif.

**Restructuration**

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de départ et autres frais connexes.

**Réclamations en justice**

Ce montant représente une provision constituée à l'égard de certaines réclamations en justice déposées contre la Société. La dotation à la provision est comptabilisée en résultat net au poste Frais de vente, généraux et d'administration. La direction, au mieux de sa connaissance, est d'avis que l'issue de ces réclamations en justice ne se traduira pas par une perte significative en sus du montant de la provision au 31 mars 2015.

**Garanties**

Une provision est constituée à l'égard des réclamations prévues au titre des garanties couvrant les produits vendus, en fonction de l'expérience passée en matière de réparations et de retours. La Société s'attend à ce que ces coûts soient engagés en majorité durant le prochain exercice. Les hypothèses ayant servi au calcul de la provision pour garanties sont fondées sur le niveau actuel des ventes et sur les informations disponibles quant aux retours en fonction de la période de garantie des produits vendus.

**Contreparties éventuelles**

Les contreparties éventuelles découlant de regroupements d'entreprises sont classées à titre de provisions si le produit comprend un accord de contrepartie éventuelle.

Les modifications apportées aux provisions sont présentées ci-après :

	Remise en état et enlèvement	Restructuration	Réclamations en justice	Garanties	Contrepartie éventuelle	Autres provisions	Total
Total des provisions à l'ouverture de l'exercice	4,3 \$	13,1 \$	0,8 \$	5,8 \$	2,9 \$	8,1 \$	35,0 \$
Ajouts	1,6	-	-	7,6	-	4,8	14,0
Montants utilisés	-	(7,7)	(0,2)	(8,0)	(1,0)	(6,7)	(23,6)
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	(0,3)	-	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(1,7)	(2,6)
Désactualisation	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Différences de conversion	0,3	(0,7)	0,1	-	(0,1)	(0,3)	(0,7)
Transferts aux passifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)
<b>Total des provisions à la clôture de l'exercice</b>	<b>5,9 \$</b>	<b>4,7 \$</b>	<b>0,5 \$</b>	<b>5,3 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>4,2 \$</b>	<b>22,1 \$</b>
<b>Déduire : partie courante</b>	<b>2,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,1</b>	<b>5,3</b>	<b>1,0</b>	<b>4,2</b>	<b>17,5</b>
<b>Partie non courante</b>	<b>3,7 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>0,4 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>0,5 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>4,6 \$</b>

## NOTE 12 – FACILITÉS D'EMPRUNT

Le tableau qui suit présente la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction :

	2015	2014
Total de la dette avec recours	<b>1 225,8 \$</b>	1 130,3 \$
Total de la dette sans recours <sup>1)</sup>	<b>54,0</b>	38,2
Total de la dette à long terme	<b>1 279,8 \$</b>	1 168,5 \$
Déduire : Partie courante de la dette à long terme	<b>33,7</b>	23,8
Déduire : Partie courante des contrats de location-financement	<b>21,8</b>	26,8
	<b>1 224,3 \$</b>	1 117,9 \$

<sup>1)</sup> La dette sans recours est une dette d'une filiale, pour laquelle le recours est limité à l'actif, aux capitaux propres, à la participation et à l'engagement de cette filiale et non à ceux de CAE inc.

La dette avec recours se détaille comme suit :

	2015	2014
i) Billets de premier rang (125,0 \$ et 225,0 \$ US échéant entre décembre 2019 et décembre 2027), taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une marge pour une tranche de 50,0 millions \$; taux d'intérêt allant de 3,59 % à 4,15 % pour les montants restants de 75,0 \$ et de 225,0 \$ US	<b>410,4 \$</b>	373,7 \$
ii) Billets de premier rang (15,0 \$ et 45,0 \$ US échéant en juin 2016 et 60,0 \$ US échéant en juin 2019), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fusionné moyen de 7,16 %	<b>145,9</b>	128,6
iii) Billets de premier rang (100,0 \$ US échéant en août 2021 et 50,0 \$ US échéant en août 2026), versements semestriels d'intérêt en août et en février au taux fusionné moyen de 4,47 %	<b>190,2</b>	165,8
iv) Facilités de crédit à terme non garanties renouvelables échéant en octobre 2018	<b>22,8</b>	54,3
v) Obligations découlant de contrats de location-financement, échéant à diverses dates entre juillet 2015 et octobre 2036, taux d'intérêt variant de 2,75 % à 10,68 %	<b>181,2</b>	159,2
vi) Emprunt à terme venu à échéance en juin 2014 (1,5 \$ US et 0,7 £ en 2014) Emprunt à terme échéant en juin 2018 de 36,9 \$ US et 7,1 £ (43,2 \$ US et 8,5 £ en 2014) Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 7,98 % (7,98 % en 2014)	<b>58,8</b>	61,7
vii) Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2029	<b>145,8</b>	139,1
viii) Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2035	<b>29,3</b>	1,3
ix) Emprunt à terme échéant en janvier 2020 de 3,2 € (3,6 € en 2014), taux d'intérêt variable fondé sur le taux EURIBOR majoré d'une marge	<b>4,2</b>	5,3
x) Facilité de crédit échéant en janvier 2020 de 0,4 \$ et 274,2 roupies (1,4 \$ et 294,2 roupies en 2014), portant intérêt sur la base des taux d'intérêt variables en Inde en vigueur au moment de chaque prélèvement	<b>6,0</b>	6,8
xi) Emprunt à terme échéant en octobre 2020 de 11,9 \$ US (13,7 \$ US en 2014), taux d'intérêt fixe de 4,14 %	<b>15,1</b>	15,1
xii) Autres dettes, échéant à diverses dates entre mars 2016 et mars 2024, taux d'intérêt moyen d'environ 1,34 %	<b>16,1</b>	16,6
Total de la dette avec recours, montant net	<b>1 225,8 \$</b>	1 130,3 \$

- i) Représente des billets de premier rang non garantis de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- ii) Représente des billets de premier rang non garantis de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- iii) Représente des billets de premier rang non garantis de 150,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- iv) Représente des facilités de crédit à terme non garanties renouvelables. Le montant disponible de la facilité de crédit est de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. La facilité est assortie de clauses restrictives qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par le classement Standard & Poor's.
- v) Ces contrats de location-financement se rapportent à la location de divers immeubles, simulateurs, matériel et outillage.
- À l'exercice 2015, la Société a conclu et renouvelé divers contrats de location-financement visant la location d'un immeuble au Brunei et de simulateurs en Europe. Les obligations relatives à ces contrats de location-financement s'établissent à 34,5 millions \$ au 31 mars 2015.
- vi) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile. La tranche A a été remboursée en totalité en juin 2014 tandis que la tranche B est remboursée par versements trimestriels de capital et d'intérêt.
- vii) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada au titre du projet Falcon, un programme de R-D qui a pris fin à la clôture de l'exercice 2014, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant total constaté à la fin de l'exercice 2015 s'est établi à 250,0 millions \$ (250,0 millions \$ en 2014) (voir la note 1). La valeur actuelle de la dette comptabilisée était de 145,8 millions \$ au 31 mars 2015 (139,1 millions \$ en 2014).
- viii) À l'exercice 2014, la Société a conclu une obligation à long terme portant intérêt avec le gouvernement du Canada relative au Projet Innovar, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant comptabilisé à l'exercice 2015 a totalisé 58,7 millions \$ (2,7 millions \$ en 2014). La valeur actualisée de la dette comptabilisée s'établissait à 29,3 millions \$ au 31 mars 2015 (1,3 million \$ en 2014).
- ix) Représente une convention d'emprunt de 4,2 millions \$ (3,2 millions €) [5,3 millions \$ (3,6 millions €) en 2014] aux fins du financement d'une filiale de la Société.
- x) Représente une facilité de financement visant certaines des activités de la Société en Inde. La facilité de financement comprend un emprunt à terme pouvant atteindre 8,6 millions \$ (470,0 millions de roupies) et des facilités de fonds de roulement pouvant atteindre 2,3 millions \$ (125,0 millions de roupies). Les prélèvements peuvent être effectués en roupies ou dans toute autre monnaie importante qui est acceptable pour le prêteur.
- xi) Représente un emprunt à terme en vue du financement de simulateurs.
- xii) Les autres dettes comprennent une facilité non garantie assurant le financement des coûts de mise en place du système ERP. La facilité sera remboursée au moyen de versements mensuels sur sept ans à compter de la fin du premier mois suivant chaque prélèvement trimestriel. Les autres dettes comprennent également des obligations en soutien desquelles des lettres de crédit au montant de l'encours des prêts ont été émises, soit 11,0 millions \$ US (11,0 millions \$ US en 2014). Le taux d'intérêt combiné de ces obligations s'établit à 0,90 % (1,79 % en 2014).

La dette sans recours se détaille comme suit :

	2015	2014
i) Emprunt à terme échéant en octobre 2016 de 0,8 £ (1,1 £ en 2014), taux d'intérêt au taux LIBOR majoré de 1,05 %	1,5 \$	1,9 \$
ii) Emprunt à terme échéant en mars 2028 de 41,7 \$ US (33,1 \$ US en 2014), taux d'intérêt au taux LIBOR majoré de 2,50 %	52,5	36,3
<b>Total de la dette sans recours, montant net</b>	<b>54,0 \$</b>	<b>38,2 \$</b>

- i) La facilité de crédit servant à financer le programme MSH de la Société pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni comporte un emprunt à terme qui est garanti par les actifs de la filiale et qui doit être remboursé semestriellement jusqu'en 2016. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 0,5 million £ au 31 mars 2015 (0,9 million £ en 2014) au terme duquel le taux d'intérêt a été fixé à 6,31 %. La valeur comptable des actifs donnés en garantie de la facilité de crédit s'établissait à 75,6 millions £ au 31 mars 2015 (85,2 millions £ en 2014).
- ii) Représente le financement garanti sans recours visant un emprunt à terme pour le financement d'un centre de formation au Brunei. La filiale a également accès à un montant additionnel de 12,0 millions \$ US sous forme de lettres de crédit.

Les versements exigibles en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2015	2014
Un an ou moins	34,3 \$	24,5 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	388,1	240,4
Plus de cinq ans	680,4	749,1
Total des versements requis	1 102,8 \$	1 014,0 \$
Déduire : coûts de transaction	4,2	4,7
	1 098,6 \$	1 009,3 \$

La valeur actuelle des obligations au titre de contrats de location-financement s'établit comme suit :

	2015	2014
Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location	260,5 \$	228,1 \$
Déduire : charges financières futures au titre des contrats de location-financement	70,9	61,1
Déduire : valeurs résiduelles garanties actualisées des actifs loués	8,4	7,8
Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	181,2 \$	159,2 \$

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

	2015		2014	
	Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location
Un an ou moins	31,9 \$	21,8 \$	35,8 \$	26,8 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	114,1	77,9	85,4	59,0
Plus de cinq ans	114,5	81,5	106,9	73,4
	260,5 \$	181,2 \$	228,1 \$	159,2 \$

Au 31 mars 2015, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

### NOTE 13 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers financent une portion des coûts, en fonction des dépenses engagées par la Société, de certains programmes de R-D concernant l'expertise en services de modélisation, de simulation et de formation.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé le *Projet Falcon*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans. L'objectif du *Projet Falcon* était de développer des technologies en matière de modélisation et de simulation de la Société, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter ses capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Falcon* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité. Le *Projet Falcon* a pris fin le 31 mars 2014.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a annoncé le *Projet Nouveaux marchés principaux*, un programme de R-D d'une durée de sept ans. L'objectif est de tirer parti du savoir-faire de la Société en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans de nouveaux marchés comme celui des soins de santé et celui des mines. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice 2014, la Société a annoncé le *Projet Innovover*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innovover* est de développer et d'améliorer les technologies existantes de la Société en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier sa gamme de services. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Innovover* au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'ISAD.

Se reporter aux notes 1 et 12 pour plus de détails sur les obligations relatives aux redevances et à la dette.

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets *Falcon*, *Nouveaux marchés principaux* et *Innover* sont présentés dans le tableau suivant :

	2015	2014
Montant à recevoir à l'ouverture de l'exercice	5,0 \$	5,8 \$
Contributions	31,7	19,3
Paievements reçus	(27,9)	(20,1)
Montant à recevoir à la clôture de l'exercice	8,8 \$	5,0 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

	2015	2014
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	- \$	3,0 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,9	3,4
Projet Innover	10,2	0,9
Contributions créditées au résultat :		
Projet Falcon	-	10,0
Projet Nouveaux marchés principaux	2,2	1,5
Projet Innover	18,4	0,5
Total des contributions :		
Projet Falcon	- \$	13,0 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	3,1	4,9
Projet Innover	28,6	1,4

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

## NOTE 14 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

### Régimes à prestations définies

La Société offre deux régimes de retraite par capitalisation à prestations définies agréés au Canada (un aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen de fin de carrière. La Société offre également des régimes de retraite par capitalisation pour les salariés des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Norvège qui offrent des prestations en fonction de dispositions similaires.

Les cotisations annuelles de la Société, qui visent à capitaliser les prestations constituées au cours de l'exercice, les déficits liés aux exercices antérieurs et la situation financière des régimes, sont déterminées en fonction des évaluations actuarielles. Les lois sur les retraites applicables prévoient des exigences de capitalisation minimale.

En outre, la Société a des régimes non capitalisés au Canada, en Allemagne et en Norvège offrant des prestations définies fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Ces régimes sans capitalisation sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Au 31 mars 2015, les obligations au titre des régimes sans capitalisation à prestations définies s'élevaient à 75,8 millions \$ (66,0 millions \$ en 2014), et la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 51,3 millions \$ (53,0 millions \$ en 2014) pour garantir ses obligations au titre du régime au Canada.

Les régimes par capitalisation sont des caisses administrées par des fiduciaires. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par les lois locales et les pratiques de chaque pays, comme l'est la nature de la relation entre la Société et les fiduciaires de même que leur composition. La responsabilité de la gouvernance des régimes, y compris les décisions de placement et les calendriers de cotisations, incombe conjointement à la Société et au conseil des fiduciaires.

À l'exercice 2015, la Société a modifié le salaire maximal et le taux d'accumulation relatifs à son régime de retraite par capitalisation aux Pays-Bas par suite de l'évolution des lois locales. En conséquence, un profit sur services passés de 1,6 million \$ a été comptabilisé en résultat net.

À l'exercice 2014, la Société a temporairement modifié sa disposition de retraite anticipée. En conséquence, un coût des services passés de 1,0 million \$ a été comptabilisé en résultat net.

Les obligations au titre des avantages du personnel s'établissent comme suit :

	2015	2014
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation	<b>520,9 \$</b>	406,9 \$
Juste valeur des actifs des régimes	<b>411,0</b>	357,4
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation – montant net	<b>109,9</b>	49,5
Obligations au titre des prestations définies des régimes sans capitalisation	<b>75,8</b>	66,0
Obligations au titre des avantages du personnel	<b>185,7 \$</b>	115,5 \$

Les variations des obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation et de la juste valeur des actifs des régimes sont les suivantes :

	2015			2014		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	<b>349,8 \$</b>	<b>57,1 \$</b>	<b>406,9 \$</b>	330,9 \$	46,8 \$	377,7 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	<b>18,5</b>	<b>1,9</b>	<b>20,4</b>	17,8	1,7	19,5
Coût financier	<b>16,0</b>	<b>1,9</b>	<b>17,9</b>	14,0	1,8	15,8
Coût des services passés	-	<b>(1,6)</b>	<b>(1,6)</b>	1,0	-	1,0
Écart actuariel découlant de ce qui suit :						
Ajustements liés à l'expérience	<b>6,0</b>	<b>(2,9)</b>	<b>3,1</b>	5,8	(1,1)	4,7
Hypothèses économiques	<b>70,0</b>	<b>20,8</b>	<b>90,8</b>	(24,1)	0,5	(23,6)
Hypothèses démographiques	-	<b>(0,2)</b>	<b>(0,2)</b>	13,5	1,2	14,7
Cotisations salariales	<b>5,5</b>	<b>0,4</b>	<b>5,9</b>	5,1	0,3	5,4
Prestations de retraite versées	<b>(15,0)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(16,1)</b>	(14,2)	(1,0)	(15,2)
Différences de conversion	-	<b>(6,2)</b>	<b>(6,2)</b>	-	6,9	6,9
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	<b>450,8 \$</b>	<b>70,1 \$</b>	<b>520,9 \$</b>	349,8 \$	57,1 \$	406,9 \$
Juste valeur des actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice	<b>308,1 \$</b>	<b>49,3 \$</b>	<b>357,4 \$</b>	259,2 \$	42,1 \$	301,3 \$
Produits d'intérêt	<b>14,1</b>	<b>1,7</b>	<b>15,8</b>	11,5	1,6	13,1
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des montants inclus dans les produits d'intérêt	<b>29,1</b>	<b>8,0</b>	<b>37,1</b>	14,4	(2,0)	12,4
Cotisations patronales	<b>15,1</b>	<b>1,9</b>	<b>17,0</b>	32,9	2,1	35,0
Cotisations salariales	<b>5,5</b>	<b>0,4</b>	<b>5,9</b>	5,1	0,3	5,4
Prestations de retraite versées	<b>(15,0)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(16,1)</b>	(14,2)	(1,0)	(15,2)
Frais d'administration	<b>(0,7)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(0,8)</b>	(0,8)	(0,2)	(1,0)
Différences de conversion	-	<b>(5,3)</b>	<b>(5,3)</b>	-	6,4	6,4
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	<b>356,2 \$</b>	<b>54,8 \$</b>	<b>411,0 \$</b>	308,1 \$	49,3 \$	357,4 \$

Le rendement réel des actifs des régimes a totalisé 52,9 millions \$ pour l'exercice 2015 (25,5 millions \$ en 2014).

Les variations des obligations au titre des prestations de retraite des régimes à prestations définies sans capitalisation s'établissent comme suit :

	2015			2014		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	<b>53,6 \$</b>	<b>12,4 \$</b>	<b>66,0 \$</b>	49,2 \$	10,5 \$	59,7 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	<b>1,9</b>	<b>0,1</b>	<b>2,0</b>	2,1	0,2	2,3
Coût financier	<b>2,4</b>	<b>0,4</b>	<b>2,8</b>	2,1	0,4	2,5
Coût des services passés et règlements	<b>0,2</b>	<b>(0,1)</b>	<b>0,1</b>	0,1	-	0,1
Écart actuariel découlant de ce qui suit :						
Ajustements liés à l'expérience	<b>(0,6)</b>	<b>0,3</b>	<b>(0,3)</b>	1,1	(0,1)	1,0
Hypothèses économiques	<b>7,2</b>	<b>2,5</b>	<b>9,7</b>	(1,9)	0,5	(1,4)
Hypothèses démographiques	-	-	-	3,5	0,1	3,6
Prestations de retraite versées	<b>(2,5)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(3,2)</b>	(2,6)	(0,6)	(3,2)
Différences de conversion	-	<b>(1,3)</b>	<b>(1,3)</b>	-	1,4	1,4
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	<b>62,2 \$</b>	<b>13,6 \$</b>	<b>75,8 \$</b>	53,6 \$	12,4 \$	66,0 \$

Les coûts totaux nets de retraite sont présentés ci-après :

	2015			2014		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
<b>Régimes par capitalisation</b>						
Coût des services rendus durant l'exercice	18,5 \$	1,9 \$	20,4 \$	17,8 \$	1,7 \$	19,5 \$
Coût financier	16,0	1,9	17,9	14,0	1,8	15,8
Produits d'intérêt	(14,1)	(1,7)	(15,8)	(11,5)	(1,6)	(13,1)
Coût des services passés	-	(1,6)	(1,6)	1,0	-	1,0
Frais d'administration	0,7	0,1	0,8	0,8	0,2	1,0
<b>Coûts nets de retraite</b>	<b>21,1 \$</b>	<b>0,6 \$</b>	<b>21,7 \$</b>	<b>22,1 \$</b>	<b>2,1 \$</b>	<b>24,2 \$</b>
<b>Régimes sans capitalisation</b>						
Coût des services rendus durant l'exercice	1,9 \$	0,1 \$	2,0 \$	2,1 \$	0,2 \$	2,3 \$
Coût financier	2,4	0,4	2,8	2,1	0,4	2,5
Coût des services passés et règlements	0,2	(0,1)	0,1	0,1	-	0,1
<b>Coûts nets de retraite</b>	<b>4,5 \$</b>	<b>0,4 \$</b>	<b>4,9 \$</b>	<b>4,3 \$</b>	<b>0,6 \$</b>	<b>4,9 \$</b>
<b>Coûts totaux nets de retraite</b>	<b>25,6 \$</b>	<b>1,0 \$</b>	<b>26,6 \$</b>	<b>26,4 \$</b>	<b>2,7 \$</b>	<b>29,1 \$</b>

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, une charge de retraite a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 10,6 millions \$ (10,8 millions \$ en 2014), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 1,9 million \$ (2,8 millions \$ en 2014), dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 6,8 millions \$ (8,1 millions \$ en 2014) et dans les charges financières à hauteur de 4,9 millions \$ (5,2 millions \$ en 2014); un montant de 2,4 millions \$ (2,4 millions \$ en 2014) a été inscrit à l'actif. Pour l'exercice 2014, un profit à la compression et au règlement de 0,2 million \$ a été pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Au 31 mars 2015, le cumul des pertes actuarielles nettes avant impôt sur le résultat porté aux autres éléments du résultat global s'établissait à 134,9 millions \$ (68,9 millions \$ en 2014).

Les principales catégories d'actif qui constituent la juste valeur des actifs des régimes sont présentées ci-après :

	2015			2014		
	Cotés	Non cotés	Total	Cotés	Non cotés	Total
<b>Régimes au Canada</b>						
<b>Fonds d'actions</b>						
Canada	- \$	114,8 \$	114,8 \$	- \$	96,3 \$	96,3 \$
Étranger	-	93,9	93,9	-	90,3	90,3
<b>Fonds d'obligations</b>						
Gouvernement	-	110,7	110,7	-	91,9	91,9
Sociétés	-	33,2	33,2	-	26,2	26,2
Autres	-	-	-	-	0,3	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	3,6	3,6	-	3,1	3,1
<b>Total des régimes au Canada</b>	<b>- \$</b>	<b>356,2 \$</b>	<b>356,2 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>308,1 \$</b>	<b>308,1 \$</b>
<b>Régimes à l'étranger</b>						
Titres de capitaux propres	2,9 \$	- \$	2,9 \$	13,9 \$	- \$	13,9 \$
<b>Titres d'emprunt</b>						
Gouvernement	0,9	-	0,9	0,7	-	0,7
Sociétés	4,3	-	4,3	31,1	-	31,1
Autres	0,5	-	0,5	0,4	-	0,4
Biens immobiliers	-	1,0	1,0	-	1,6	1,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1,1	1,1	-	1,3	1,3
Autres <sup>1)</sup>	-	44,1	44,1	-	0,3	0,3
<b>Total des régimes à l'étranger</b>	<b>8,6 \$</b>	<b>46,2 \$</b>	<b>54,8 \$</b>	<b>46,1 \$</b>	<b>3,2 \$</b>	<b>49,3 \$</b>
<b>Total des régimes</b>	<b>8,6 \$</b>	<b>402,4 \$</b>	<b>411,0 \$</b>	<b>46,1 \$</b>	<b>311,3 \$</b>	<b>357,4 \$</b>

<sup>1)</sup> Comprend une couverture d'assurance à l'égard d'une partie de l'obligation au titre des prestations définies.

Aux 31 mars 2015 et 2014, les actifs des régimes de retraite ne comprenaient aucune action ordinaire de la Société.

## Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

	Au Canada		À l'étranger	
	2015	2014	2015	2014
Obligations au titre des prestations aux 31 mars :				
Taux d'actualisation	3,63 %	4,50 %	1,82 %	3,47 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %	2,92 %	3,03 %
Coûts nets de retraite pour les exercices clos les 31 mars :				
Taux d'actualisation	4,50 %	4,25 %	3,47 %	3,53 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %	3,03 %	2,98 %

Les hypothèses en matière de mortalité future sont fondées sur des avis actuariels conformément aux statistiques publiées ainsi qu'aux tables de mortalité et à l'expérience dans chaque territoire. Les tables de mortalité utilisées et l'espérance de vie moyenne, en années, pour un participant âgé de 45 et un participant âgé de 65 ans sont présentées ci-après :

31 mars 2015		Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans			
(en années)	Table de mortalité	Homme âgé		Femme âgée	
		de 45 ans	de 65 ans	de 45 ans	de 65 ans
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (salariés)	24,6	23,0	26,0	24,9
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (cadres désignés)	26,0	24,5	26,7	25,6
Pays-Bas	AG2014	23,5	21,2	25,6	23,4
Allemagne	Heubeck RT2005G	21,5	18,9	25,5	22,9
Norvège	K2013	23,5	21,3	26,8	24,4
Royaume-Uni	S1PA	23,0	21,3	25,5	23,6

31 mars 2014		Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans			
(en années)	Table de mortalité	Homme âgé		Femme âgée	
		de 45 ans	de 65 ans	de 45 ans	de 65 ans
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (salariés)	24,5	23,0	26,0	24,8
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (cadres désignés)	25,9	24,5	26,7	25,6
Pays-Bas	AG2012-2062	23,3	21,6	24,4	23,4
Allemagne	Heubeck RT2005G	21,4	18,7	25,3	22,8
Norvège	K2013	21,8	20,4	25,2	23,2
Royaume-Uni	S1PA	24,2	22,4	26,7	24,7

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies est de 20,1 années.

Le tableau suivant résume l'incidence d'une variation de 0,25 % des principales hypothèses au 31 mars 2015 sur l'obligation au titre des prestations définies :

	Régimes par capitalisation		Régimes sans capitalisation		Total
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger	
Taux d'actualisation :					
Hausse	(21,4) \$	(3,6) \$	(2,2) \$	(0,4) \$	(27,6) \$
Baisse	23,0	4,2	2,3	0,5	30,0
Taux de rémunération :					
Hausse	7,5	0,3	0,5	-	8,3
Baisse	(7,2)	(0,3)	(0,5)	-	(8,0)

Du fait de ses régimes à prestations définies, la Société est exposée à divers risques, les plus importants étant l'exposition à la volatilité des actifs, aux variations des rendements obligataires et à l'évolution de l'espérance de vie. Les passifs des régimes sont évalués au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur les rendements des obligations de sociétés; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ces rendements de référence, il y a déficit. La baisse des rendements des obligations de sociétés donne lieu à une hausse des passifs des régimes, celle-ci étant néanmoins annulée en partie par la hausse de la valeur du portefeuille obligataire des régimes. Les obligations des régimes sont de fournir des prestations pendant toute la durée de vie des participants; en conséquence, la hausse de l'espérance de vie se traduira par une augmentation des passifs des régimes.

Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles à l'égard des rendements futurs des placements, des projections salariales et des avantages liés aux services futurs. Les cotisations prévues pour le prochain exercice sont présentées ci-après :

	Régimes par capitalisation		Régimes sans capitalisation		Total
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger	
Cotisations prévues – exercice 2016	20,7 \$	1,9 \$	2,6 \$	0,6 \$	25,8 \$

**NOTE 15 – PROFITS DIFFÉRÉS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS**

	2015	2014
Profits différés découlant des cessions-bail <sup>1)</sup>	29,7 \$	32,8 \$
Produits différés	73,7	95,5
Obligations au titre de la rémunération fondée sur des actions (note 23)	36,1	38,2
Montant à payer au titre de licences	0,3	4,4
Options d'achat	1,4	16,9
Autres	23,9	16,4
	<b>165,1 \$</b>	<b>204,2 \$</b>

<sup>1)</sup> La dotation aux amortissements connexe s'est chiffrée à 3,8 millions \$ pour l'exercice (4,2 millions \$ en 2014).

**NOTE 16 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT****Charge d'impôt sur le résultat**

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi et de l'impôt sur le résultat présenté s'établit comme suit :

	2015	2014
Résultat avant impôt sur le résultat	261,9 \$	218,4 \$
Taux d'imposition canadiens prévus par la loi	26,95 %	26,94 %
Impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi	70,6 \$	58,8 \$
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales à l'étranger	(3,5)	(7,6)
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	3,2	4,6
Avantage d'impôt découlant de pertes opérationnelles non constatées antérieurement	(1,9)	(3,5)
Gain en capital non imposable	(0,8)	(0,5)
Incidence fiscale sur les participations mises en équivalence	(10,0)	(7,1)
Éléments non déductibles	13,9	2,2
Ajustements et cotisations d'impôt d'exercices antérieurs	(0,2)	(9,0)
Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé	(0,7)	(1,5)
Crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposables	(2,8)	(1,3)
Autres avantages d'impôt non constatés antérieurement	(10,0)	(6,6)
Autres	-	0,5
Charge d'impôt sur le résultat	<b>57,8 \$</b>	<b>29,0 \$</b>

Le taux d'imposition prévu par les lois applicables s'est établi à 26,95 % à l'exercice 2015 (26,94 % en 2014). Le taux d'impôt applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés en vigueur dans les territoires où la Société exerce ses activités. L'augmentation traduit un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions provinciales.

Les principaux éléments de la charge d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

	2015	2014
Charge (produit) d'impôt sur le résultat exigible :		
Période à l'étude	25,2 \$	16,0 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(4,6)	(15,5)
(Produit) charge d'impôt sur le résultat différé :		
Avantage d'impôt non constaté antérieurement utilisé afin de réduire la charge d'impôt différé	(11,9)	(10,1)
Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé	(0,7)	(1,5)
Création et résorption de différences temporaires	49,8	40,1
Charge d'impôt sur le résultat	<b>57,8 \$</b>	<b>29,0 \$</b>

Au cours de l'exercice 2014, un produit d'impôt de 10,3 millions \$ a été enregistré au résultat à la suite d'une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada, rendue le 17 avril 2013, quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

**Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global**

Pour l'exercice 2015, un produit d'impôt différé de 18,3 millions \$ a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global (une charge d'impôt de 2,4 millions \$ en 2014). Aucune charge (aucun produit) d'impôt exigible n'a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global pour les exercices 2015 et 2014.

**Actifs et passifs d'impôt différé**

Les actifs et passifs d'impôt différé sont attribuables à ce qui suit :

	Actifs		Passifs		Montant net	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	50,8 \$	54,0 \$	- \$	- \$	50,8 \$	54,0 \$
Immobilisations incorporelles	1,5	3,6	(75,5)	(76,4)	(74,0)	(72,8)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,3	26,7	-	-	26,3	26,7
Produits différés	7,2	8,7	-	-	7,2	8,7
Report du produit d'impôt	0,4	0,4	-	-	0,4	0,4
Frais de recherche et développement non réclamés	11,6	10,5	-	-	11,6	10,5
Crédits d'impôt à l'investissement	-	-	(44,5)	(40,3)	(44,5)	(40,3)
Immobilisations corporelles	10,0	10,3	(141,8)	(112,7)	(131,8)	(102,4)
Pertes (profits) de change latentes	-	1,6	(13,1)	(7,7)	(13,1)	(6,1)
Instruments financiers	10,3	8,2	(2,8)	(0,2)	7,5	8,0
Aide gouvernementale	-	-	(16,5)	(11,1)	(16,5)	(11,1)
Régimes d'avantages du personnel	46,2	27,3	-	-	46,2	27,3
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	1,8	-	(35,5)	(31,9)	(33,7)	(31,9)
Autres	0,5	1,3	(2,3)	(6,6)	(1,8)	(5,3)
	166,6 \$	152,6 \$	(332,0) \$	(286,9) \$	(165,4) \$	(134,3) \$
	(133,4)	(120,8)	133,4	120,8	-	-
Actifs (passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	33,2 \$	31,8 \$	(198,6) \$	(166,1) \$	(165,4) \$	(134,3) \$

La variation des différences temporaires de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Comptabilisé en résultat net	Comptabilisé dans les AERG	Transféré aux actifs détenus en vue de la vente	Cession de filiales	Écart de change	Solde à la clôture de l'exercice
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	54,0 \$	(3,8) \$	- \$	(0,6) \$	- \$	1,2 \$	50,8 \$
Immobilisations incorporelles	(72,8)	(5,4)	-	3,6	1,5	(0,9)	(74,0)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,7	(1,0)	-	(0,1)	(0,4)	1,1	26,3
Produits différés	8,7	(1,3)	-	(0,7)	-	0,5	7,2
Report du produit d'impôt	0,4	(0,1)	-	-	-	0,1	0,4
Frais de recherche et développement non réclamés	10,5	2,1	-	(1,0)	-	-	11,6
Crédits d'impôt à l'investissement	(40,3)	(4,2)	-	-	-	-	(44,5)
Immobilisations corporelles	(102,4)	(14,2)	-	(0,3)	0,2	(15,1)	(131,8)
(Profits) pertes de change latents	(6,1)	(3,8)	(3,3)	-	-	0,1	(13,1)
Instruments financiers	8,0	(4,2)	3,6	-	-	0,1	7,5
Aide gouvernementale	(11,1)	(4,8)	-	(0,6)	-	-	(16,5)
Régimes d'avantages du personnel	27,3	1,3	18,0	-	-	(0,4)	46,2
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(31,9)	(1,9)	-	-	-	0,1	(33,7)
Autres	(5,3)	4,1	-	(1,1)	-	0,5	(1,8)
(Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(134,3) \$	(37,2) \$	18,3 \$	(0,8) \$	1,3 \$	(12,7) \$	(165,4) \$

La variation des différences temporaires de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Comptabilisé en résultat net	Comptabilisé dans les AERG	Comptabilisé dans les activités abandonnées	Cession de filiales	Écart de change	Solde à la clôture de l'exercice
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	57,2 \$	(8,0) \$	- \$	(0,1) \$	- \$	4,9 \$	54,0 \$
Immobilisations incorporelles	(68,0)	(1,0)	-	(0,9)	-	(2,9)	(72,8)
Montants non déductibles pour l'exercice	23,7	2,2	-	(0,1)	-	0,9	26,7
Produits différés	8,8	(0,4)	-	-	-	0,3	8,7
Report du produit d'impôt	0,7	(0,3)	-	-	-	-	0,4
Frais de recherche et développement non réclamés	10,2	(0,7)	-	1,0	-	-	10,5
Crédits d'impôt à l'investissement	(31,8)	(8,7)	-	0,2	-	-	(40,3)
Immobilisations corporelles	(86,1)	(7,8)	-	0,1	-	(8,6)	(102,4)
(Profits) pertes de change latents	(1,1)	(0,4)	(4,3)	-	-	(0,3)	(6,1)
Instruments financiers	2,9	(0,5)	5,6	-	-	-	8,0
Aide gouvernementale	(9,9)	(1,8)	-	0,6	-	-	(11,1)
Régimes d'avantages du personnel	32,9	(2,1)	(3,7)	-	-	0,2	27,3
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(32,7)	0,8	-	-	-	-	(31,9)
Autres	(5,4)	0,2	-	0,1	-	(0,2)	(5,3)
(Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(98,6) \$	(28,5) \$	(2,4) \$	0,9 \$	- \$	(5,7) \$	(134,3) \$

Au 31 mars 2015, des différences temporaires de 758,3 millions \$ (605,3 millions \$ en 2014) découlant de placements dans des établissements à l'étranger, y compris des filiales et des coentreprises, n'avaient pas été comptabilisées. En effet, la Société a le pouvoir de décision d'engager ou non le passif, et ne croit pas qu'il le sera dans un avenir prévisible.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales expirent comme suit :

Année d'expiration	Non constatées	Constatées
2016	0,3 \$	- \$
2017	3,4	-
2018	2,3	-
2019	5,8	-
2020	4,6	-
2021	0,2	0,1
2022 à 2035	31,1	52,6
Sans expiration	76,6	117,1
	124,3 \$	169,8 \$

Au 31 mars 2015, la Société avait cumulé des différences temporaires déductibles de 313,7 millions \$ (299,2 millions \$ en 2014) pour lesquelles aucun actif d'impôt sur le résultat n'a été comptabilisé. Ces montants seront repris pendant une période pouvant atteindre 30 ans. La Société disposait également de pertes en capital cumulées pouvant être reportées en avant de 0,4 million \$ (0,3 million \$ en 2014) relativement à ses activités au Canada pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment.

## NOTE 17 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

### Capital-actions

#### Actions autorisées

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

**Actions émises**

Le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société est présenté à l'état consolidé des variations en capitaux propres. Au 31 mars 2015, 266 903 070 actions étaient émises et entièrement libérées (263 771 443 en 2014).

**Calcul du résultat par action**

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	<b>265 135 046</b>	261 312 832
Effet dilutif des options sur actions	<b>870 587</b>	606 705
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat net dilué par action	<b>266 005 633</b>	261 919 537

Au 31 mars 2015, des options sur 1 377 800 actions ordinaires (589 040 en 2014) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

**Dividendes**

Les dividendes déclarés pour l'exercice 2015 se sont élevés à 71,6 millions \$, soit 0,27 \$ par action (57,6 millions \$ en 2014, soit 0,22 \$ par action).

**NOTE 18 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL**

	Différences de conversion		Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Soldes à l'ouverture de l'exercice	<b>150,5 \$</b>	(7,8) \$	<b>(21,6) \$</b>	(4,6) \$	<b>0,6 \$</b>	0,4 \$	<b>129,5 \$</b>	(12,0) \$
Autres éléments du résultat global	<b>57,4</b>	158,3	<b>(9,6)</b>	(17,0)	-	0,2	<b>47,8</b>	141,5
Soldes à la clôture de l'exercice	<b>207,9 \$</b>	150,5 \$	<b>(31,2) \$</b>	(21,6) \$	<b>0,6 \$</b>	0,6 \$	<b>177,3 \$</b>	129,5 \$

**NOTE 19 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL**

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisé en résultat net :

	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	<b>706,2 \$</b>	678,3 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions (note 23)	<b>15,2</b>	19,2
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies (note 14)	<b>24,2</b>	26,7
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	<b>8,4</b>	6,9
Indemnités de cessation d'emploi	<b>8,4</b>	9,8
Total de la charge de rémunération du personnel	<b>762,4 \$</b>	740,9 \$

**NOTE 20 – DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS**

Le goodwill fait l'objet d'une surveillance par la direction au niveau des secteurs opérationnels.

La valeur comptable du goodwill attribuée aux UGT de la Société, par secteur opérationnel, est présentée ci-après :

	Solutions de formation pour l'aviation civile	Défense et sécurité	Santé <sup>1)</sup>	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	176,5 \$	141,5 \$	134,0 \$	452,0 \$
Acquisition de filiale	-	-	0,3	0,3
Différences de conversion	27,6	9,1	13,5	50,2
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	204,1 \$	150,6 \$	147,8 \$	502,5 \$
Cessions de filiales	(2,2)	-	-	(2,2)
Différences de conversion	(18,6)	14,5	18,1	14,0
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	(26,9)	(26,9)
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2015</b>	<b>183,3 \$</b>	<b>165,1 \$</b>	<b>139,0 \$</b>	<b>487,4 \$</b>

<sup>1)</sup> Les chiffres de la période précédente tiennent compte de montants liés à l'entreprise du secteur minier de la Société (voir les notes 1 et 2). Les montants ont été classés et présentés comme détenus en vue de la vente pour la période courante (voir la note 3).

Le goodwill est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT, lesquels correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou à un niveau inférieur.

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de sortie (niveau 3) et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie proviennent des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances et font partie intégrante du plan stratégique qu'approuve le conseil d'administration de la Société chaque année. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après un taux de croissance constante de 2,5 %. Pour l'exercice 2015, les taux d'actualisation après impôt ont été établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des UGT respectives et varient de 7,5 % à 10,0 %.

## NOTE 21 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	2015	2014
Cession d'immobilisations corporelles	1,2 \$	5,6 \$
Montant net des différences de conversion	(4,9)	1,4
Cession partielle de participations dans des investissements	13,9	-
Règlement d'une réclamation en droit	4,6	-
Reprise d'obligations relatives aux redevances	4,0	2,2
Reprise de portion inutilisée d'une provision liée à une acquisition	1,2	4,2
Autres	0,3	7,8
<b>Autres profits – montant net</b>	<b>20,3 \$</b>	<b>21,2 \$</b>

À l'exercice 2015, la Société a cédé 50 % de sa participation dans ses filiales CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd et CAE Flight and Simulator Services Korea Ltd ainsi que 50 % de sa participation dans la coentreprise Philippine Academy for Aviation Training Inc. Le produit net tiré de la cession partielle de participations dans des investissements s'est établi à 8,5 millions \$, donnant lieu à un profit de 13,9 millions \$. CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd et CAE Flight and Simulator Services Korea Ltd sont comptabilisées en tant que coentreprises depuis la date de leur cession.

## NOTE 22 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	2015	2014
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	55,5 \$	52,9 \$
Contrats de location-financement	10,0	9,8
Obligations relatives aux redevances	7,9	8,1
Obligations au titre des avantages du personnel (note 14)	4,9	5,2
Dotation aux amortissements des frais de financement	1,4	1,5
Provisions et autres passifs non courants	1,4	1,5
Autres	4,0	5,2
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif <sup>1)</sup>	(4,4)	(3,7)
<b>Charges financières</b>	<b>80,7 \$</b>	<b>80,5 \$</b>
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(2,0) \$	(1,6) \$
Autres	(7,8)	(8,0)
<b>Produits financiers</b>	<b>(9,8) \$</b>	<b>(9,6) \$</b>
<b>Charges financières – montant net</b>	<b>70,9 \$</b>	<b>70,9 \$</b>

<sup>1)</sup> Le taux moyen d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 3,79 % en 2015 (3,75 % en 2014).

## NOTE 23 – PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est admissible en tant que régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier et les régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance, qui sont admissibles en tant que régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie. Les régimes assortis d'un calendrier s'entendent du régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNR-LT). Les régimes fondés sur la performance s'entendent du régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT) et du régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT).

L'incidence des arrangements de paiements fondés sur des actions sur l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé de la situation financière aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates est présentée ci-après :

	Coûts de la rémunération		Montant comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière	
	2015	2014	2015	2014
Rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie :				
RA	6,1 \$	5,7 \$	- \$	- \$
RDDVA	1,7	4,3	(9,4)	(8,0)
RDDVA-LT	1,9	10,9	(22,6)	(24,4)
RDNRC-LT	1,1	-	(1,1)	-
RDNR-LT	0,4	7,3	(7,7)	(10,1)
RDVAP-LT	2,7	-	(2,7)	-
<b>Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie</b>	<b>13,9 \$</b>	<b>28,2 \$</b>	<b>(43,5) \$</b>	<b>(42,5) \$</b>
Rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres :				
ROA	3,1 \$	3,7 \$	(19,1) \$	(19,5) \$
<b>Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres</b>	<b>3,1 \$</b>	<b>3,7 \$</b>	<b>(19,1) \$</b>	<b>(19,5) \$</b>
<b>Coûts totaux de la rémunération fondée sur des actions</b>	<b>17,0 \$</b>	<b>31,9 \$</b>	<b>(62,6) \$</b>	<b>(62,0) \$</b>

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, une tranche de 1,1 million \$ (0,9 million \$ en 2014) du coût de la rémunération fondée sur des actions a été inscrite à l'actif.

La Société a conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel est exposé son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses DDVA et les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier (voir les notes 28 et 29). Le recouvrement comptabilisé à l'exercice 2015 s'est établi à 0,7 million \$ (11,8 millions \$ en 2014).

Les régimes dont le paiement est fondé sur des actions sont décrits ci-après. Il n'y a eu aucune annulation de régimes au cours des exercices 2015 et 2014.

### Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à ses dirigeants et aux autres salariés clés de ses filiales des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2015, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions (ROA) était de 8 608 019 (9 917 220 en 2014). Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus sept ans (six ans pour les options émises avant le 31 mars 2011), mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, sous réserve du délai d'acquisition de quatre ans. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Les options en cours se présentent comme suit :

	2015		2014	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
Options en cours à l'ouverture de l'exercice	5 424 582	10,13 \$	7 311 967	10,24 \$
Attribuées	1 447 100	14,65	2 082 900	11,02
Exercées	(1 309 201)	9,60	(2 387 556)	9,28
Éteintes	(535 165)	11,17	(606 623)	11,56
Échues	-	-	(976 106)	14,08
<b>Options en cours à la clôture de l'exercice</b>	<b>5 027 316</b>	<b>11,46 \$</b>	<b>5 424 582</b>	<b>10,13 \$</b>
<b>Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice</b>	<b>1 527 276</b>	<b>9,33 \$</b>	<b>1 768 716</b>	<b>8,60 \$</b>

Le tableau suivant présente des informations sur le ROA de la Société au 31 mars 2015 :

Fourchette de prix d'exercice (\$ CA)	Nombre d'options en cours	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Options en cours		Options pouvant être exercées	
			Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	
De 7,60 \$ à 9,69 \$	882 840	0,80	7,88 \$	825 424	7,76 \$	
De 10,04 \$ à 11,02 \$	2 365 761	4,82	10,74	504 896	10,63	
De 11,13 \$ à 14,66 \$	1 778 715	5,52	14,19	196 956	12,58	
Total	5 027 316	4,36	11,46 \$	1 527 276	9,33 \$	

Le cours du marché moyen pondéré des options sur actions exercées en 2015 s'établit à 14,88 \$ (13,13 \$ en 2014).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les coûts de la rémunération liés aux options sur actions de CAE, s'établissant à 3,1 millions \$ (3,7 millions \$ en 2014), ont été constatés, et un montant correspondant a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis l'exercice 2011.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

	2015	2014
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes :		
Cours moyen pondéré de l'action	14,86 \$	10,95 \$
Prix d'exercice	14,65 \$	11,02 \$
Rendement prévu de l'action	1,61 %	1,83 %
Volatilité prévue	22,03 %	29,83 %
Taux d'intérêt sans risque	1,47 %	1,35 %
Durée prévue des options	4 ans	5 ans
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	2,59 \$	2,45 \$

La volatilité prévue est estimée en tenant compte de la volatilité du cours moyen historique de l'action par rapport à la durée prévue des options.

### Régime d'actionnariat

La Société a institué un régime d'actionnariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y versent, puis 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ versée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. Pour l'exercice 2015, des coûts de rémunération de 6,1 millions \$ (5,7 millions \$ en 2014) ont été comptabilisés au titre des cotisations patronales à ce régime.

### Régimes de droits différés à la valeur d'actions

La Société a institué un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime aux termes duquel ceux-ci peuvent choisir de recevoir une rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Ce régime vise à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un DDVA a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVA expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite de certaines retenues.

La Société offre également un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou de droits différés à la valeur d'actions dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à la moitié ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et à une partie ou à la totalité des jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût des RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif non courant connexe au poste Profits différés et autres passifs non courants. Les coûts comptabilisés au cours de l'exercice 2015 se sont établis à 1,7 million \$ (4,3 millions \$ en 2014).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

	2015	2014
DDVA en cours à l'ouverture de l'exercice	551 933	813 191
Droits attribués	98 441	102 735
Droits rachetés	(27 710)	(374 969)
Dividendes versés sous forme de droits	11 029	10 976
DDVA en cours à la clôture de l'exercice	633 693	551 933
DDVA acquis à la clôture de l'exercice	633 693	551 933

La valeur intrinsèque des DDVA s'établit à 9,4 millions \$ au 31 mars 2015 (8,0 millions \$ en 2014).

### Régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier

La Société a institué deux régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier. Ces régimes destinés aux dirigeants et membres de la haute direction visent à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un droit attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. Un de ces régimes n'est plus ouvert.

#### Régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT)

Les DDVA-LT donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA-LT acquis détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409A de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite. À l'exercice 2015, ce régime a été remplacé par le RDNRC-LT.

En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'un changement de contrôle. Les coûts comptabilisés au cours de l'exercice 2015 se sont établis à 1,9 million \$ (10,9 millions \$ en 2014).

#### Régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT)

À l'exercice 2015, la Société a institué le RDNRC-LT, aux termes duquel des droits sont actuellement attribués. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DNRC-LT acquis détenus au moment de la fin de la période d'acquisition des droits. Pour les participants qui perdent leur emploi, autres que ceux qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés pour un motif valable, une tranche des DNRC-LT sera acquise à raison de un tiers pour chaque année complète d'emploi au cours de la période de la date d'attribution à la date de cessation d'emploi. Pour les participants qui quittent volontairement ou qui sont congédiés pour un motif valable, tous les droits non acquis sont éteints. Le processus d'acquisition des attributions se poursuit après la date du départ à la retraite, conformément à la date d'acquisition. Dans le cas des participants visés par l'article 409A de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

Les DNRC-LT attribués aux termes du régime sont acquis trois ans après leur attribution; par suite d'un changement de contrôle, tous les droits non acquis sont immédiatement acquis. Les coûts constatés pour l'exercice 2015 se sont élevés à 1,1 million \$ (néant en 2014).

Le tableau suivant présente les droits pour intéressement à long terme assortis d'un calendrier en cours aux termes de tous les régimes :

	2015	RDDVA-LT 2014	2015	RDNRC-LT 2014
Droits en cours à l'ouverture de l'exercice	1 955 285	2 265 712	-	-
Droits attribués	-	252 970	189 380	-
Droits annulés	(78 890)	(97 164)	(6 930)	-
Droits rachetés	(232 551)	(505 712)	-	-
Dividendes versés sous forme de droits	33 161	39 479	-	-
Droits en cours à la clôture de l'exercice	1 677 005	1 955 285	182 450	-
Droits acquis à la clôture de l'exercice	1 549 336	1 678 942	77 007	-

Au 31 mars 2015, les valeurs intrinsèques des DDVA-LT s'élevaient à 22,9 millions \$ (24,4 millions \$ en 2014) et celles des DNRC-LT, à 1,1 million \$ (néant en 2014).

## Régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance

La Société offre deux régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance, dont l'un n'est plus attribué, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires.

### Régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT)

Les DNR-LT qui sont attribués en vertu du régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à raison d'un sixième du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif annuel de la rentabilité totale pour l'actionnaire (TSR) du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars précédant immédiatement chacun des trois premiers anniversaires de la date d'attribution, d'après la règle suivante :

Rendement relatif TSR annuel	Facteur
1 <sup>er</sup> quartile (0 à 25 <sup>e</sup> centile)	-
2 <sup>e</sup> quartile (26 <sup>e</sup> à 50 <sup>e</sup> centile)	50 % – 98 %
3 <sup>e</sup> quartile (51 <sup>e</sup> à 75 <sup>e</sup> centile)	100 % – 148 %
4 <sup>e</sup> quartile (76 <sup>e</sup> à 100 <sup>e</sup> centile)	150 %

- ii) La dernière année, les droits sont acquis à raison de 50 % du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif TSR sur trois ans du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1<sup>er</sup> avril (précédant immédiatement la date d'attribution) au 31 mars (précédant immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution), d'après la même règle que celle figurant dans le tableau précédent.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée sont admissibles aux droits acquis. Les coûts constatés pour l'exercice 2015 se sont élevés à 0,4 million \$ (7,3 millions \$ en 2014). À l'exercice 2015, ce régime a été remplacé par le RDVAP-LT.

### Régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT)

À l'exercice 2015, la Société a institué un régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT), aux termes duquel des droits sont actuellement attribués. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DVAP-LT acquis détenus au moment de la fin de la période d'acquisition des droits, multipliée par un facteur allant de 0 % à 200 %, en fonction de l'atteinte de critères de performance définis aux termes du régime. Pour les participants qui perdent leur emploi, autres que ceux qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés pour un motif valable, une tranche des DVAP-LT sera acquise à raison de un tiers pour chaque année complète d'emploi au cours de la période de la date d'attribution à la date de cessation d'emploi. Pour les participants qui quittent volontairement ou qui sont congédiés pour un motif valable, tous les droits non acquis sont éteints. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, conformément à leur date d'acquisition. Tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'un changement de contrôle.

Les DVAP-LT attribués aux termes du régime sont acquis trois ans après leur attribution; par suite d'un changement de contrôle, tous les droits non acquis sont immédiatement acquis. Les coûts constatés pour l'exercice 2015 se sont élevés à 2,7 millions \$ (néant en 2014).

Le tableau suivant présente les droits pour intéressement à long terme fondés sur la performance en cours aux termes de tous les régimes :

	2015	RDNR-LT 2014	2015	RDVAP-LT 2014
Droits en cours à l'ouverture de l'exercice	1 143 697	1 463 639	-	-
Droits attribués	21 960	495 198	523 080	-
Droits annulés	(176 977)	(464 284)	(18 800)	-
Droits rachetés	(183 300)	(350 856)	-	-
Droits en cours à la clôture de l'exercice	805 380	1 143 697	504 280	-
Droits acquis à la clôture de l'exercice	689 439	765 788	202 111	-

Au 31 mars 2015, les valeurs intrinsèques des DNR-LT s'établissaient à 7,9 millions \$ (10,1 millions \$ en 2014) et celles des DVAP-LT, à 2,7 millions \$ (néant en 2014).

**NOTE 24 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

	2015	2014
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(15,5) \$	(17,0) \$
Contrats en cours : actifs	(42,3)	29,0
Stocks	(15,5)	(41,9)
Acomptes	1,7	(4,7)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(12,2)	3,3
Dettes fournisseurs et charges à payer	34,0	(7,8)
Provisions	(12,3)	(22,6)
Impôt sur le résultat à payer	4,9	0,7
Contrats en cours : passifs	(12,0)	40,6
<b>Variation du fonds de roulement hors trésorerie</b>	<b>(69,2) \$</b>	<b>(20,4) \$</b>

**NOTE 25 – ÉVENTUALITÉS**

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à un certain nombre de poursuites, de réclamations et d'éventualités. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue finale de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

La Société est régulièrement assujettie à des vérifications de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver que les autorités ne soient pas en accord avec les positions et conclusions adoptées par la Société dans ses déclarations déposées.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada contestant le traitement des sommes reçues dans le cadre du programme ISAD. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la Société, puisque la Société a l'intention de défendre avec vigueur sa position et croit qu'elle dispose de motifs solides pour ce faire. Bien que l'issue ne puisse être prédite avec certitude, la Société ne croit pas que le règlement de cet avis pourrait avoir des répercussions négatives financières importantes.

**NOTE 26 – ENGAGEMENTS**

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

	2015	2014
Un an ou moins	54,7 \$	53,4 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	129,0	130,9
Plus de cinq ans	90,3	77,5
	<b>274,0 \$</b>	<b>261,8 \$</b>

Les charges de location comptabilisées pour l'exercice 2015 se sont établies à 73,3 millions \$ (54,4 millions \$ en 2014).

**Engagements d'achat contractuels**

Les engagements d'achat contractuels s'établissent comme suit :

	2015	2014
Un an ou moins	23,2 \$	12,2 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	45,3	10,6
	<b>68,5 \$</b>	<b>22,8 \$</b>

À l'exercice 2015, la Société a signé un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier pour une valeur d'environ 19,8 millions \$. Cette transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation, devrait se conclure au cours de l'année civile 2015.

**Engagements envers les coentreprises**

Le total des engagements que la Société a pris envers ses coentreprises s'établissait à néant au 31 mars 2015 (3,2 millions \$ en 2014).

## NOTE 27 – GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- i) Optimiser le coût du capital de la Société;
- ii) Conserver la santé financière et la notation de la Société;
- iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et du total des capitaux propres. La dette nette représente le total de la dette, y compris la partie courante (telle qu'elle figure à l'état consolidé de la situation financière, incluant la dette sans recours) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le total des capitaux propres comprend le capital-actions, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global, les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital fait l'objet d'une surveillance, et les ratios s'établissent comme suit :

	2015	2014
Total de la dette (note 12)	1 279,8 \$	1 168,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	330,2	312,3
Dette nette	949,6 \$	856,2 \$
Capitaux propres	1 663,9	1 482,2
Total de la dette nette et des capitaux propres	2 613,5 \$	2 338,4 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres	36:64	37:63

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2015, la Société respecte ses clauses restrictives de nature financière.

## NOTE 28 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2015 :

	JVBRN <sup>1)</sup>	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC <sup>2)</sup>	Total	
<b>Actifs financiers</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	330,2 \$	- \$	- \$	- \$	330,2 \$	330,2 \$
Créances clients	-	-	451,1 <sup>3)</sup>	-	451,1	451,1
Contrats en cours : actifs	-	-	309,8	-	309,8	309,8
Actifs financiers dérivés	15,2	-	-	36,2	51,4	51,4
Autres actifs	23,7 <sup>4)</sup>	1,6 <sup>5)</sup>	155,1 <sup>6)</sup>	-	180,4	197,2
	<b>369,1 \$</b>	<b>1,6 \$</b>	<b>916,0 \$</b>	<b>36,2 \$</b>	<b>1 322,9 \$</b>	<b>1 339,7 \$</b>

	JVBRN <sup>1)</sup>	Autres passifs financiers	DDRC <sup>2)</sup>	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
<b>Passifs financiers</b>						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	\$ 556,5 <sup>7)</sup>	- \$	556,5 \$	556,5 \$	556,5 \$
Provisions	1,5	15,1	-	16,6	16,6	16,6
Total de la dette à long terme	-	1 284,0 <sup>8)</sup>	-	1 284,0	1 406,2	1 406,2
Autres passifs non courants	-	181,2 <sup>9)</sup>	-	181,2	216,5	216,5
Passifs financiers dérivés	16,0	-	55,2	71,2	71,2	71,2
	<b>17,5 \$</b>	<b>2 036,8 \$</b>	<b>55,2 \$</b>	<b>2 109,5 \$</b>	<b>2 267,0 \$</b>	<b>2 267,0 \$</b>

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2014 :

	JVBRN <sup>1)</sup>	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC <sup>2)</sup>	Total	
<b>Actifs financiers</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	312,3 \$	- \$	- \$	- \$	312,3 \$	312,3 \$
Créances clients	-	-	431,4 <sup>3)</sup>	-	431,4	431,7
Contrats en cours : actifs	-	-	256,4	-	256,4	256,4
Actifs financiers dérivés	6,0	-	-	8,8	14,8	14,8
Autres actifs	24,1 <sup>4)</sup>	1,5 <sup>5)</sup>	133,5 <sup>6)</sup>	-	159,1	152,8
	<b>342,4 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>821,3 \$</b>	<b>8,8 \$</b>	<b>1 174,0 \$</b>	<b>1 168,0 \$</b>

	JVBRN <sup>1)</sup>	Autres passifs financiers	DDRC <sup>2)</sup>	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
<b>Passifs financiers</b>						
Dettes fournisseurs et charges à payer	1,3 \$	529,1 \$ <sup>7)</sup>	- \$	530,4 \$	532,3 \$	532,3 \$
Provisions	2,9	25,3	-	28,2	28,2	28,2
Total de la dette à long terme	-	1 173,2 <sup>8)</sup>	-	1 173,2	1 251,9	1 251,9
Autres passifs non courants	-	197,5 <sup>9)</sup>	-	197,5	223,4	223,4
Passifs financiers dérivés	9,7	-	33,3	43,0	43,0	43,0
	<b>13,9 \$</b>	<b>1 925,1 \$</b>	<b>33,3 \$</b>	<b>1 972,3 \$</b>	<b>2 078,8 \$</b>	<b>2 078,8 \$</b>

<sup>1)</sup> JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

<sup>2)</sup> DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

<sup>3)</sup> Comprend les créances clients, les créances non facturées et d'autres montants à recevoir.

<sup>4)</sup> Représente les liquidités soumises à restrictions.

<sup>5)</sup> Représente le placement de portefeuille de la Société.

<sup>6)</sup> Comprend les créances non courantes et les acomptes.

<sup>7)</sup> Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

<sup>8)</sup> Abstraction faite des coûts de transaction.

<sup>9)</sup> Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et d'autres actifs. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 169,8 millions \$ au 31 mars 2015 (149,2 millions \$ en 2014).

### Hierarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie :

	2015			2014		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	330,2 \$	- \$	330,2 \$	312,3 \$	- \$	312,3 \$
Liquidités soumises à restrictions	23,7	-	23,7	24,1	-	24,1
Contrats de change à terme	12,4	-	12,4	2,0	-	2,0
Dérivés sur devises incorporés	2,8	-	2,8	1,4	-	1,4
Swaps sur actions	-	-	-	2,6	-	2,6
Disponibles à la vente	-	1,6	1,6	-	1,5	1,5
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	18,0	-	18,0	2,1	-	2,1
Swaps de devises	18,2	-	18,2	6,7	-	6,7
	<b>405,3 \$</b>	<b>1,6 \$</b>	<b>406,9 \$</b>	<b>351,2 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>352,7 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	- \$	- \$	- \$	1,3 \$	1,3 \$
Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises	-	1,5	1,5	-	2,9	2,9
Contrats de change à terme	15,5	-	15,5	9,4	-	9,4
Dérivés sur devises incorporés	0,1	-	0,1	0,3	-	0,3
Swaps sur actions	0,4	-	0,4	-	-	-
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	52,7	-	52,7	29,6	-	29,6
Swaps de taux d'intérêt	2,5	-	2,5	3,7	-	3,7
	<b>71,2 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>72,7 \$</b>	<b>43,0 \$</b>	<b>4,2 \$</b>	<b>47,2 \$</b>

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

	2015	2014
Solde à l'ouverture de l'exercice	(2,7) \$	1,3 \$
Total des profits réalisés et latents		
Comptabilisés en résultat net	0,1	-
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	-	0,2
Émis et réglés	2,7	(4,2)
Solde à la clôture de l'exercice	0,1 \$	(2,7) \$

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti, par catégorie :

	2015			2014		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>						
Créances clients	- \$	451,1 \$	451,1 \$	- \$	431,7 \$	431,7 \$
Contrats en cours : actifs	-	309,8	309,8	-	256,4	256,4
Autres actifs						
Investissements dans des contrats de location-financement	97,3	-	97,3	38,4	-	38,4
Autres	54,2	20,4	74,6	59,3	29,5	88,8
	<b>151,5 \$</b>	<b>781,3 \$</b>	<b>932,8 \$</b>	<b>97,7 \$</b>	<b>717,6 \$</b>	<b>815,3 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	556,5 \$	556,5 \$	- \$	529,1 \$	529,1 \$
Provisions	-	15,1	15,1	-	25,3	25,3
Total de la dette à long terme	1 406,2	-	1 406,2	1 251,9	-	1 251,9
Autres passifs non courants	-	216,5	216,5	-	223,4	223,4
	<b>1 406,2 \$</b>	<b>788,1 \$</b>	<b>2 194,3 \$</b>	<b>1 251,9 \$</b>	<b>777,8 \$</b>	<b>2 029,7 \$</b>

## NOTE 29 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie et équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants à recevoir conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 4). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, elle est portée en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants sortis sont comptabilisés en résultat net.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les créances clients de la Société ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certains créances clients et actifs au titre de contrats en cours à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont essentiellement détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables. Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 4 et 28 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, la Société a conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients et certains actifs au titre de contrats en cours d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Au 31 mars 2015, des créances clients déterminées de 113,3 millions \$ (79,5 millions \$ en 2014) et des actifs au titre de contrats en cours de néant (4,2 millions \$ en 2014) avaient été vendus à des institutions financières dans le cadre de ces ententes. Le produit est présenté déduction faite de frais de 1,1 million \$ (1,1 million \$ en 2014). La Société est régulièrement à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Les tableaux suivants présentent une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus en fonction des dates d'échéance contractuelles. Les flux de trésorerie liés à des dérivés, présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés, sont inclus étant donné que la Société gère ses contrats dérivés en fonction des montants bruts. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

31 mars 2015	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Dettes fournisseurs et charges à payer <sup>1)</sup>	556,5 \$	556,5 \$	556,5 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des provisions	16,6	16,6	12,1	0,4	0,3	0,1	-	3,7
Total de la dette à long terme <sup>2)</sup>	1 284,0	1 938,7	113,7	178,0	104,5	108,9	262,7	1 170,9
Autres passifs non courants <sup>3)</sup>	181,2	358,2	-	13,6	15,0	16,3	17,7	295,6
	<b>2 038,3 \$</b>	<b>2 870,0 \$</b>	<b>682,3 \$</b>	<b>192,0 \$</b>	<b>119,8 \$</b>	<b>125,3 \$</b>	<b>280,4 \$</b>	<b>1 470,2 \$</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme <sup>4)</sup>	37,8 \$							
Sorties de fonds		1 372,3 \$	1 063,8 \$	226,3 \$	54,9 \$	19,8 \$	7,5 \$	- \$
Rentrées de fonds		(1 332,8)	(1 036,9)	(218,7)	(51,8)	(19,0)	(6,4)	-
Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme <sup>5)</sup>	(15,7)							
Sorties de fonds		118,9	17,7	16,8	15,5	11,2	9,8	47,9
Rentrées de fonds		(109,2)	(15,3)	(15,3)	(14,7)	(10,3)	(9,0)	(44,6)
Dérivés sur devises incorporés <sup>6)</sup>	(2,7)	(2,7)	(1,6)	(0,5)	(0,4)	(0,2)	-	-
Swap sur actions	0,4	0,4	0,4	-	-	-	-	-
	<b>19,8 \$</b>	<b>46,9 \$</b>	<b>28,1 \$</b>	<b>8,6 \$</b>	<b>3,5 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>1,9 \$</b>	<b>3,3 \$</b>
	<b>2 058,1 \$</b>	<b>2 916,9 \$</b>	<b>710,4 \$</b>	<b>200,6 \$</b>	<b>123,3 \$</b>	<b>126,8 \$</b>	<b>282,3 \$</b>	<b>1 473,5 \$</b>

<sup>1)</sup> Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

<sup>2)</sup> Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transaction.

<sup>3)</sup> Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

<sup>4)</sup> Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel et comprennent les contrats de change à terme qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

<sup>5)</sup> Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

<sup>6)</sup> Comprend les dérivés sur devises incorporés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

31 mars 2014	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Dettes fournisseurs et charges à payer <sup>1)</sup>	530,4 \$	530,4 \$	530,4 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des provisions	28,2	28,2	22,2	3,0	0,4	0,4	-	2,2
Total de la dette à long terme <sup>2)</sup>	1 173,2	1 764,1	102,0	100,7	156,2	89,7	127,0	1 188,5
Autres passifs non courants <sup>3)</sup>	197,5	390,8	-	35,1	13,6	16,1	17,3	308,7
	1 929,3 \$	2 713,5 \$	654,6 \$	138,8 \$	170,2 \$	106,2 \$	144,3 \$	1 499,4 \$
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme <sup>4)</sup>	34,9 \$							
Sorties de fonds		1 215,2 \$	870,1 \$	233,7 \$	41,9 \$	43,2 \$	19,6 \$	6,7 \$
Rentrées de fonds		(1 179,5)	(850,0)	(222,8)	(40,4)	(40,9)	(19,0)	(6,4)
Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme <sup>5)</sup>	(3,0)							
Sorties de fonds		121,4	15,4	15,5	14,8	13,8	9,8	52,1
Rentrées de fonds		(124,1)	(14,8)	(15,4)	(15,4)	(14,7)	(10,2)	(53,6)
Dérivés sur devises incorporés <sup>6)</sup>	(1,1)	(1,1)	(0,7)	-	(0,2)	(0,1)	(0,1)	-
Swap sur actions	(2,6)	(2,6)	(2,6)	-	-	-	-	-
	28,2 \$	29,3 \$	17,4 \$	11,0 \$	0,7 \$	1,3 \$	0,1 \$	(1,2) \$
	1 957,5 \$	2 742,8 \$	672,0 \$	149,8 \$	170,9 \$	107,5 \$	144,4 \$	1 498,2 \$

<sup>1)</sup> Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

<sup>2)</sup> Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transaction.

<sup>3)</sup> Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

<sup>4)</sup> Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel et comprennent les contrats de change à terme qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

<sup>5)</sup> Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

<sup>6)</sup> Comprend les dérivés sur devises incorporés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

## Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

### Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et des comptes du fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société gère également le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

Les contrats de change à terme consolidés en cours s'établissent comme suit :

Monnaies (vente / achat)	Valeur nominale <sup>1)</sup>	2015	Valeur nominale <sup>1)</sup>	2014
		Taux moyen		Taux moyen
<b>\$ US / \$ CA</b>				
Moins de 1 an	572,1 \$	0,85	462,6 \$	0,93
De 1 à 3 ans	160,4	0,87	126,1	0,94
De 3 à 5 ans	12,8	0,93	20,8	0,95
Plus de 5 ans	-	-	6,6	0,94
<b>\$ CA / €</b>				
Moins de 1 an	30,7	1,43	29,8	1,52
De 1 à 3 ans	8,2	1,40	10,2	1,40
<b>€ / \$ CA</b>				
Moins de 1 an	81,7	0,71	56,9	0,68
De 1 à 3 ans	16,1	0,71	39,4	0,72
De 3 à 5 ans	-	-	3,0	0,73
<b>€ / \$ US</b>				
Moins de 1 an	62,3	0,86	62,6	0,72
De 1 à 3 ans	1,8	0,80	-	-
<b>£ / \$ CA</b>				
Moins de 1 an	36,0	0,58	37,2	0,59
De 1 à 3 ans	8,8	0,54	23,2	0,61
De 3 à 5 ans	-	-	0,2	0,61
<b>\$ CA / £</b>				
Moins de 1 an	15,1	1,84	16,6	1,82
De 1 à 3 ans	1,0	1,68	4,8	1,74
<b>\$ CA / \$ US</b>				
Moins de 1 an	149,8	1,21	80,5	1,11
De 1 à 3 ans	22,8	1,25	14,7	1,10
<b>£ / \$ US</b>				
Moins de 1 an	20,5	0,68	41,8	0,62
De 1 à 3 ans	28,1	0,63	1,4	0,65
De 3 à 5 ans	-	-	14,5	0,65
<b>\$ US / €</b>				
Moins de 1 an	11,4	1,14	8,3	1,37
<b>Couronne suédoise / \$ US</b>				
Moins de 1 an	41,7	6,65	4,4	6,61
De 1 à 3 ans	-	-	36,4	6,65
<b>Autres monnaies</b>				
Moins de 1 an	66,9	-	64,6	-
De 1 à 3 ans	18,3	-	21,2	-
De 3 à 5 ans	15,5	-	25,4	-
<b>Total</b>	<b>1 382,0 \$</b>		<b>1 213,2 \$</b>	

<sup>1)</sup> Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en monnaies étrangères.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (£) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US de juin 2007 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société a désigné comme couvertures de flux de trésorerie deux swaps de devises (du dollar US à la livre sterling). Un de ces swaps est venu à échéance à l'exercice 2015 (valeur nominale en cours de 0,4 million \$ US (0,2 million £) en 2014). L'autre swap de devises a une valeur nominale en cours de 14,3 millions \$ US (7,1 millions £) (17,0 millions \$ US (8,5 millions £) en 2014) et est amorti selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2018.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a conclu des swaps croisés capitalisés à l'échéance dans le cadre de son placement privé multitranches de décembre 2012, fixant de fait les intérêts en dollars américains à leur équivalent en dollars canadiens. La Société a désigné deux swaps croisés capitalisés à l'échéance \$ US/\$ CA comme des couvertures de flux de trésorerie dont la valeur nominale en cours s'établit respectivement à 127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) (127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) en 2014) et à 98,0 millions \$ US (100,7 millions \$) (98,0 millions \$ US (100,7 millions \$) en 2014), ce qui correspond aux deux tranches du placement privé jusqu'en décembre 2024 et décembre 2027, respectivement.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

#### Analyse de sensibilité au risque de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change des instruments financiers et l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aux 31 mars. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

	\$ US		€		£	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
2015	(2,4) \$	(22,1) \$	2,7 \$	(2,3) \$	0,9 \$	(1,0) \$
2014	(6,4) \$	(19,3) \$	3,4 \$	(2,0) \$	(0,1) \$	(0,2) \$

Un affaiblissement raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de variation du taux d'intérêt de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur sur sa dette à long terme à taux fixe. La Société gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a une dette à taux variable sous forme de sa facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Pour atténuer ces risques, la Société avait, au 31 mars 2015, conclu quatre swaps de taux d'intérêt (six en 2014) avec cinq institutions financières, swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 29,6 millions \$ (36,0 millions \$ en 2014). Compte tenu de ces swaps, 88 % (84 % en 2014) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2015.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

#### Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2015, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait donné lieu à une baisse de 1,3 million \$ (néant en 2014) du résultat net et à une hausse de 0,4 million \$ (néant en 2014) des autres éléments du résultat global de la Société, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence inverse sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

#### Couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec trois importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet, sur ses résultats, des fluctuations du cours de ses actions visées par les DDVA, les DDVA-LT et les DNRC-LT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût des DDVA, des DDVA-LT et des DNRC-LT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2015, les contrats de swap sur actions visaient 1 900 000 actions ordinaires (2 400 000 en 2014) de la Société.

#### Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2015, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2014), ainsi qu'une partie de ses obligations au titre des contrats de location-financement totalisant 14,2 millions \$ US (16,1 millions \$ US en 2014), comme couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

## Lettres de crédit et garanties

Au 31 mars 2015, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 218,8 millions \$ (191,4 millions \$ en 2014) qu'elle avait émises dans le cours normal de ses activités. Ces garanties sont émises principalement en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux et sont réduites ou éliminées à la livraison du produit. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par la Société, selon les exigences du client. Les garanties représentent de 10 % à 20 % du montant total prévu aux contrats. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location simple procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à une opération de vente et de cession-bail et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

	2015	2014
Garanties de restitution d'acompte	76,8 \$	40,6 \$
Cautions de bonne exécution	22,5	31,2
Obligation au titre de contrats de location simple	31,3	26,7
Obligations financières	82,5	81,9
Autres	5,7	11,0
	<b>218,8 \$</b>	<b>191,4 \$</b>

## Opérations de cession-bail

À l'égard de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 14,5 millions \$ (14,5 millions \$ en 2014), dont une tranche de 9,6 millions \$ vient à échéance à l'exercice 2020 et une tranche de 4,9 millions \$, à l'exercice 2023. De ce total, un montant de 11,7 millions \$ (12,1 millions \$ en 2014) était inscrit à titre de profit différé au 31 mars 2015.

## Indemnisations

Lorsque la Société vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre des impôts, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie. Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnisations ont été négligeables pour la situation financière, le résultat net et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

## NOTE 30 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. Au 1<sup>er</sup> avril 2014, la Société a modifié ses secteurs opérationnels (voir les notes 1 et 2). La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

## Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires externes	1 294,6 \$	1 176,7 \$	857,4 \$	822,0 \$	94,3 \$	79,2 \$	2 246,3 \$	2 077,9 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	93,5	85,6	11,9	10,9	2,7	2,3	108,1	98,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	26,6	24,9	43,8	31,5	10,6	9,4	81,0	65,8
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net (note 4)	1,5	1,2	2,3	2,9	0,1	(0,1)	3,9	4,0
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	27,8	18,7	9,7	11,3	-	-	37,5	30,0
Résultat opérationnel sectoriel	210,5	179,8	115,6	107,8	6,7	1,7	332,8	289,3

Au cours de l'exercice 2015, une des coentreprises du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile de la Société a comptabilisé un actif d'impôt différé à la suite de l'approbation par la Malaysian Investment Development Authority d'une déduction fiscale pour investissement. La quote-part de la Société de l'impôt sur le résultat différé s'est établie à 9,4 millions \$ et est prise en compte dans la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence.

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	2015	2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	151,9 \$	168,7 \$
Défense et sécurité	49,3	42,3
Santé	7,3	11,4
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	208,5 \$	222,4 \$

### Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	2015	2014
<b>Actif utilisé</b>		
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 587,8 \$	2 364,3 \$
Défense et sécurité	1 079,3	988,2
Santé <sup>1)</sup>	250,1	272,4
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	61,2	-
Actif non inclus dans l'actif utilisé	678,5	611,8
Total de l'actif	4 656,9 \$	4 236,7 \$
<b>Passif utilisé</b>		
Solutions de formation pour l'aviation civile	603,6 \$	588,0 \$
Défense et sécurité	403,8	420,9
Santé <sup>1)</sup>	43,6	50,0
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	14,2	-
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 927,8	1 695,6
Total du passif	2 993,0 \$	2 754,5 \$

<sup>1)</sup> Les chiffres de la période précédente tiennent compte d'actifs de 61,3 millions \$ et de passifs de 12,9 millions \$ liés à l'entreprise du secteur minier de la Société (voir les notes 1 et 2). Les montants ont été classés et présentés comme détenus en vue de la vente pour la période courante (voir la note 3).

## Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	2015	2014
Produits des activités ordinaires		
Produits de simulation	1 064,7 \$	1 041,6 \$
Formation et services	1 181,6	1 036,3
	<b>2 246,3 \$</b>	<b>2 077,9 \$</b>

## Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	2015	2014
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	167,3 \$	169,1 \$
États-Unis	753,6	663,8
Royaume-Uni	245,4	255,9
Allemagne	81,0	71,4
Autres pays d'Europe	361,2	370,7
Émirats arabes unis	71,8	67,5
Chine	123,8	139,2
Autres pays d'Asie	275,3	180,0
Australie	75,2	75,2
Autres pays	91,7	85,1
	<b>2 246,3 \$</b>	<b>2 077,9 \$</b>

	2015	2014
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	852,4 \$	775,9 \$
États-Unis	872,3	715,9
Brésil	90,7	82,9
Royaume-Uni	292,6	335,6
Luxembourg	170,3	168,6
Pays-Bas	116,1	128,0
Autres pays d'Europe	261,8	300,7
Pays d'Asie	113,5	74,3
Autres pays	90,0	105,6
	<b>2 859,7 \$</b>	<b>2 687,5 \$</b>

## NOTE 31 – RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les tableaux suivants présentent les participations qui, collectivement, ont une incidence significative sur les résultats ou l'actif de la Société :

### Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

Nom	Pays de constitution	Participation	Participation
		en % 2015	en % 2014
CAE (UK) PLC	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE (US) Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Aircrew Training Services PLC	Royaume-Uni	76,5 %	76,5 %
CAE Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Chile Limitada	Chili	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Peru S.A.	Pérou	100,0 %	100,0 %
CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd	Brunei	60,0 %	60,0 %

**Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société (suite) :**

Nom	Pays de constitution	Participation en % 2015	Participation en % 2014
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Center Brussels N.V.	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Copenhagen A/S	Danemark	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Hong Kong Limited	Hong Kong	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Oslo AS	Norvège	100,0 %	100,0 %
CAE Centre Stockholm AB	Suède	100,0 %	100,0 %
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Delaware Buyco Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Elektronik GmbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Euroco S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0 %	100,0 %
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %	100,0 %
CAE Global Academy Évora, SA	Portugal	100,0 %	100,0 %
CAE Santé Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Healthcare, Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE India Private Limited	Inde	100,0 %	76,0 %
CAE Integrated Enterprise Solutions Australia Pty Ltd	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE International Capital Management Hungary LLC	Hongrie	100,0 %	100,0 %
CAE International Holdings Limited	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Investments S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Luxembourg Acquisition S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Luxembourg Financing S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Management Luxembourg S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Middle East L. L. C.	Dubaï	49,0 %	49,0 %
CAE North East Training Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Phoenix Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Services Italia S.r.l.	Italie	100,0 %	100,0 %
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España), S.L.	Espagne	100,0 %	100,0 %
CAE Shanghai Company, Limited	Chine	100,0 %	100,0 %
CAE SimuFlite Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde	100,0 %	100,0 %
CAE Simulator Services Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour	100,0 %	100,0 %
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda.	Brésil	100,0 %	100,0 %
CAE STS Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Training & Services Brussels NV	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE Training & Services UK Ltd.	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Training Norway AS	Norvège	100,0 %	100,0 %
CAE USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
Flight Simulator-Capital L.P.	Canada	100,0 %	100,0 %
GCAT Delaware LLC (USA)	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Oxford Airline Training Center Inc	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Oxford Aviation Academy (Oxford) Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
Parc Aviation Engineering Services Ltd	Irlande	100,0 %	100,0 %
Parc Aviation Limited	Irlande	100,0 %	100,0 %
Parc Interim Ltd.	Irlande	100,0 %	100,0 %
Presagis Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
Presagis Europe (S.A.)	France	100,0 %	100,0 %
Presagis USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L.	Espagne	80,0 %	80,0 %
SIV Ops Training, S.L.	Espagne	80,0 %	80,0 %

**Participations dans des coentreprises mises en équivalence :**

Nom	Pays de constitution	Participation en % 2015	Participation en % 2014
Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd.	Malaisie	50,0 %	50,0 %
Asian Aviation Centre of Excellence (Singapore) Pte. Ltd.	Singapour	50,0 %	50,0 %
Aviation Training Northeast Asia B.V.	Pays-Bas	50,0 %	-
CAE Flight and Simulator Services Korea, Ltd. <sup>1)</sup>	Corée	50,0 %	100,0 %
CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
CAE-Lider Training do Brasil Ltda.	Brésil	50,0 %	50,0 %
CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd <sup>2)</sup>	Australie	50,0 %	100,0 %
CAE Middle East Holding Limited	Émirats arabes unis	50,0 %	50,0 %
CAE Simulation Training Private Limited	Inde	25,0 %	25,0 %
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd.	Australie	47,1 %	47,1 %
Embraer CAE Training Services (UK) Limited	Royaume-Uni	49,0 %	49,0 %
Embraer CAE Training Services, LLC	États-Unis	49,0 %	49,0 %
Emirates-CAE Flight Training LLC	Émirats arabes unis	49,0 %	49,0 %
Hatsoff Helicopter Training Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
Helicopter Training Media International GmbH	Allemagne	50,0 %	50,0 %
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH	Allemagne	25,0 %	25,0 %
JAL CAE Flight Training Co. Ltd.	Japon	50,0 %	-
National Flying Training Institute Private Limited	Inde	51,0 %	51,0 %
Philippine Academy for Aviation Training, Inc.	Philippines	25,0 %	50,0 %
Rotorsim s.r.l.	Italie	50,0 %	50,0 %
Rotorsim USA LLC	États-Unis	50,0 %	50,0 %
Zhuhai Free Trade Zone Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %	49,0 %
Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %	49,0 %

<sup>1)</sup> CAE Flight and Simulator Services Korea, Ltd. est devenue une coentreprise le 31 mars 2015 (voir la note 21).

<sup>2)</sup> CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd, est devenue une coentreprise le 31 décembre 2014 (voir la note 21).

Pour l'exercice 2015, la quote-part non comptabilisée des pertes des coentreprises que la Société a cessé de constater lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence s'est établie à 0,7 million \$ (1,6 million \$ en 2014). La quote-part non comptabilisée cumulative des pertes de ces entités totalisait 9,4 millions \$ au 31 mars 2015 (8,9 millions \$ en 2014). La quote-part non comptabilisée cumulative de la perte globale des coentreprises totalisait 11,9 millions \$ (11,0 millions \$ en 2014).

**NOTE 32 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES**

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	2015	2014
Créances clients (note 4)	28,7 \$	30,1 \$
Contrats en cours : actifs	28,1	13,5
Autres actifs	29,2	30,6
Dettes fournisseurs et charges à payer (note 9)	13,9	16,3
Contrats en cours : passifs	3,9	6,3

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 17,0 millions \$ (16,9 millions \$ en 2014) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts de 5,7 millions \$ (8,4 millions \$ en 2014) échéant en septembre 2016 et en décembre 2017 et portant respectivement intérêt aux taux LIBOR à six mois majoré de 1 % et de 11 % par année, ainsi qu'une créance non courante de 6,5 millions \$ (5,3 millions \$ en 2014), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées aux 31 mars 2015 et 2014.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	2015	2014
Produits des activités ordinaires	120,6 \$	101,0 \$
Achats	10,9	11,3
Autres produits	2,9	2,9

De plus, au cours de l'exercice 2015, des transactions s'élevant à 2,4 millions \$ (2,7 millions \$ en 2014) ont été faites aux prix normaux du marché avec une entreprise dont un membre du conseil d'administration de la Société est un dirigeant.

**Rémunération du personnel de direction clé**

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

	<b>2015</b>	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	<b>4,6 \$</b>	3,8 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies <sup>1)</sup>	<b>1,5</b>	1,6
Indemnités de cessation d'emploi	-	2,4
Paiements fondés sur des actions	<b>4,6</b>	6,4
	<b>10,7 \$</b>	14,2 \$

<sup>1)</sup> Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

# Conseil d'administration et direction

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

### **James F. Hankinson**

Président du conseil d'administration  
CAE inc.  
Toronto (Ontario)

### **Brian E. Barents**<sup>1, 3</sup>

Administrateur de sociétés  
Andover (Kansas)

### **Paul Gagné**<sup>1, 2</sup>

Président du conseil  
Corporation Wajax  
Montréal (Québec)

### **L'honorable John Manley, C.P., O.C.**<sup>1, 3</sup>

Président et chef de la direction du  
conseil canadien des chefs  
d'entreprise  
Ottawa (Ontario)

### **Gén. Peter J. Schoemaker, É.-U. (ret.)**<sup>1, 3</sup>

Administrateur de sociétés  
Tampa (Floride)

### **Marc Parent**

Président et chef de la direction  
CAE inc.  
Montréal (Québec)

### **Katharine B. Stevenson**<sup>2</sup>

Administratrice de sociétés  
Toronto (Ontario)

### **L'honorable Michael M. Fortier, C.P.**<sup>3</sup>

Vice-président du conseil  
RBC Marchés des Capitaux  
Montréal (Québec)

### **Alan N. MacGibbon**<sup>2</sup>

Vice-président du conseil  
Osler, Hoskin & Harcourt LLP  
Toronto (Ontario)

### **Andrew J. Stevens**<sup>1, 2</sup>

Administrateur de sociétés  
Gloucestershire (Royaume-Uni)

### **Kathleen E. Walsh**<sup>2</sup>

Présidente et chef de la direction  
Boston Medical Center  
Boston (Massachusetts)

## DIRECTION

---

### **James F. Hankinson**

Président du conseil  
d'administration

### **Marc Parent**

Président et chef de la direction

### **Nick Leontidis**

Président de groupe  
Solutions de formation pour  
l'aviation civile

### **Gene Colabatistto**

Président de groupe  
Défense et sécurité

### **Stéphane Lefebvre**

Vice-président, Finances et chef de  
la direction financière

### **Hartland J. A. Paterson**

Avocat général, chef de la  
conformité et secrétaire

### **Sonya Branco**

Vice-présidente et contrôleur

### **Bruce McConnell**

Trésorier

<sup>1</sup> Membre du comité des ressources humaines

<sup>2</sup> Membre du comité de vérification

<sup>3</sup> Membre du comité de gouvernance d'entreprise

# Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

## ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CAE ».

## COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada  
100, avenue University, 9<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario)  
M5J 2Y1  
Tél. : 514-982-7555 ou  
1-800-564-6253  
(sans frais au Canada et  
aux États-Unis)  
[www.computershare.com](http://www.computershare.com)

## PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces (réduction de 2 % actuellement accordée en date de la publication du présent rapport annuel) peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada ou : [www.cae.com/dividende](http://www.cae.com/dividende)

## DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada. [www.cae.com/dividende](http://www.cae.com/dividende)

## ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

## RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur notre site Web à [www.cae.com](http://www.cae.com). On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

### Relations avec les investisseurs

CAE inc.  
8585, ch. de la Côte-de-Liesse  
Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6  
Tél. : 1-866-999-6223  
[investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)

### Version anglaise

If you would like an English version of this Annual Report, please address your request to [investor.relations@cae.com](mailto:investor.relations@cae.com).

## ASSEMBLÉE ANNUELLE 2015

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 12 août 2015 à 11 h (HE) à l'hôtel Sofitel, situé au 1155, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE à [www.cae.com](http://www.cae.com).

## VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l  
Comptables professionnels agréés  
Montréal (Québec)

## MARQUES DE COMMERCE

Les marques de commerce et/ou marques déposées de CAE inc. et/ou de ses sociétés affiliées comprennent, entre autres, CAE, CAE Medallion-6000, CAE Simfinity, CAE Fidelis Lucina, CAE VIMEDIX, CAE Dynamic Synthetic Environment (DSE) et Série CAE 7000XR. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

## GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE ([www.cae.com](http://www.cae.com)) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences importantes de la NYSE à tous égards importants.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport annuel contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être fiables. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes militaires financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles ainsi que les règles régissant les minerais stratégiques; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de propriété intellectuelle, le personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. Vous trouverez plus de précisions à la section intitulée Facteurs de risque de notre notice annuelle, pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.



  
**CAE**

[cae.com](http://cae.com)